

Étude des crédits

Demande de renseignements
particuliers

VOLUME 1

DEMANDES 1 À 11

Développement régional

Février 2013



Québec 

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Février 2013

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Développement régional
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
1	Crédits alloués en 2012-2013, par région et par programme, et prévisions pour 2013-2014. Solde des sommes non engagées en 2012-2013 par région et par programme.
2	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
3	Pour chacune des conférences régionales des élus, fournir : a. le budget total alloué pour 2012-2013; b. la ventilation budgétaire détaillée 2012-2013; c. les prévisions budgétaires pour 2013-2014; d. la liste des membres de chacun des conseils d'administration par région; e. (titre, date de nomination, échéance du mandat, milieu de provenance tel l'économie, l'éducation, la culture ou la science); f. nombre de femmes et de jeunes présents dans chacun des conseils d'administration; g. liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération.
4	Sommes engagées en 2012-2013 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventiler par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2013-2014.
5	Budget de fonctionnement du MAMROT dans chacune des régions du Québec, pour l'exercice 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.
6	Sommes versées en 2012-2013 à chacune des conférences régionales des élus en vertu du Fonds de développement régional. Prévisions des sommes allouées au Fonds de développement régional pour 2013-2014.
7	Pour chaque conférence régionale des élus, indiquer le nombre d'ententes spécifiques qui ont fait l'objet d'une convention en 2012-2013. Pour chaque entente spécifique, indiquer l'objet, la durée, les ressources financières affectées et les engagements de chacune des parties.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Développement régional
Table de matières

Demande numéro	Libellé de la demande
8	Concernant les centres locaux de développement, indiquer les sommes versées aux MRC par le ministère pour les CLD en 2012-2013. Ventiler les montants par MRC. Prévisions pour 2013-2014.
9	Indiquer toutes mesures gouvernementales visant à remplacer les mesures spéciales concernant la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, notamment le Plan de relance de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Budget accordé à chaque mesure. Résultats obtenus.
10	État de situation, copie d'études, de scénarios, d'analyses produites par le ministère en 2012-2013 concernant une éventuelle politique des redevances sur les ressources naturelles.
11	Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer les dates et les lieux des rencontres en 2012-2013, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.
12	Copie de l'ensemble des ententes spécifiques où le MAMROT est signataire pour 2012-2013, préciser pour chaque entente : a. les montants engagés; b. le nom des partenaires signataires.
13	Liste des agents ruraux présents dans chaque région.
14	Concernant Solidarité rurale, préciser les budgets alloués à l'organisme en 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Développement régional
Table de matières

15	<p>Bilan et perspectives de la Politique nationale de la ruralité, préciser :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Détail des subventions versées depuis la mise en œuvre de cette politique, ventilées par région et par année financière; b. Nombre de projets acceptés et rejetés à ce jour; c. Sommes disponibles pour de nouveaux projets en 2012-2013; d. Liste des différents programmes gouvernementaux qui ont été, à ce jour, modulés en fonction de la Politique nationale de la ruralité. Indiquer la nature de la modification; e. Pour chaque recommandation issue de la Politique nationale de la ruralité, le suivi effectué par le gouvernement en 2011-2012 et le budget consacré pour chacune de ces recommandations; f. Prévisions des actions pour 2012-2013 et le budget qui y sera consacré; g. Liste des comités issus de la Politique nationale de la ruralité, leurs réalisations en 2011-2012 et les perspectives pour l'année 2012-2013. h. Dans le cadre du renouvellement de la Politique nationale de la ruralité, indiquer l'état d'avancement, le nombre de rencontres tenues avec les partenaires et la date prévue pour le dépôt de la troisième génération de cette politique.
16	<p>Concernant le Fonds de soutien aux territoires en difficulté :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Montant total accordé en 2012-2013; b. Liste des MRC ayant signé un contrat de diversification; c. Nombre de villes dévitalisées couvertes.
17	<p>Copie du cadre normatif visant l'enveloppe de 38 M \$ accordée lors du budget 2009-2010 pour soutenir les territoires en difficulté.</p>
18	<p>Dans le cadre du programme « Communautés rurales branchées », la liste des bénéficiaires et des montants dépensés en 2011-2012 et en 2012-2013. Ventiler par projet avec le nombre de résidences ayant été branchées et par circonscription électorale. Mentionner le total des sommes versées en vertu de ce programme et le total du nombre de résidences branchées grâce à ce programme, et ce, pour chaque année et pour l'ensemble des années depuis sa création.</p>
19	<p>Dans le cadre du projet des laboratoires ruraux et pour toute sa durée :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Liste des lettres d'intention reçues; b. Liste des projets retenus; c. Financement accordé par projet avec la date; d. Copie du bilan général.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers
Développement régional
Table de matières

20	Dans le cadre de la mesure des produits de spécialité : a. Liste des projets reçus; b. Liste des projets financés; c. Financement accordé par projet avec la date.
21	Tous les rapports et les études réalisés au sujet de la problématique des régimes de retraite des employés municipaux, ainsi que les études concernant les solutions à cette problématique.
22	Dans le cadre du Fonds conjoncturel de développement : a. Liste des projets reçus; b. Liste des projets financés; c. Financement accordé par projet avec la date.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #1
Section DR

Crédits alloués en 2012-2013, par région et par programme, et prévisions pour 2013-2014. Solde des sommes non engagées en 2012-2013 par région et par programme.

PROGRAMME	CRÉDITS 2012-2013
	(en milliers de \$)
Politique nationale de la ruralité	39 595,0
Économie sociale	1 585,0
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	1 000,0
Fonds conjoncturel de développement	1 434,0
Soutien aux territoires en difficulté	10 000,0
Villages branchés du Québec	5 875,0
Communautés rurales branchées	2 000,0
Fonds de développement régional – Note 1	60 000,0

Les crédits ne sont pas alloués par régions et les sommes dépensées sont présentées à la demande # 2 de la section Développement régional.

Note 1 : Les crédits du Fonds de développement régional incluent les crédits votés en 2012-2013 au programme 4 « Promotion et développement de la Capitale-Nationale » du portefeuille « Développement économique, Innovation et Exportation » pour la CRÉ de la Capitale-Nationale ainsi qu'au programme 4 « Affaires autochtones » du portefeuille « Conseil exécutif » pour le financement de l'Administration régionale Kativik (ARK). Cette dernière somme est intégrée à l'entente concernant le financement global de l'ARK.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #2
Section DR

Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.

Aides accordées en 2012-2013 :

- a) Fonds conjoncturel de développement : voir tableau 1
- b) Fonds de soutien aux territoires en difficultés : voir tableau 2 et 2-A
- c) Politique nationale de la ruralité : référer à la question 1 et 15 de la section Développement régional
- d) Solidarité rurale du Québec : référer à la question 14 de la section Développement régional
- e) Regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale : voir tableau 3
- f) Chantier de l'économie sociale : voir tableau 3
- g) Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif (PIEC) : voir tableau 4
- h) Villages branchés du Québec : voir tableau 5
- i) Communautés rurales branchées du Québec : voir tableau 6

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 1

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Fonds conjoncturel de développement (FCD)

Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
Bas Saint-Laurent		
Municipalité de Saint-Adelme	Rénovations majeures au centre municipal	1 570 \$
Centre régional de services aux bibliothèques publiques du Bas-Saint-Laurent	Implantation de la visioconférence dans les municipalités du Bas-Saint-Laurent	2 300 \$
Saguenay Lac-Saint-Jean		
Municipalité de Péribonka	Phase I du projet de développement touristique de la municipalité de Péribonka afin de terminer la mise en place des halles touristiques et du camping municipal	75 000 \$
Société récréotouristique de Desbiens inc.	Sécurisation du barrage servant d'accès à la Caverne du Trou de la Fée	90 000 \$
MRC Lac-Saint-Jean-Est	Phase I du projet de corvée collective de revitalisation dans les MRC Lac-Saint-Jean-Est, Domaine-du-Roy et Maria Chapdelaine	8 000 \$
Mauricie		
Économie du Savoir Mauricie	Mise sur pied d'un service d'accompagnement en innovation	10 000 \$
Coopérative de développement régional Centre-du-Québec/Mauricie	Projet d'entrepreneuriat collectif en Mauricie	12 500 \$
Coopérative de solidarité de Lac-Édouard	Développement d'un Centre de valorisation écotouristique et d'un Parc écotouristique	17 000 \$
Estrie		
Carrefour de solidarité internationale	Projet "Je prends le pouvoir" (comité municipal jeunesse)	4 000 \$
Le Petit Bonheur de St-Camille	Inode Estrie	19 058 \$
La Fabrique de la Paroisse de Sainte-Agnès	Rénovation de l'église Saint-Agnès	15 000 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 1

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Fonds conjoncturel de développement (FCD)

Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
Outaouais		
Services Animation Jeunesse Outaouais (SAJO)	Bouffée d'oxygène jeunesse Outaouais	10 000 \$
Abitibi-Témiscamingue		
Centre de transit minier nordique	Construction du Centre de transit minier nordique - Phase II	150 000 \$
Côte-Nord		
Municipalité de Gros-Mécatina	Plan de consolidation et de développement	25 000 \$
Parc Nature de Pointe-aux-Outardes	Préparation et mise en œuvre d'une relance des activités	20 000 \$
Centre national des naufrages du Saint-Laurent	Exposition de la collection "Elisabeth and Mary" et mise en place d'un module de jeux	40 000 \$
Nord-du-Québec		
Faune en Nord (Anciennement Escapade Boréale)	Mise en place d'un audio-circuit sur le route de la Baie-James	15 000 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		
Aquarium des Îles-de-la-Madeleine inc.	Restructuration et consolidation	12 500 \$
Comité du Holy Name Hall	Rénovation et la réhabilitation du Holy Name Hall de Douglastown	29 840 \$
Municipalité d'Escuminac	Reconstruction d'un mur au cimetière de Pointe-à-la-Garde	44 800 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 1

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Fonds conjoncturel de développement (FCD)

Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
Chaudière-Appalaches		
CLD de la Nouvelle-Beauce	Étude pour le développement d'un pôle de croissance	3 000 \$
Montérégie		
Moisson Maskoutaine	Relocalisation de l'organisme	68 574 \$
Centre-du-Québec		
Fondation Solidarité Jeunesse	Consolidation et développement de la Journée Normand-Maurice	15 000 \$
Non régionalisé		
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Implantation d'un modèle autochtone d'économie sociale en conformité avec le Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif	25 000 \$
Total		713 142 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Sommes versées en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
Volet I (Le montant d'aide totale inclus le montant d'aide accordé lors du 1er contrat de 300 000 \$)		
MRC La Matapédia	Ensemble du territoire de la MRC	232 500 \$
MRC de Témiscouata	Ensemble du territoire de la MRC	177 500 \$
MRC de la Mitis	Ensemble du territoire de la MRC	277 500 \$
MRC Les Basques	Ensemble du territoire de la MRC	277 500 \$
MRC de Matane	Ensemble du territoire de la MRC	310 000 \$
MRC Kamouraska	Ensemble du territoire de la MRC	152 500 \$
MRC Lac-Saint-Jean-Est	Ensemble du territoire de la MRC, sauf Alma mais incluant l'ancienne municipalité de Delisle maintenant fusionnée à Alma	81 250 \$
MRC Domaine-du-Roy	Ensemble du territoire de la MRC	103 750 \$
MRC Maria-Chapdelaine	Ensemble du territoire de la MRC	106 250 \$
MRC Fjord-du-Saguenay	Ensemble du territoire de la MRC	
MRC Portneuf	Saint-Raymond, Saint-Léonard-de-Portneuf, Rivière-à-Pierre	75 000 \$
MRC Charlevoix-Est	Ensemble du territoire de la MRC	182 500 \$
MRC Mékinac	Ensemble du territoire de la MRC	103 750 \$
Ville La Tuque	Agglomération La Tuque	
Ville de Shawinigan	Ville de Shawinigan	75 000 \$
MRC du Haut-Saint-François	Ensemble du territoire de la MRC	133 750 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Sommes versées en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
MRC Le Granit	Lac-Mégantic, Lac-Drolet, Lambton, Saint-Romain, Stornoway, Courcelles, Saint-Augustin-de-Woburn, Notre-Dame-des-Bois	
MRC Coaticook	Barnston-Ouest, Coaticook, Compton, East Hereford, Sainte-Edwidge-de-Clifton, Saint-Herménégilde, Saint-Malo, Saint-Venant-de-Paquette, Waterville	192 500 \$
MRC de Papineau	Ensemble du territoire de la MRC	122 500 \$
MRC La-Vallée-de-la-Gatineau	Ensemble du territoire de la MRC	122 500 \$
MRC Pontiac	Ensemble du territoire de la MRC	133 750 \$
MRC de l'Abitibi	Champneuf, La Morandière, Rochebaucourt, Launay	125 000 \$
MRC de Témiscamingue	Belleterre, Laforce, Moffet, Angliers et Nédelec	138 750 \$
MRC Abitibi-Ouest	Ensemble du territoire de la MRC	152 500 \$
MRC La Vallée-de-l'Or	Malartic, Senneterre, Seneterre Paroisse et Belcourt	50 000 \$
MRC de la Minganie	Aguanish, Baie-Johan-Beetz, L'Île-d'Anticosti, Longue-Pointe-de-Mingan, Natashquan, Rivière-Saint-Jean et Rivière-au-Tonnerre	102 500 \$
MRC Haute-Côte-Nord	Ensemble du territoire de la MRC	217 500 \$
MRC Golfe du Saint-Laurent	Ensemble du territoire de la MRC	232 500 \$
MRC Manicouagan	Ragueneau, Pointe-aux-Outardes, Baie-Trinité, Godbout	180 000 \$
Municipalité de Baie-James	Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Baie-James	

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Sommes versées en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
MRC Haute Gaspésie	Ensemble du territoire de la MRC	152 500 \$
MRC Côte-de-Gaspé	Ensemble du territoire de la MRC	122 500 \$
MRC d'Avignon	Ensemble du territoire de la MRC	150 000 \$
MRC Bonaventure	Ensemble du territoire de la MRC	175 000 \$
MRC Rocher-Percé	Ensemble du territoire de la MRC	127 500 \$
Agglo. Îles-de-la-Madeleine	Ensemble du territoire	50 000 \$
MRC L'Islet	Saint-Adalbert, Saint-Pamphile, Sainte-Perpétue, Sainte-Félicité, Saint-Marcel, Saint-Omer, Tourville	158 750 \$
MRC Montmagny	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, Saint-Just-de-Bretenières, Lac-Frontière, Sainte-Lucie-de-Beauregard, Saint-Fabien-de-Panet, Saint-Paul-de-Montminy et Sainte-Apolline-de-Patton	237 500 \$
MRC Les Etchemins	Ensemble du territoire de la MRC	237 500 \$
MRC Les Appalaches	Beaulac-Garthby, Disraëli Ville, Disraëli Paroisse, Sainte-Praxède, Saint-Fortunat, Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, Saint-Joseph-de-Coleraine, Saint-Julien	210 000 \$
MRC Matawinie	Saint-Michel-des-Saints, Sainte-Émilie-de-l'Énergie, Saint-Zénon, Chertsey, Saint-Côme	
MRC Les Laurentides	Lac Supérieur, Labelle, Saint-Faustin-Lac-Carré, La Minerve, Val-des-Lacs	

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Sommes versées en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
MRC Antoine-Labelle	Ensemble du territoire de la MRC	108 750 \$
MRC Le Haut-Saint-Laurent	Huntingdon	101 250 \$
MRC Les Maskoutains	Saint-Valérien-de-Milton, Saint-Simon, Saint-Louis et Saint-Marcel-de-Richelieu	
MRC d'Acton	Ensemble du territoire de la MRC	
MRC Brome-Missisquoi	Ensemble du territoire de la MRC	
MRC Beauharnois-Salaberry	Ensemble du territoire de la MRC	
MRC Bécancour	Ensemble du territoire de la MRC	210 000 \$
MRC L'Érable	Ensemble du territoire de la MRC	197 500 \$
	Sous-total Volet I	6 297 500 \$
Volet II		
Rimouski-Neigette	Ensemble du territoire de la MRC	195 500 \$
Rivière-du-Loup	Ensemble du territoire de la MRC	159 000 \$
Maskinongé	Ensemble du territoire de la MRC	179 000 \$
D'Autray	Saint Gabriel, Mandeville, Saint-Cléophas, Saint-Didace, Saint-Norbert, Saint-Gabriel-de-Brandon	211 000 \$
Les Pays d'en Haut	Ensemble du territoire de la MRC	209 000 \$
Pierre-De Saurel	Ensemble du territoire de la MRC	
Arthabaska	Ensemble du territoire de la MRC	218 000 \$
	Sous-total Volet II	1 171 500 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Sommes versées en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
Volet III		
Les sommes attribuées dans le cadre du volet III sont incluses à même les volets I et II (aide totale de 2,4 M\$)		
Volet IV		
MRC Memphrémagog	Magog, Ayer's Cliff, Eastman, Pottton, Stanstead	100 000 \$
MRC Les Sources	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$
MRC du Val-Saint-François	Racine, Cantons de Valcourt et de Melbourne, Lawrenceville, Kingsbury, Richmond Valcourt, Windsor, Saint-François-Xavier-de-Brompton	100 000 \$
MRC Vaudreuil-Soulangue	Coteau-du-Lac, Coteaux, Pointe-Fortune, Rigaud, Rivière-Beaudette, Saint-Clet, Sainte-Justine-de-Newton, Sainte-Marthe, Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore, Saint- Zotique, Très-Saint-Rédempteur	
MRC Bellechasse	Ensemble du territoire de la MRC	100 000 \$
	Sous-total Volet IV	400 000 \$
Volet V		
Les sommes autorisées dans le cadre du volet V sont attribuées en fonction des projets présentés au MAMROT		1 142 612 \$
	Sous-total Volet V	1 142 612 \$
	Total FSTD	9 011 612 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 2-A

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Fonds de soutien aux territoires en difficulté (FSTD) - Volet V

Région	Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
Volet V - Partie A			
Aucun projet			- \$
Volet V - Partie B			
Bas-Saint-Laurent	Causapscal, Sainte-Marguerite-Marie, Sainte-Florence et Albertville	Achat d'un camion incendie	66 750 \$
Bas-Saint-Laurent	Auclair	Achat d'équipement incendie	18 280 \$
Bas-Saint-Laurent	Biencourt	Achat d'un camion autopompe et d'équipements en matière de sécurité incendie	134 493 \$
Bas-Saint-Laurent	Lac-des-Aigles	Achat d'un camion citerne et d'équipements en matière de sécurité incendie	50 960 \$
Bas-Saint-Laurent	Lejeune	Achat d'une autopompe-citerne et d'équipements en matière de sécurité incendie	108 560 \$
Bas-Saint-Laurent	Rivière-Bleue	Achat d'équipement incendie	15 036 \$
Bas-Saint-Laurent	Saint-Jean-de-la-Lande	Achat d'une autopompe-citerne	100 000 \$
Bas-Saint-Laurent	Saint-Juste-du-Lac	Achat d'équipement incendie	33 560 \$
Bas-Saint-Laurent	Saint-Michel-de-Squatec	Achat d'un camion autopompe et d'un camion citerne	150 000 \$
Mauricie	Sainte-Thècle	Achat d'un camion-citerne et d'équipements en sécurité incendie	32 600 \$
Mauricie	Trois-Rives	Achat d'un camion-citerne, d'une autopompe et d'équipements en sécurité incendie	8 822 \$
Abitibi-Témiscamingue	Nédelec	Achat d'un camion incendie auto-pompe	25 620 \$
Côte-Nord	Baie-Trinité	Achat d'équipements pour le transport des matières résiduelles	68 250 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Sainte-Madeleine-de-la-Rivière-Madeleine	Acquisition d'un camion autopompe	150 000 \$
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Port-Daniel-Gascons	Acquisition d'un camion-citerne	76 899 \$
Chaudière-Appalaches	Tourville	Achat d'un camion et d'équipements incendie	102 782 \$
		Sous-total Partie B	1 142 611 \$
		Total Volet V, Parties A et B	1 142 611 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 3

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale

CRÉ bénéficiant de sommes dans le cadre d'une entente spécifique	Sommes dépensées en 2012-2013 (versées au 30 novembre 2012)
01 - Bas-Saint-Laurent	
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	50 000 \$
03 - Capitale-Nationale	
04 - Mauricie	50 000 \$
05 - Estrie	
07 - Outaouais	
08 - Abitibi-Témiscamingue	
09 - Côte-Nord	
10 - Nord-du-Québec (Baie-James)	50 000 \$
10 - Nord-du-Québec (ARK)	
10 - Nord-du-Québec (ARC)	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	
12 - Chaudière-Appalaches	50 000 \$

Étude des crédits 2012-2013
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 3

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Regroupements régionaux d'entreprises d'économie sociale

CRÉ bénéficiant de sommes dans le cadre d'une entente spécifique	Sommes dépensées en 2012-2013 (versées au 30 novembre 2012)
14 - Lanaudière	50 000 \$
15 - Laurentides	
16 - Montérégie (Montérégie Est)	
16 - Montérégie (VHSL)	
17 - Centre-du-Québec	50 000 \$
Sous-total	300 000 \$
Projet du Fonds d'initiatives en économie sociale	15 000 \$
Grand total	315 000 \$

Chantier de l'économie sociale	Sommes dépensées en 2012-2013 (versées au 30 novemvre 2012)
Total	585 000 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

TABLEAU 4

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Programme d'infrastructures en entrepreneuriat collectif (PIEC)

Région	Bénéficiaire	Projet	Sommes versées en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire des Bois-Francs	Réfection d'une partie de la toiture de la Place communautaire Rita-St-Pierre	49 750 \$
Centre-du-Québec	Corporation de développement communautaire Nicolet-Yamaska	Rénovation du Centre Gabrielle Granger	57 832 \$
Centre-du-Québec	Centre d'Entraide Contact de Warwick	Agrandissement et rénovation du centre	31 830 \$
		Total	139 412 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Tableau 5

Demande #2 Section DR	Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.
--------------------------	---

Villages Branchés du Québec

Requérant	Montant dépensé en 2012-2013
MRC des Laurentides	142 148 \$
MRC des Laurentides	5 607 \$
MRC de Maskinongé	22 626 \$
MRC des Chenaux	3 220 \$
MRC des Chenaux	34 672 \$
Ville de Trois-Rivières	96 216 \$
Ville de Saint-Hyacinthe	29 648 \$
MRC des Mascoutins	47 887 \$
Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu	30 214 \$
MRC du Haut-Richelieu	78 874 \$
Réseau collectif de la Gaspésie	177 355 \$
Réseau collectif de la Gaspésie	363 379 \$
MRC de L'Islet	52 766 \$
MRC de Bellechasse	70 355 \$
MRC de Montmagny	57 246 \$
MRC du Fjord-du-Saguenay	138 766 \$
MRC d'Asbestos (Les sources)	22 974 \$
Ville de Richmond	35 517 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Tableau 5

Requérant	Montant dépensé en 2012-2013
MRC de Bécancour	64 659 \$
MRC de Nicolet-Yamaska	52 817 \$
MRC de Nicolet-Yamaska	1 219 \$
MRC de Maskinongé	16 532 \$
MRC de Mékinac	16 847 \$
Ville de La Tuque	28 073 \$
MRC La Nouvelle-Beauce	94 949 \$
MRC Haute-Yamaska	82 740 \$
Municipalité de Ferme-Neuve	29 857 \$
Municipalité de Lac-des-Écorces	13 721 \$
Ville de Mont-Laurier	40 945 \$
Ville de Rivière-Rouge	24 797 \$
MRC du Domaine-du-Roy	529 \$
MRC du Domaine-du-Roy	91 897 \$
MRC Maria-Chapdelaine	101 353 \$
MRC du Bas-Richelieu	77 607 \$
MRC Lac St-Jean-Est	95 681 \$
MRC Lac St-Jean-Est	1 012 \$
MRC du Kamouraska	40 796 \$
MRC du Kamouraska	2 617 \$
MRC de Rivière-du-Loup	42 809 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Tableau 5

Requérant	Montant dépensé en 2012-2013
MRC des Basques	34 881 \$
MRC des Basques	12 876 \$
MRC de Témiscouata	72 687 \$
MRC de Témiscouata	3 578 \$
MRC de Rimouski-Neigette	31 763 \$
MRC de Rimouski-Neigette	4 632 \$
MRC la Mitis	32 848 \$
MRC la Mitis	6 541 \$
MRC de Matane	43 414 \$
MRC de Matane	3 819 \$
MRC de La Matapédia	43 562 \$
MRC de La Matapédia	3 741 \$
Ville de Rimouski	16 798 \$
Ville de Rimouski	2 081 \$
MRC d'Autray	66 484 \$
MRC de Matawinie	62 814 \$
MRC de Montcalm	32 547 \$
MRC de Mirabel	63 172 \$
MRC de la Rivière-du-Nord	80 210 \$
MRC de la Rivière-du-Nord	2 910 \$
MRC d'Argenteuil	92 043 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Tableau 5

Requérant	Montant dépensé en 2012-2013
MRC de Papineau	113 807 \$
MRC de Pontiac	132 147 \$
MRC de la Vallée-de-la-Gatineau	80 358 \$
Municipalité de Val-des-Monts	26 958 \$
Municipalité de Cantley	15 016 \$
MRC de Vaudreuil-Soulanges	77 118 \$
MRC Le Haut Saint-François	66 989 \$
MRC de l'Érable	30 576 \$
MRC d'Artabaska	98 502 \$
MRC de Charlevoix-Est	546 \$
MRC de Charlevoix-Est	58 675 \$
MRC de Charlevoix	63 417 \$
Ville de Thetford-Mines	31 707 \$
Réseau collectif de l'Abitibi	467 303 \$
Ville de Lévis	89 392 \$
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine	159 922 \$
Ville de Sept-Îles	75 679 \$
Ville de Shawinigan	87 002 \$
MRC de Manicouagan	69 180 \$
MRC Abitibi	45 996 \$
Ville d'Amos	23 989 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Tableau 5

Requérant	Montant dépensé en 2012-2013
MRC de Minganie	214 850 \$
Administration régionale Kativik	126 676 \$
Baie-James	301 820 \$
Administration régionale Crie	301 820 \$
TOTAL	5 803 773 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Tableau 6

Demande # 2
Section DR

Ventilation détaillée des sommes dépensées en 2012-2013 pour le programme Développement des régions et ruralité, plus spécifiquement l'élément Soutien au développement local et régional. Prévisions ventilées pour 2013-2014.

Communautés rurales branchées du Québec

	RÉGION	PROJET	BÉNÉFICIAIRE	Montant dépensé en 2012-2013 (au 30 novembre 2012)
1	Bas-Saint-Laurent	CRÉ Bas-St-Laurent-Étude	CRÉ Bas-St-Laurent	22 100 \$
3	Capitale-Nationale	Ville de Lac-Saint-Joseph	Ville de Lac-Saint-Joseph	34 890 \$
4	Mauricie	Secteur La Croche	TGVNET-Mauricie	26 653 \$
5	Estrie	Saint-Etienne-de-Bolton	Municipalité de Saint-Etienne-de-Bolton	33 945 \$
9	Côte-Nord	Télé-Anticosti	Télé-Anticosti	79 560 \$
11	Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine	Réseau collectif des communication électroniques et d'outils de gestion de la Gaspésie-phase III-Cap Chat	Réseau collectif des communication électroniques et d'outils de gestion de la Gaspésie	25 600 \$
12	Chaudière-Appalaches	Lac Poulin	Téléphone Saint-Ephrem	20 000 \$
12	Chaudière-Appalaches	Municipalité de Saint-Zacharie	Coopérative Antenne Saint-Zacharie	32 768 \$
15	Laurentides	Nominingue-Communaute	Communaute	19 983 \$
15	Les Laurentides	MRC Les Laurentides-Étude	MRC Les Laurentides	14 850 \$
16	Montérégie	MRC Vaudreuil-Soulanges-Étude	MRC Vaudreuil-Soulanges	22 219 \$
2 et 9	Saguenay-Lac-Saint-Jean et Côte-Nord	Aide-Tic Fjord-du-Saguenay et Haute-Côte-Nord	Agence interrégionale de développement des technologies de l'information et des communications	343 499 \$
Total				676 067 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #3
Section DR

Pour chacune des Conférences régionales des élus (CRÉ), fournir : a) le budget total alloué pour 2012-2013; b) la ventilation budgétaire détaillée 2012-2013; c) les prévisions budgétaires pour 2013-2014; d) la liste des membres de chacun des conseils d'administration par région (titre, date de nomination, échéance du mandat, milieu de provenance tel l'économie, l'éducation, la culture ou la science); e) nombre de femmes et de jeunes présents dans chacun des conseils d'administration; f) liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération.

Réponse a) : Le budget 2012-2013 pour les CRÉ totalisait 60 M\$.

Réponse b) : Voir ANNEXE 1.

Réponse c) : Le budget prévisionnel de l'enveloppe 2013-2014 totalise 46,1 M\$.

Réponse d) : Voir ANNEXE 2.

Réponse e) : Voir ANNEXE 3.

Réponse f) : Voir ANNEXE 4.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL - ventilation budgétaire détaillée

Région	Budget CRÉ 2012-2013
Bas St-Laurent	3 191 467 \$
Saguenay Lac St-Jean	2 643 088 \$
Capitale Nationale	2 958 995 \$
Mauricie	2 848 765 \$
Estrie	2 537 801 \$
Montréal	5 898 565 \$
Outaouais	2 651 486 \$
Abitibi/Témiscamingue	3 384 997 \$
Côte-Nord	2 797 382 \$
Nord-du-Québec	
Baie-James	2 321 877 \$
Kativik	(1) 2 316 225 \$
Crie	2 338 943 \$
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	4 024 913 \$
Chaudière/Appalaches	2 551 393 \$
Laval	2 282 187 \$
Lanaudière	2 618 102 \$
Laurentides	2 618 790 \$
Montréal	
Longueuil	2 327 639 \$
Est	2 791 257 \$
Ouest (Vallée-du-Saint-Laurent)	2 401 056 \$
Centre du Québec	2 495 069 \$
Sous-total	60 000 000 \$

(1) À partir de l'année financière 2006-2007, le budget de la CRÉ Kativik est intégré à l'entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik.

Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	28
Nombre d'élue(s)	18
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	9
Nombre de représentant(e)s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	5 (18%)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (3.5%)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Michel Lagacé	Préfet de la MRC de Rivière-du-Loup	Président
M. Serge Fortin	Préfet de la MRC de Témiscouata	Vice-président
M. Michel Côté	Préfet de la MRC de La Mitis	
M. Pierre Thibodeau	Préfet de la MRC de Matane	
M. Bertin Denis	Préfet de la MRC des Basques	
M. Francis St-Pierre	Préfet de la MRC Rimouski-Neigette	
M. Yvon Soucy	Préfet de la MRC de Kamouraska	
Mme Chantale Lavoie	Préfète de la MRC de La Matapédia	
M. Gaétan Ruest	Maire d'Amqui	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 h
M. Claude Canuel	Maire de Matane	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 h
M. Jean Bélanger	Maire de Mont-Joli	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 h Administrateur comité exécutif
M. Éric Forest	Maire de Rimouski	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 h Secrétaire-trésorier
M. Michel Morin	Maire de Rivière-du-Loup	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 h
M. Gilles Garon	Maire de Témiscouata-sur-le-Lac	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la loi
M. Sylvain Hudon	Maire de La Pocatière	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la loi
M. Réneald Bernier	Maire de Saint-Pascal	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la loi
M. Jean-Pierre Rioux	Maire de Trois-Pistoles	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la loi
M. Claude Lavoie	Maire de Dégelis	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la loi

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. Gilles Guimond	Président	Table de concertation agroalimentaire du Bas-Saint-Laurent (secteur agroalimentaire)
Mme Brigitte Michaud	Répondante régionale	Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent (secteur condition féminine)
Mme Ginette Lepage	Directrice générale	Conseil de la culture du Bas-Saint-Laurent (secteur culture)
Mme Émilie Saint-Pierre	Coordonnatrice	Mouvement Action Communautaire (secteur développement social)
À combler		Économie et Finances (secteur diversification économique)
M. Jean-Pierre Ouellet	Recteur	Université du Québec à Rimouski (secteur éducation)
Mme Luce Balthazar	Directrice générale	Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent (secteur environnement)
M. Benoit Collette	Président	Commission jeunesse du Bas-Saint-Laurent (secteur jeunesse)
M. Marc-André Dionne	Président	Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
M. Sébastien Thibeault	Chef conseiller	Première Nation Malécite de Viger

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	22
Nombre d'élue(s)	15
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	7
Nombre de représentant(e)s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	4 (18,18 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (4,5 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Georges Bouchard Membre du comité exécutif	Conseiller de l'arrondissement de Jonquière	Représentant de Ville de Saguenay
M. Marc Asselin	Maire d'Alma	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Gérald Savard Membre du comité exécutif	Préfet de la MRC du Fjord-du-Saguenay et maire de Bégin	
M. Jean-Pierre Boivin Secrétaire-trésorier Membre du comité exécutif	Préfet de la MRC Maria-Chapdelaine	Préfet élu au suffrage universel
M. Michel Larouche Membre du comité exécutif	Maire de Roberval	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Jean Tremblay	Maire de Ville de Saguenay	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Marc Pettersen	Conseiller de l'arrondissement de Chicoutimi	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Bernard Noël	Conseiller de l'arrondissement de Jonquière	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Luc Boivin	Conseiller de l'arrondissement de La Baie	Représentant supplémentaire de Ville de Saguenay
M. Gilles Potvin	Maire de Saint-Félicien	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Bernard Généreux	Préfet de la MRC Domaine-du-Roy et maire de Saint-Prime	
M. André Paradis Président Membre du comité exécutif	Préfet de la MRC Lac-Saint-Jean-Est et maire de Saint-Henri-de-Taillon	
M. Georges Simard	Maire de Dolbeau-Mistassini	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Marie-Luce Martin	Mairesse de Saint-Honoré	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M ^{me} Liz S. Gagné	Présidente de la Commission scolaire Les Rives-du-Saguenay	Représentation individuelle
M. Jean-Denis Gill	Président du Conseil régional de la culture du Saguenay–Lac-Saint-Jean	Représentation individuelle

COMPOSITION DE LA CRÉ		
M ^{me} Julie Leclerc Membre du comité exécutif	Association des femmes de carrières commerciales et professionnelles du comté de Roberval	Représentation individuelle
M. Éric Larouche	Président de Tourisme Saguenay–Lac-Saint-Jean	Représentation individuelle
M. André Fortin	Producteur agricole	Représentation individuelle
M. Jean-Marc Crevier	Représentant régional de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ)	Représentation individuelle
M ^{me} Édith Pelletier	Administratrice RÉCIF-02	Représentation individuelle
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
M. Florent Bégin Membre du comité exécutif	Vice-chef aux affaires extérieures	Conseil des Montagnais du Lac-Saint- Jean

Conférence régionale des élus RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE

NOTE : C'EST LE BUREAU DE LA CAPITALE-NATIONALE (ET NON LE MAMROT) QUI EST RESPONSABLE DES RELATIONS AVEC LA CRÉ.

Le conseil d'administration de la CRÉ est composé de 43 personnes, soit 28 élus municipaux, 1 représentant de la Nation huronne-wendat et 14 représentants des milieux socioéconomiques.

Le conseil d'administration de la CRÉ est actuellement composé des personnes suivantes :

Élus municipaux

- M. Michel Beaulieu, maire de Lac-Beauport
- M. Claude Bégin, maire de Pont-Rouge
- M. Simon Brouard, président de l'arrondissement de La Haute-Saint-Charles (Ville de Québec)
- M. Marcel Corriveau, maire de Saint-Augustin-de-Desmaures
- M. Daniel Dion, maire de Saint-Raymond
- M. Jean Fortin, maire de Baie-Saint-Paul
- M. Sylvain Germain, maire de Donnacona
- M. Yves Germain, maire de Boischatell
- M. Régis Labeaume, maire de Québec
- M. Denis Langlois, préfet de la MRC de Portneuf
- Mme Lise Lapointe, mairesse de La Malbaie
- M. Pierre Lefrançois, préfet de la MRC de La Côte-de-Beaupré
- Mme Lisette Lepage, présidente de l'arrondissement de Beauport (Ville de Québec)
- M. Émile Loranger, maire de L'Ancienne-Lorette
- Mme Francine Lortie, présidente de l'arrondissement de Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge (Ville de Québec)
- M. Bernard Maltais, préfet de la MRC de Charlevoix-Est
- M. Jacques Marcotte, préfet de la MRC de La Jacques-Cartier
- M. Robert Miller, maire de Stoneham-et-Tewkesbury
- M. Michel Paré, maire de Beaupré
- M. Gérald Poirier, président de l'arrondissement des Rivières (Ville de Québec)
- Mme Marie-Josée Savard, membre du comité exécutif de la Ville de Québec
- Mme Odette Simoneau, présidente de l'arrondissement de Charlesbourg (Ville de Québec)
- M. Gilbert Thomassin, maire de Sainte-Brigitte-de-Laval
- M. Dominic Tremblay, préfet de la MRC de Charlevoix
- M. Jacques Trudel, maire de Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans
- M. Jean-Pierre Turcotte, préfet de la MRC de L'Île-d'Orléans
- Mme Suzanne Verreault, présidente de l'arrondissement de La Cité-Limoilou (Ville de Québec)
- 1 poste vacant (comité exécutif de la Ville de Québec)

Représentant de la Nation huronne-wendat

- M. Gaëtan Sioui, chef familial Sioui au Conseil de la Nation huronne-wendat

Représentants des milieux socioéconomiques

- M. Éric Bauce, président de la Commission sur les ressources naturelles et le territoire de la Capitale-Nationale (milieu du développement économique – ressources naturelles et territoire)
- Mme Anne Beaulieu, administratrice du Conseil régional de l'environnement – région de la Capitale nationale (milieu de l'environnement et du développement durable – environnement)
- Mme Isabelle Brousse, administratrice du Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale (Portneuf-Québec-Charlevoix) (milieu de la participation citoyenne – femmes)
- Mme Jacynthe Gagnon, présidente de la Fédération de l'UPA de la Rive-Nord (représentante du milieu du développement économique – support aux entreprises d'agroalimentaire)
- Mme Ginette Gauthier, administratrice du Conseil de la culture des régions de Québec et de Chaudière-Appalaches (représentante du milieu de la culture – support au développement des arts et de la culture)

- Mme Ann Gingras, présidente du Conseil central de Québec Chaudière-Appalaches (CSN) (représentante du milieu de la participation citoyenne – syndicats)
- Mme Christine Jean-Fortier, administratrice de l'Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale (milieu du développement social – santé et services sociaux)
- M. Félix Joyal-Lacerte, président du Forum jeunesse de la région de la Capitale-Nationale (représentant du milieu de la participation citoyenne – jeunes)
- M. Jean-Marc Laflamme, représentant de la Table de concertation des commissions scolaires de la région de la Capitale-Nationale (milieu de l'éducation – commissions scolaires)
- Mme Marie-Josée Laflamme, administratrice de la Chambre de commerce et d'industrie de Québec (milieu du développement économique – support au développement des entreprises de commerce et de services, des filières porteuses et du manufacturier innovant)
- Mme Carole Lavoie, présidente du Regroupement des cégeps de la région de Québec (milieu de l'éducation – collèges et enseignement supérieur et recherche)
- Mme Caroline Lepage, administratrice de l'Office du tourisme de Québec (milieu du développement économique – support au développement des entreprises touristiques)
- M. Claude Maltais, membre du Conseil régional des partenaires du marché du travail de la région de la Capitale-Nationale (milieu de la participation citoyenne – marché du travail)
- M. Clément Nadeau, administrateur de l'Unité de loisir et de sport de la Capitale-Nationale (représentant du milieu du développement social – action communautaire)

Députés de la région de la Capitale-Nationale siégeant à l'Assemblée nationale

- M. Yves Bolduc, député de la circonscription de Jean-Talon
- M. Éric Caire, député de la circonscription de La Peltre
- M. Gérard Deltell, député de la circonscription de Chauveau
- M. André Drolet, député de la circonscription de Jean-Lesage
- M. Sam Hamad, député de la circonscription de Louis-Hébert
- M. Sylvain Lévesque, député de la circonscription de Vanier
- Mme Agnès Maltais, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministre responsable de la Condition féminine, ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale et députée de la circonscription de Taschereau
- M. Jacques Marcotte, député de la circonscription de Portneuf
- Mme Pauline Marois, première ministre et députée de la circonscription de Charlevoix
- Mme Micheline C. Saint-Laurent, députée de la circonscription de Montmorency
- Mme Denise Trudel, députée de la circonscription de Charlesbourg

Conférence régionale des éluEs de la Mauricie

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	19
Nombre d'élu(e) s	12
Nombre de représentant(e) s socio-économiques désigné(e) s	6
Nombre de représentant(e) s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	3(15,8 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Gérard Bruneau Président	Préfet de la MRC des Chenaux	
M. Normand Beaudoin 1 ^{er} Vice-président	Maire ville de La Tuque	Ville et Agglomération
M. René Goyette Secrétaire	Conseiller ville de Trois-Rivières	Membre supplémentaire
M. Robert Lalonde Administrateur	Préfet de la MRC de Maskinongé	
M. Michel Angers Administrateur	Maire ville de Shawinigan	Ville MRC
M. Alain Vallée	Préfet de la MRC de Mékinac	
M. Yves Lévesque	Maire ville de Trois-Rivières	Ville MRC
M. Guy Richard	Maire ville de Louiseville	+ 5 000 habitants
M. Pierre Bouchard	Maire de N.D. du Mont-Carmel	+ 5 000 habitants
M. André Léveillé	Maire de St-Tite	Annexe B de la loi
M. Serge Aubry	Conseiller ville de Shawinigan	Membre supplémentaire
M. Larry Bernier	Maire de Lac-Edouard	Membre supplémentaire
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. Pierre Tremblay 2 ^e Vice-président	Président URLS de la Mauricie	Qualité de vie
Mme Lynn O'Cain Trésorière	Directrice générale Conseil régional d'économie sociale	Économie
M. Yvon Lemire	Président Commission scolaire du Chemin-du-Roy	Éducation
M. Michel Dupont	Conseiller régional Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec	Développement social
M. Martin Caron	Président UPA Mauricie	Ressources naturelles et territoire

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des éluEs de la Mauricie

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
Mme Sophie Milette	Directrice aux ressources humaines Gérard Milette Portes et Fenêtres Présidente du Conseil régional des partenaires du marché du travail	Main-d'œuvre
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Mme Eva Ottawa	Grande Chef/Présidente	Conseil de la nation Atikamekw

Conférence régionale des élus de l’Estrie

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d’administration	27
Nombre d’élus	18
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	9
Nombre de représentant(e)s autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	6 (22,2 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	2 (7,4 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Réjean Masson	Préfet de la MRC de Coaticook	
M. Bertrand Lamoureux	Maire de Coaticook	Municipalité de + de 5 000 h.
M. Langevin Gagnon	Représentant de la MRC Les Sources	
M. Hugues Grimard	Préfet de la MRC Les Sources et maire de la Ville d’Asbestos	Municipalité de + de 5 000 h.
M. Maurice Bernier <i>Président</i>	Préfet de la MRC Le Granit	
M ^{me} Colette Roy-Laroche	Mairesse de Lac-Mégantic	Municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Nicole Robert <i>2^{ème} Vice-présidente</i>	Préfète de la MRC Le Haut-Saint-François	
M. Robert G. Roy	Maire de la Ville d’East-Angus	Municipalité prévue à l’annexe B
M. Noël Landry	Maire de la Ville de Cookshire-Eaton	Municipalité de + de 5 000 h.
M. Claude Boucher	Préfet de la MRC Le Val-Saint-François	
M. Marc-André Martel	Maire de la Ville de Richmond	Municipalité prévue à l’annexe B
M. Laurian Gagné	Maire de la Ville de Valcourt	Municipalité prévue à l’annexe B
M ^{me} Sylvie Bureau	Mairesse de la Ville de Windsor	Municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Demers	Préfet de la MRC Memphrémagog	
M ^{me} Vicky May Hamm	Mairesse de la Ville de Magog	Municipalité de + de 5 000 h.
M. Bernard Sévigny <i>1^{er} Vice-président</i>	Maire de la Ville de Sherbrooke	
M. Robert Pouliot	Conseiller municipal à la Ville de Sherbrooke	Membres supplémentaires prévus par l’article 21.8, alinéa 4 et alinéa 9 (décret 683-2004)
M. Pierre Boisvert	Conseillère municipale à la Ville de Sherbrooke	

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d’administration la fonction exécutive qu’il ou qu’elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de l’Estrie

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹			
Nom	Titre		Remarque
M. Alain Compagna <i>Secrétaire</i>	Vice-président de Bois ouvrés Waterville inc		Développement économique
M. Jacques Viens <i>Trésorier</i>	Vice-recteur-adjoint Université de Sherbrooke		Développement économique
M. François Bourassa	Président UPA Estrie		Territoire
M ^{me} Annie Chaloux	1 ^{ère} Vice-présidente Conseil régional de l'environnement de l'Estrie		Territoire
M. Gaétan Perron	Président Commission scolaire des Hauts-Cantons		Capital humain
M. Denis Beaudin	Président		Capital humain
M. Alexandre Blanchette	Conseil central des syndicats nationaux de l'Estrie (CSN) Membre du CA Forum jeunesse Estrie		Relève
M. Carol Fillion	Directeur général CSSS-IUGS		Social
M ^{me} Michelle Lavoie	Présidente Table de concertation culturelle de la MRC de Coaticook		Culture
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES			
Nom	Titre	Date de nomination	Remarque
N/A			

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre actuel de membres désignés	116 sur 118 (2 vacant)
Nombre de femmes parmi les membres du conseil d'administration (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	41 (35,3 %)
Nombre d'élus municipaux	78 (1 vacant)
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	24 (30,7 %)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés	38 (1 vacant)
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	17 (44,7 %)
Représentant autochtone	0
Première rencontre officielle	29 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et le ministre	25 octobre 2004 Avenants : <ul style="list-style-type: none">• 24 novembre 2006• 22 septembre 2008

28 députés provinciaux (11 femmes = 39,3 %)

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2012-2013 (30 NOVEMBRE 2012)
Les dates de nomination et d'échéance de mandat ne sont pas disponibles

COMITÉ DE DIRECTION	
Manon Barbe <i>Présidente</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Richard Deschamps <i>1er Vice-président</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Gaétan Châteauneuf <i>2e Vice-président</i>	Secteur: Socioéconomique Fonction: Président Organisme: Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Ginette Marotte <i>Trésorière</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Steve Foster <i>Secrétaire</i>	Secteur: Social – gais, lesbiennes et transgenre Fonction: Président-directeur général Organisme: Conseil québécois LGBT
ÉLUES ET ÉLUS MUNICIPAUX	
Michael Applebaum	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Élaine Ayotte	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Manon Barbe <i>Présidente</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Daniel Bélanger	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement du Sud-Ouest Organisme: Ville de Montréal
Richard Bélanger	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de L'île-Bizard/Ste-Geneviève Organisme: Ville de Montréal
Frantz Benjamin	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Villieray-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
Richard Bergeron	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Michel Bissonnet	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Saint-Léonard Organisme: Ville de Montréal
Laurent Blanchard	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Caroline Bourgeois	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
Étienne Brunet	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Jocelyn Ann Campbell	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Harout Chitilian	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Marie Cinq-Mars	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement d'Outremont Organisme: Ville de Montréal
Suzan Clarke	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Robert Coutu	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire de la ville Organisme: Ville de Montréal-Est
Jane Cowell-Poitras	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Lachine Organisme: Ville de Montréal
François Croteau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Claude Dauphin	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Lachine Organisme: Ville de Montréal
Suzanne Décarie	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
Gilles Deguire	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Montréal-Nord Organisme: Ville de Montréal
Francis Deroo	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
Mary Deros	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc Extension Organisme: Ville de Montréal
Richard Deschamps <i>1er Vice-président</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Alan DeSousa	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Saint-Laurent Organisme: Ville de Montréal
Benoit Dorais	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement du Sud-Ouest Organisme: Ville de Montréal
Christian G. Dubois	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro Organisme: Ville de Montréal
Érika Duchesne	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Josée Duplessis	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Alvaro Farinacci	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de LaSalle Organisme: Ville de Montréal
Luc Ferrandez	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Sammy Forcillo	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de ville l'arrondissement de Ville-Marie Organisme: Ville de Montréal
Helen Fotopulos	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Véronique Fournier	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement du Sud-Ouest Organisme: Ville de Montréal
Marc-André Gadoury	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Pierre Gagnier	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement d'Achetsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Jean-Marc Gibeau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement Montréal-Nord Organisme: Ville de Montréal
Louise Harel	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Andrée Hénault	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement d'Anjou Organisme: Ville de Montréal
Anthony Housefather	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville Côte Saint-Luc
Edward Janiszewski	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Dollard-des-Ormeaux
Elsie Lefebvre	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Villeray-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
Cindy Leclerc	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
François Limoges	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie Organisme: Ville de Montréal
Pierre Mainville	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Ville-Marie Organisme: Ville de Montréal
Ginette Marotte <i>Trésorière</i>	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Beny Masella	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Montréal-Ouest
George Mc Leish	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Senneville
Bill McMurchie	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Pointe-Claire
Peter McQueen	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

John W. Meaney	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Kirkland
Réal Ménard	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Francesco Miele	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Laurent Organisme: Ville de Montréal
Luis Miranda	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement d'Anjou Organisme: Ville de Montréal
Alex Norris	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement Le-Plateau-Mont-Royal Organisme: Ville de Montréal
Lionel Perez	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Dominic Perri	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Léonard Organisme: Ville de Montréal
David Pollock	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Beaconsfield
Gaëtan Primeau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
François Robillard	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Ville-Marie Organisme: Ville de Montréal
Marvin Rotrand	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de CDN-NDG Organisme: Ville de Montréal
Chantal Rouleau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles Organisme: Ville de Montréal
Edgard Rouleau	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Cité de Dorval
Philippe Roy	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville Mont-Royal
Aref Salem	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Laurent Organisme: Ville de Montréal
Anie Samson	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de Villeray-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
William Steinberg	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville d'Hampstead
Alain Tassé	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Clementina Teti-Tomassi	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Montréal-Nord Organisme: Ville de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Lyn Thériault	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve Organisme: Ville de Montréal
Émilie Thuillier	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseillère de la ville, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville Organisme: Ville de Montréal
Peter F. Trent	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire Organisme: Ville de Westmount
Claude Trudel	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Maire, arrondissement de Verdun Organisme: Ville de Montréal
Maria Tutino	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse Organisme: Ville de Baie d'Urfé
Frank Venneri	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension Organisme: Ville de Montréal
Bertrand A. Ward	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro Organisme: Ville de Montréal
Monique Worth	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Mairesse, arrondissement de Pierrefonds-Roxboro Organisme: Ville de Montréal
Robert L. Zambito	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction: Conseiller de la ville, arrondissement de Saint-Léonard Organisme: Ville de Montréal
[vacant]	Secteur: Élu-e-s municipaux Fonction : Maire Organisme: Ville de Montréal
REPRÉSENTANTES ET REPRÉSENTANTS SOCIOÉCONOMIQUES	
Rivka Augenfeld	Secteur: Relations interculturelles Fonction: Représentante Organisme: Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes TCRI
Sarita Benchimol	Secteur: Éducation Fonction: Commissaire Organisme: Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys
Nicole Boily	Secteur: Éducation des adultes Fonction: Trésorière Organisme: Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICEA)
Robert Cazelaïs	Secteur: Social – Protection du consommateur Fonction: Directeur exécutif Organisme: Option consommateurs
Gaétan Châteauneuf <i>2^e Vice-président</i>	Secteur: Syndical - CSN Fonction: Président Organisme: Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Monique Courcelles	Secteur: Marché du travail Fonction: Conseillère pédagogique - CSDM Organisme: Conseil régional des partenaires du marché du travail
Édith Cyr	Secteur: Affaires - Économie sociale Fonction: Directrice générale Organisme: GRT - Bâtir son quartier
Gilles Dubois	Secteur: Environnement Fonction: Président Organisme: Conseil régional de l'environnement de Montréal

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Michel Ducharme	Secteur: Syndical – CR - FTQ Fonction: Président Organisme: Conseil régional FTQ – Montréal métropolitain
Daniel Duranleau	Secteur: Éducation – secondaire – formation professionnelle Fonction: Président Organisme: Commision scolaire de Montréal (CSDM)
Jean-Paul Faniel	Secteur: Communautaire Fonction: Directeur Organisme: Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain
Isabelle Foisy	Secteur: Affaires Fonction: Directrice générale Organisme: Chambre de commerce de l'Est de Montréal
Steve Foster	Secteur: Gais et lesbiennes Fonction: Président-directeur général Organisme: Conseil québécois des gais et lesbiennes
Marie-Félix Gascon	Secteur: Affaires Fonction: Directrice générale Organisme: Jeune chambre de commerce de Montréal
Victor C. Goldbloom	Secteur: Santé Fonction: Président du conseil d'administration de Montréal Organisme: Agence de la santé et des services sociaux
Marie Houzeau	Secteur: Social Fonction: Directrice général Organisme: Gris Montréal, groupe de recherche et d'intervention sociale
Diane Lamarche-Venne	Secteur: Éducation Fonction: Présidente Organisme: Tables des présidences des commissions scolaires de Montréal
Charles Lapointe	Secteur: Affaires Fonction: Président - Directeur général Organisme: Tourisme Montréal
André Leclerc	Secteur: Arts et culture Fonction: Président Organisme: Gagné Leclerc Groupe conseil
Hélène Lépine	Secteur: Femme Fonction: Présidente-directrice générale Organisme: Y des femmes de Montréal
Francine Néméh	Secteur: Social - Coopérative d'habitation Fonction: Directrice générale Organisme: Fédération des coopératives d'habitoain intermunicipale du Montréal
Jérôme Normand	Secteur: Jeunesse - environnement Fonction: Directeur général Organisme: Environnement jeunessel
Denise Pelletier	Secteur: Éducation - économie du savoir Fonction: Directrice générale (par intérim) Organisme: Association francophone pour le savoir-ACFAS
Manon Perron	Secteur: Syndical - CSN Fonction: Trésorière du conseil central Organisme: Conseil central du Montréal métropolitain - CSN
Gilles Petitclerc	Secteur: Éducation – lutte au décrochage scolaire Fonction: Président Organisme: Réseau réussite Montréal
Saul Polo	Secteur: Relations interculturelles Fonction: Membre fondateur Organisme: Chambre de commerce latino-américaine du Québec
Nicolas Roy	Secteur: Affaires Fonction: Directeur général - commissaire industriel Organisme: CLD West Island

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Danielle Sauvage	Secteur: Arts Fonction: Directrice générale et secrétaire du conseil Organisme: Conseil des arts de Montréal
Josée Scott	Secteur: Loisir et sport Fonction: Directrice générale Organisme: Sport et Loisir de l'île de Montréal
Denis Sirois	Secteur: Affaires - entrepreneuriat Fonction: Directeur général Organisme: CDEC Centre-Nord
Jacques St-Laurent	Secteur: Affaires internationales Fonction: Président-directeur général Organisme: Montréal International
Jean-François Sylvestre	Secteur: Syndicats Fonction: Vice-président régional Organisme: Syndicat de la fonction publique du Québec
Roch Tremblay	Secteur: Éducation – collégial Fonction: Directeur général Organisme: Regroupement des collèges du Montréal métropolitain
Serge Tremblay	Secteur: Formation – comité sectoriel main d'œuvre aérospatial Fonction: Directeur général Organisme: Comité sectoriel de main-d'œuvre en aérospatiale (CAMAQ)
Francine Unterberg	Secteur: Aînés Fonction: Présidente Organisme: Table de concertation des aînés de l'île de Montréal
Rika Valmera Michauc	Secteur: Jeunesse Fonction: Vice-présidente Organisme: Forum jeunesse de l'île de Montréal
Francine Verrier	Secteur: Éducation - universitaire Fonction: Directrice des relations avec la collectivité Organisme: Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec
Rémy Villeneuve	Secteur: Formation – comité sectoriel main d'œuvre Fonction: Directeur adjoint et responsable de la formation Organisme : Comité sectoriel de main-d'œuvre et technologies de l'information
Vacant	Secteur : clientèle handicapée Fonction: Organisme
DÉPUTATION QUÉBÉCOISE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	
Pierre Arcand	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Mont-Royal
Lawrence S. Bergmann	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. d'Arcy - McGee
Raymond Bachand	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme : Circ. d'Outremont
Marguerite Blais	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Saint-Henri / Sainte-Anne
Daniel Breton	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. Sainte-Marie-Saint-Jacques
Jacques Chagnon	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Westmount / St-Louis
Françoise David	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Gouin

Conférence régionale des élus - MONTRÉAL
Composition du conseil d'administration

Diane De Courcy	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Crémazie
Rita De Santis	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. Bourassa-Sauvé
Emmanuel Dubourg	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Viau
Jean-Marc Fournier	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Saint-Laurent
Henri-François Gautrin	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Verdun
Yolande James	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Nelligan
Geoffrey Kelley	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Jacques-Cartier
Amir Khadir	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Mercier
Maka Kotto	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Bourget
Nicole Léger	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Pointe-aux-Trembles
Jean-François Lisée	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. De Rosemont
Pierre Marsan	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Robert-Baldwin
François Ouimet	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Marquette
Robert Poeti	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Marguerite-Bourgeoys
Carole Poirier	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Hochelaga - Maisonneuve
Filomena Rotiroti	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Jeanne Mance - Viger
Gerry Sklavounos	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Député Organisme: Circ. de Laurier-Dorion
Christine St-Pierre	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de l'Acadie
Marc Tanguay	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de LaFontaine
Lise Thériault	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. d'Anjou
Kathleen Weil	Secteur: Députation québécoise de l'île de Montréal Fonction: Députée Organisme: Circ. de Notre-Dame-de-Grâce

Conférence régionale des élus de l’Outaouais

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	23
Nombre d'élue(s)	16
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	7
Nombre de représentant(e)s autochtones	1 (poste vacant)
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	8 (35,8 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0 (0 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
Madame Paulette Lalande Présidente de la CRÉO	Préfet de la MRC de Papineau, maire de la municipalité de Plaisance et présidente de la CRÉ	Préfet d'une MRC
Madame Denise Laferrière Vice-présidente de la CRÉO	Conseillère municipale de la ville de Gatineau	Membre supplémentaire de la ville de Gatineau
Monsieur Pierre Rondeau, Trésorier de la CRÉO	Préfet élu de la MRC de la Vallée-de-la-Gatineau et vice-président de la CRÉ	Préfet d'une MRC
Monsieur Michael McCrank	Préfet de la MRC de Pontiac et maire de la municipalité de Litchfield	Préfet d'une MRC
Monsieur Robert Bussière	Préfet de la MRC des Collines-de-l'Outaouais et maire de la municipalité de La Pêche	Préfet d'une MRC et maire d'une municipalité de + de 5000 habitants
Monsieur Marc Bureau	Maire de la ville de Gatineau	Maire d'une ville de + de 5000 habitants
Monsieur Steve Harris	Maire de la municipalité de Cantley	Maire d'une municipalité de + de 5000 habitants
Madame Caryl Green	Maire de la municipalité de Chelsea	Maire d'une municipalité de + de 5000 habitants
(1)	Municipalité de La Pêche	M. Bussière est préfet de la MRC des Collines-de-l'Outaouais. M. Robert Goulet siège à titre de représentant désigné par la MRC puisque le préfet est également maire d'une municipalité de 5 000 habitants et plus.
Monsieur Robert Goulet	Maire de la municipalité de l'Ange-Gardien	MRC des Collines-de-l'Outaouais
Monsieur Edward J. Mc Cann	Maire de la municipalité de Pontiac	Maire d'une municipalité de + de 5000 habitants
Monsieur Jean Lafrenière	Maire de la municipalité de Val-des-Monts	Maire d'une municipalité de + de 5000 habitants

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de l’Outaouais

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
Monsieur Maurice Boivin (2)	Maire de la ville de Thurso	Représentant désigné par la MRC de Papineau puisqu'on n'y retrouve pas de municipalité ayant 5 000 habitants et plus.
Monsieur Robert Coulombe	Maire de la ville de Maniwaki	Maire d'une municipalité
Monsieur Raymond Durocher	Maire de la municipalité de Fort-Coulonge	Maire d'une municipalité
Madame Mireille Apollon	Conseillère municipale de la ville de Gatineau	Membre supplémentaire de la ville de Gatineau
Monsieur Joseph De Sylva	Conseiller municipal	Membre supplémentaire de la ville de Gatineau
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
Madame Lise Waters	Secteur Culture, loisir, sport	Présidente, Loisir, Sport Outaouais
Madame Claudette Gatien	Secteur Éducation supérieure, Recherche et Science	Représentante du CA de l'Université du Québec en Outaouais
Madame Diane Nault	Secteur Éducation primaire et secondaire	Représentante de la Concertation des commissions scolaires de l'Outaouais
Monsieur Michel Allard	secteur Développement économique et emploi	Représentant du Conseil régional des partenaires du marché du travail de l'Outaouais,
Dr Guy Morissette	Secteur Développement social et Santé	Président directeur général Agence de la Santé et des Services sociaux de l'Outaouais
Monsieur William Robertson	Secteur Protection de l'environnement, Aménagement du territoire et Transport	Président du Regroupement des transports collectifs de l'Outaouais
Madame Isabelle Sabourin	Représentante des citoyennes et des citoyens	citoyenne

Conférence régionale des élus de l’Outaouais

REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Poste vacant		Nation : Algonquine Bande : Kitigan Zibi Anishinabeg (1 360) Bande : Algonquins of Barriere Lake (410)

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	19
Nombre d'élus	13
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	6
Nombre de représentant(e)s autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	5 (26 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (5 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Ulrick Chérubin Président	Maire d'Amos	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean-Maurice Matte 1^{er} Vice-président	Maire de Senneterre	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Mario Provencher 2^e Vice-président	Maire de la Ville de Rouyn-Noranda	Maire d'une ville de + de 5 000 h.
M. Daniel Rancourt Secrétaire	Maire de Macamic et préfet de la MRC d'Abitibi-Ouest	Préfet d'une municipalité régionale de comté
M. Arnaud Warolin Trésorier	Préfet de la MC de Témiscamingue	Préfet élu au suffrage universel
M. Philippe Barette	Maire de Témiscaming	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Jacques Riopel	Maire de St-Marc-de-Figury et préfet de la MRC d'Abitibi	Préfet d'une municipalité régionale de comté
M. Normand Houde	Maire de La Sarre	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean Turgeon	Conseiller municipal de la Ville de Malartic	Conseiller d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Bernard Flébus	Maire de Ville-Marie	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Marc Bibeau	Conseiller municipal de la Ville de Rouyn-Noranda	Représentant de la Ville de Rouyn-Noranda

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de l’Abitibi-Témiscamingue

M. Carol Nolet	Maire de Belcourt	Représentant de la MRC de La Vallée-de-l’Or
M. Fernand Trahan	Maire de la Ville de Val-d’Or et préfet de la MRC de La Vallée-de-l’Or	Maire d’une Ville de + de 5000 h. et préfet d’une municipalité régionale de comté
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M ^{me} Chantal Parent	Directrice générale Caisse populaire Desjardins du sud de l’Abitibi-Ouest	Territoire Abitibi-Ouest
M ^{me} Marianne Gagnon-Bourget	Caïn Lamarre Casgrain Wells	Territoire Vallée-de-l’Or
M ^{me} Johanne Jean	Rectrice Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Territoire Rouyn-Noranda
M ^{me} Lorraine Barrette	Ex-directrice générale Caisse populaire Desjardins Centre-est du Témiscamingue	Territoire Témiscamingue
M ^{me} Linda-Perron Beauchemin	Directrice du campus d’Amos Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Territoire Abitibi
M. Luc Dupuis	Ex-directeur régional Emploi-Québec	Territoire Rouyn-Noranda
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Poste non comblé		

Conférence régionale des élus CÔTE-NORD

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	22
Nombre d'élus(e)s	14
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	6
Nombre de représentant(e)s autochtones	1 (1 poste vacant)
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	6 (27 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0 (0 %)
Administrateur municipal désigné par le MAMROT (Schefferville)	1

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
Micheline Anctil	Préfet MRC de la Haute-Côte-Nord	Mairesse de Forestville
Christine Brisson (Vice-présidente)	Mairesse Ville de Baie-Comeau	
Arlette Girard	Préfet MRC de Manicouagan	Mairesse de Chutes-aux-Outardes
Laurence Méthot	Mairesse Ville de Port-Cartier	
Serge Lévesque (Vice-président)	Préfet MRC de Sept-Rivières	Maire de Sept-Îles
Jean Masse	Délégué MRC de Sept-Rivières	Conseiller municipal Ville de Sept-Îles
Julien Boudreau (Président)	Préfet MRC de Minganie	Préfet élu
Berchmans Boudreau	Maire Municipalité de Havre-Saint-Pierre	
Lise Pelletier (Trésorière)	Préfet MRC de Caniapiscau	Mairesse de Fermont
Paul Joncas	Administrateur Municipalité de Schefferville	
Bryce Douglas Fequet	Préfet MRC du Golfe-du-Saint-Laurent	Maire de Bonne-Espérance
Randy Jones (administrateur membre du CE)	Délégué MRC du Golfe-du-Saint-Laurent	Maire de Gros Mécatina
Pierre Laurencelle	Délégué MRC de la Haute-Côte-Nord	Maire de Les Escoumins

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus CÔTE-NORD

Nom	Titre	Remarque
Robert Cormier	Représentant Société civile	Travailleur social CSSS Minganie
Jacques Gagnon (Secrétaire)	Représentant Société civile	Retraité de l'enseignement
Émilien Villeneuve	Représentant Société civile	Retraité du réseau des caisses populaires
Jean-Pierre Maltais	Représentant Société civile	Retraité du secteur minier
Luc Noël	Représentant Société civile	Président Commission scolaire de la Moyenne Côte- Nord
Guillaume Tremblay	Représentant Société civile	Représentant régional CSN
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Isaac Pien	Chef Naskapi nation of Kawawachikamach	
Poste vacant	Nation Innue	
DÉPUTÉS (membres non votants)		
Marjolain Dufour	Député Comté de René-Lévesque	
Lorraine Richard	Députée Comté de Duplessis	

Conférence régionale des élus de la Baie-James

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	12
Nombre d'élus	8
Nombre de représentant(s) socio-économiques désigné(s)	4
Nombre de représentant(s) autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	3 (36 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0 (0 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
Monsieur Steve Gamache	Maire	Ville de Chapais
Madame Manon Cyr	Mairesse	Ville de Chibougamau
Monsieur René Dubé Vice-président	Maire	Ville de Matagami
Madame Colombe Fortin	Représentante des citoyens de la municipalité de Baie-James	Municipalité de Baie-James
Monsieur Normand Lacour	Président	Localité de Radisson
Monsieur Gérald Lemoyne Président	Maire	Ville de Lebel-sur-Quévillon
Madame Cécile Philippon	Présidente	Localité de Valcanton
Monsieur André Elliot	Président	Localité de Villebois
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
Monsieur Daniel Bergeron Société civile	Représentant du secteur de Chibougamau	Secteur mine
Monsieur Denis Lemoyne Société civile Secrétaire-trésorier	Représentant du secteur Lebel-sur-Quévillon	Secteur municipal, économie
Monsieur Réal Dubé Société civile	Représentant du secteur de Matagami	Secteur municipal
Monsieur Normand Côté Société civile	Représentant du secteur de Chapais	Secteur municipal
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Aucun représentant autochtone		

Il y a également l'Administration régionale crie et l'Administration régionale Kativik qui agissent à titre de CRÉ.

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Administration régionale Crie

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	36
Nombre d'élue(s)	12
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	0
Nombre de représentant(e)s autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	3 (8 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	? (%)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre (représentant de)	Remarque
M. Matthew Coon-Come Président	Grand Chef	
M. Ashley Iserhoff Vice-président	Grand Chef adjoint	
M. Matthew Wapachee	Chef de la communauté de Nemaska	
M. Josie Jimiken	Membre de la communauté de Nemaska	
M. Paul Gull	Chef de la communauté de Waswanipi	
M. Marcel Happyjack	Membre de la communauté de Waswanipi	
M. Edward Gilpin	Chef de la communauté d'Eastmain	
M. Kenneth Gilpin	Membre de la communauté d'Eastmain	
M. Richard Shecapio	Chef de la communauté de Mistissini	
M. John Longchap	Membre de la communauté de Mistissini	
M. Rodney Mark	Chef de la communauté de Wemindji	
M. Danny Tomatuk	Membre communauté de Wemindji	
M. Stanley Goerge	Chef de la communauté de Whapmagoostui	
M. Elijah Sandy	Membre communauté de Whapmagoostui	
M. Davey Bobbish	Chef de la communauté de Chisasibi	
M. Thomas Shem	Membre communauté de Chisasibi	
M. Gordon Blackned	Chef de la communauté de Waskaganish	
M. Gordon Blueboy	Membre de la communauté de Waskaganish	
M. Reggie Neeposh	Chef de la communauté d'Oujé-Bougoumou	
M. Gaston Cooper	Membre de la communauté d'Oujé-Bougoumou	
Mme Pauline T. Hester	Chef de la communauté de Washaw Sibi	
M. Jimmy R. Trapper	Membre de la communauté de Washaw Sibi	
M. Bill Namagoose	Directeur exécutif	
M. Eddie Diamond	Directeur général	

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Administration régionale Crie

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
M. Rodney W. Hester	Directeur des services gouvernementaux	
M. Willie Iserhoff	Directeur culture et langue	
M. Matthew Swallow	Trésorier	
M. Alfred Loon	Directeur de l'économie et du développement durable	
Mme Louisa Saganash	Directeur du développement des ressources humaines cries	
M. Henry Mianscum	Directeur des immobilisations	
M. Johnny Trapper	Directeur des ressources humaines	
M. Andre Neeposh	Directeur à la jeunesse	
M. John H. Wapachee	Directeur des loisirs et sports	
M. Donald Nicholls	Directeur de la justice et des services correctionnels	
Mme Kelly Pepabano	Directeur des services à l'enfance et à la famille	
M. Isaac Voyageur	Directeur de l'environnement	
M. Reggie Bobbish	Directeur de la police	
M. Joshua Iserhoff	Grand chef jeune	
M. John Paul Murdoch	Secrétaire	
M. Jack Blacksmith	Président du bureau de l'indemnité de l'ARC	

Conseil exécutif en caractère gras.

Administration régionale Kativik

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	17
Nombre d'élue(s)	7
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	0
Nombre de représentant(e)s autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	7 (41 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	2 (12 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre (représentant de)	Remarque
Mme Maggie Emudluk Présidente	Kangiqsualujjuaq	
Mme Mary A. Pilurtuut Vice-présidente	Kangiqsujuaq	
Mme Jennifer Watkins Membre du conseil exécutif	Kuujjuaq	
M. Peter Angnatuk	Tasiujaq	
M. Davidee Angutinguak	Aupaluk	
Mme Mary Nassak Annahatak	Kangirsuq	
M. Tommy Arnatuk	Quaqtaq	
M. Charlie Arngak	Kangiqsujuaq	Pour remplacer la vice-présidente
M. Joanasie Owpaluk	Salluit	
Mme Kullu Qavavauk	Ivujiviq	
M. Eli Aullaluk Membre du conseil exécutif	Akulivik	
À déterminer	Kangiqsualujjuaq	Pour remplacer la présidente
M. Aisara Kenuajuak Membre du conseil exécutif	Puvirnituq	
M. Peter Inukpuk	Inukjuaq	
Mme Alicia Aragutak	Umiujaq	
Mme Parsa Kitirshimik	Kuujjuarapik	
M. Isaac Pien	Représentant of Kawawachikamach	

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	19
Nombre d'élus	12
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	6
Nombre de représentant(e)s autochtones	1 (siège vacant)
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	5 (26,3 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	5 (26,3 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
Mme Nicole Appleby	Maire de New Richmond	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
M. Joël Arseneau Vice-président	Maire de l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
Bertrand Berger Président	Préfet MRC d'Avignon	
M. Allen Cormier	Préfet MRC de La Haute-Gaspésie	Élu au suffrage universel
M. Denis Henry	Maire de Carleton-sur-Mer	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et -
Mme Louise Langlois	Maire de Chandler	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
M. Jonathan Lapierre	Conseiller municipal des Îles-de-la-Madeleine	Statut officiel par décret
Mme Diane Lebouthillier	Préfète MRC du Rocher-Percé	Élue au suffrage universel
Mme Micheline Pelletier	Maire de Sainte-Anne-des-Monts	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
M. Jean-Guy Poirier	Préfet de la MRC de Bonaventure	
Mme Delisca Ritchie-Roussy	Préfète-adjointe de la MRC de La Côte-de-Gaspé	
M. François Roussy	Maire de Gaspé	Maire d'une municipalité de 5 000 habitants et +
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. Aurèle Doucet	Représentant de la société-civile MRC du Rocher-Percé	
M. Berthold Gagné	Représentant de la société-civile MRC de Bonaventure	

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des éluEs
de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
M. David Leblanc	Représentant de la société-civile MRC d'Avignon	
M. Arthur Miousse	Représentant de la société-civile des Îles-de-la-Madeleine	
Jean-Noël Sergerie Secrétaire-trésorier	Représentant de la société-civile MRC de La Haute-Gaspésie	
M. ou Mme _____	Représentant(e) de la société-civile MRC de La Côte-de-Gaspé	Processus de nomination en cours
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Poste vacant	Représentant de la communauté autochtone	Siège vacant depuis 2004

**Conférence régionale des élu(e) s de la Chaudière-Appalaches
au 30 novembre 2012**

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	44
Nombre d'élus (es)	24
Nombre de représentants (es) socio-économiques désignés (es)	11
Nombre de représentants (es) autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	5 (9 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0

COMPOSITION DE LA CRÉ¹		
ÉLU(E) S MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Maurice Sénécal Président	Préfet de la MRC de Lotbinière Maire de Lotbinière	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Luc Berthold Vice-président	Maire de Thetford Mines	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. Jean-Guy Desrosiers Secrétaire	Préfet de la MRC de Montmagny Maire de Montmagny	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. François Fecteau Trésorier	Maire de Saint-Georges	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M ^{me} Danielle Roy Marinelli Administratrice au comité exécutif	Mairesse de Lévis	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. François Barret	Maire de Saint-Lambert-de-Lauzon	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. Hervé Blais	Préfet de la MRC de Bellechasse Maire de Saint-Damien-de-Buckland	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Yvon Bruneau	Maire de Saint-Henri	Membre d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. Michel Cliche	Maire de Saint-Joseph-de-Beauce	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Serge Côté	Conseiller de Lévis	Membre supplémentaire de la Ville de Lévis
M. Jean-Pierre Dubé	Maire de Saint-Jean-Port-Joli	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

**Conférence régionale des élu(e) s de la Chaudière-Appalaches
au 30 novembre 2012**

M. Harold Gagnon	Maire de Lac-Etchemin	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Harold Guay	Maire de Sainte-Marie	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. Ghislain Hamel	Préfet de la MRC des Appalaches Maire de Saint-Jean-de-Brébeuf	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Réal Laverdière	Préfet de la MRC de L'Islet Maire de Saint-Pamphile	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Richard Lehoux	Préfet de la MRC de La Nouvelle-Beauce Maire de Saint-Elzéar	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Luc Lemieux	Préfet de la MRC de Beauce-Sartigan Maire de Saint-Éphrem-de-Beauce	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Robert Maranda	Conseiller de Lévis	Membre supplémentaire de la Ville de Lévis
M ^{me} Ginette Moreau	Mairesse de Saint-Apollinaire	Mairesse d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. Hector Provençal	Préfet de la MRC des Etchemins Maire de Sainte-Rose-de-Watford	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants
M. Luc Provençal	Maire de Beauceville	Maire d'une municipalité de plus de 5 000 habitants
M. André Rodrigue	Maire de Disraeli	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Pierre Thibaudeau	Préfet adjoint de la MRC de Montmagny Maire de Saint-Fabien-de-Panet	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants Membre supplémentaire de la MRC de Montmagny
M. Jean-Rock Veilleux	Préfet de la MRC Robert-Cliche Maire de Saint-Alfred	Maire d'une municipalité de moins de 5 000 habitants

REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. François Baril	Représentant de la Commission régionale sur le développement social de la CRÉ	Organisateur communautaire du CSSS de Beauce, provenant du Collège – Lutte à la pauvreté
M. Jocelyn Carrier	Représentant de la Table éducation Chaudière-Appalaches	Directeur général de la Commission scolaire de la Côte-du-Sud et Président de la Table éducation Chaudière-

**Conférence régionale des élu(e) s de la Chaudière-Appalaches
au 30 novembre 2012**

REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
		Appalaches
M. J. Benoît Caron	Représentant du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Chaudière-Appalaches	Directeur général de la Fédération des Coopératives des services à domicile et de santé du Québec et Président du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Chaudière-Appalaches
M. Raymond Cimon Administrateur au Comité exécutif	Représentant de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire de la CRÉ	Président de l'Agence régionale de mise en valeur des forêts privées de la Chaudière
M. Normand Côté	Représentant de la Table agro-alimentaire de Chaudière-Appalaches	Président de la Fédération de l'UPA de Lotbinière-Mégantic et Président de la Table agro-alimentaire de Chaudière-Appalaches
M. Raymond Coulombe	Représentant du Forum des directrices et directeurs généraux du réseau de la santé et des services sociaux de la Chaudière-Appalaches	Directeur général du CSSS Alphonse-Desjardins
M ^{me} Claudia Croteau	Représentante de la Commission régionale sur le développement social de la CRÉ	Directrice générale de la Corporation de développement communautaire de Lotbinière, provenant du Collège électoral – Services communautaires
M. François Lajoie	Représentant de la Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire de la CRÉ	Directeur général de l'Organisme de bassins versants de la Côte-du-Sud provenant du Collège électoral – Organismes de bassins versants de la Chaudière-Appalaches
M. Guy Lessard	Représentant du Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches	Président du Conseil régional de l'environnement Chaudière-Appalaches
M. Philippe Mailloux Administrateur au comité exécutif	Représentant du Groupe-conseil Développement des entreprises et innovation de la CRÉ	Directeur général du CLD de la MRC de Lotbinière
M. Richard Moreau	Représentant de Tourisme Chaudière-Appalaches	Directeur général de Tourisme Chaudière-Appalaches

**Conférence régionale des élu(e) s de la Chaudière-Appalaches
au 30 novembre 2012**

REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES			
Nom	Titre		Remarque
Aucun			
REPRÉSENTANTS SANS DROIT DE VOTE (DÉPUTÉ(E) S)			
Nom	Titre		
M. Robert Dutil	Député de Beauce-Sud		
M. André Spénard	Député de Beauce-Nord		
M ^{me} Dominique Vien	Députée de Bellechasse		
M. Marc Picard	Député des Chutes-de-la-Chaudière		
M. Norbert Morin	Député de Côte-du-Sud		
M. Christian Dubé	Député de Lévis		
M. Laurent Lessard	Député de Lotbinière-Frontenac		
M. Ghislain Bolduc	Député de Mégantic		
M ^{me} Agnès Maltais	Ministre responsable de la région de la Chaudière-Appalaches		

Conférence régionale des élus - LAVAL
Composition du conseil d'administration

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus municipaux	21
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	11 (52 %)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés → Commission régionale de développement de Laval (mécanisme de concertation)	25 (24 représentants + 1 vacant)
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	12 / 24 (50 %)
Représentant autochtone	0
Nombre actuel de membres désignés	21
Première rencontre officielle	29 mars 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et le ministre	23 août 2004 Avenants : <ul style="list-style-type: none">• 6 juin 2005• 18 janvier 2007• 9 octobre 2008• décembre 2012 (signée par la CRÉ, signature du sous-ministre à venir)

6 députés provinciaux (2 femmes = 33 %)

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2012-2013

Date de nomination et durée du mandat : le C. A. de la CRÉ de Laval est composé uniquement des élus municipaux. La durée de leur mandat au sein du C. A. est fonction des résultats des élections municipales.

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF		
M. Alexandre Duplessis	Maire de Laval et Préfet de la MRC de Laval	Président
M. Basile Angelopoulos	Conseiller municipal de Chomedey	Vice-président
M. Benoît Fradet	Conseiller municipal de Renaud	Membre de l'exécutif
Mme Jocelyne Guertin	Conseillère municipale de Souvenir-Labelle	Membre de l'exécutif
Mme Sylvie Clermont	Conseillère municipale de St-Vincent-de-Paul	Membre de l'exécutif
Mme Francine Légaré	Conseillère municipale de Marigot	Membre de l'exécutif
Mme Lucie Hill Larocque	Conseillère municipale d'Auteuil	Membre de l'exécutif
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		
M. Jacques St-Jean	Conseiller municipal de St-François	Administrateur
Mme Madeleine Sollazzo	Conseillère municipale de Val-des-Arbres	Administratrice
Mme Michèle Des Trois Maisons	Conseillère municipale de Duvernay-Pont-Viau	Administratrice
Mme Claire Le Bel	Conseillère municipale de Concorde-Bois-de-Boulogne	Administratrice
M. Norman Girard	Conseiller municipal de Vimont	Administrateur
M. Yvon Martineau	Conseiller municipal de St-Bruno	Administrateur
Mme Ginette Grisé	Conseillère municipale de Laval-des-Rapides	Administratrice
Mme Ginette Legault Bernier	Conseillère municipale de l'Abord-à-Plouffe	Administratrice
M. Pierre Cléroux	Conseiller municipal de Ste-Dorothée	Administrateur
M. Jean-Jacques Beldié	Conseiller municipal de Laval-les-Iles	Administrateur
Mme France Dubreuil	Conseillère municipale de l'Orée-des-Bois	Administratrice
M. Yvon Bromley	Conseiller municipal de Marc-Aurèle-Fortin	Administrateur
Mme Martine Beaugrand	Conseillère municipale de Fabreville	Administratrice
M. Denis Robillard	Conseiller municipal de Ste-Rose	Administrateur

Conférence régionale des élus - LAVAL
Composition du conseil d'administration

COMMISSION RÉGIONALE DE DÉVELOPPEMENT 2012-2013

SECTEUR MUNICIPAL		
M. Alexandre Duplessis	Maire de Laval et Préfet de la MRC de Laval	Président
M. Basile Angelopoulos	Conseiller municipal de Chomedey	Vice-président
M. Benoît Fradet	Conseiller municipal de Renaud	Membre de l'exécutif
Mme Jocelyne Guertin	Conseillère municipale de Souvenir-Labelle	Membre de l'exécutif
Mme Sylvie Clermont	Conseillère municipale de St-Vincent-de-Paul	Membre de l'exécutif
Mme Francine Légaré	Conseillère municipale de Marigot	Membre de l'exécutif
Mme Lucie Hill Larocque	Conseillère municipale d'Auteuil	Membre de l'exécutif
SECTEUR ÉCONOMIQUE		
M. Michel Galland Président	Tourisme Laval	
M. Gilles Lacroix Président	Table de concertation agro-alimentaire de Laval	
M. Normand De Montigny Président	Chambre de commerce et d'industrie de Laval	
Mme Louise Bussière Administratrice	Laval Technopole	
SECTEUR INSTITUTIONNEL ET DISPENSATEUR DE SERVICES		
Vacant		
Mme Monique Sauvé Présidente	Conseil régional des partenaires du marché du travail	
M. Luc Villard Président	Agence de la santé et des services sociaux de Laval	
M. Marc Ranger Conseiller syndical – SCFP	Collège électoral syndical	
SECTEUR COMMUNAUTAIRE		
Mme Stéfania Ripamonti Administratrice	Conseil régional de l'environnement de Laval	
Mme Sonia Girard Administratrice	Corporation de développement communautaire de Laval	
Mme Farnel Fleurant Présidente	Forum jeunesse Laval	
Mme Monic Thouin-Perreault Membre	Conseil de la culture de Ville de Laval	
SECTEUR DE LA DÉPUTATION PROVINCIALE (sans droit de vote)		
M. Gilles Ouimet	Député de Fabre	
M. Guy Ouellette	Député de Chomedey	
M. Léo Bureau-Blouin	Député de Laval-des-Rapides	
M. Jean Rousselle	Député de Vimont	
Mme Suzanne Proulx	Député de Sainte-Rose	
Mme Francine Charbonneau	Députée de Mille-Îles	

Conférence régionale des élus de Lanaudière

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	39 postes votants
Nombre d'élue(s)	26
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	12
Nombre de représentant(e)s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	8
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. ou M ^{me}	Préfet ou préfète de la MRC ... Maire ou mairesse Conseiller municipal ou conseillère municipale de....	Maire ou mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h Maire ou mairesse d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi Membre supplémentaire de la MRC ou de la Ville de...
Mme Danielle Allard	Préfète de la MRC de Montcalm	Préfète élue au suffrage universel
M. André Auger	Maire de Saint-Lin- Laurentides	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Jacques Beauregard	Maire de Rawdon	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Marc Campagna	Conseiller de Ville de Terrebonne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
Mme Chantal Deschamps	Préfète de la MRC de L'Assomption Mairesse de Ville de Repentigny	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h
Mme Nathalie Filion	Conseillère de ville de Mascouche	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
Mme Louise T. Francoeur	Mairesse de L'Assomption	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Gaétan Gravel	Préfet de la MRC de d'Autray Maire de Ville Saint-Gabriel	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Jean-Claude Gravel	Maire de Lavaltrie	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Jocelyn Gravel	Maire de Chertsey	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Bernard Grégoire	Maire de Berthierville	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
M. Normand Grenier	Maire de Charlemagne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. André Hénault	Préfet de la MRC de Joliette Maire de Saint-Charles-	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus de Lanaudière

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
	Borromée	
M. Marcel Jetté	Maire de Sainte-Julienne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Denis Laporte	Maire de Crabtree	Désigné pas la MRC Joliette
M. Alain Larue	Maire de Notre-Dame-des-Prairies	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. René Laurin	Maire de Ville de Joliette	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Ghyslain Loyer	Maire de Saint-Félix-de-Valois	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Richard Marcotte Président	Maire de Ville de Mascouche	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Mario Morais	Conseiller Ville de Repentigny	Conseiller d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Gaétan Morin Vice-président	Préfet de la MRC de Matawinie Maire de Sainte-Marcelline-de-Kildare	
M. Denis Poitras	Conseiller de la Ville de Terrebonne	Membre supplémentaire de la MRC les Moulins
M. Jean-Marc Robitaille	Préfet de la MRC Les Moulins Maire de la Ville de Terrebonne	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Pierre Roy	Maire de Saint-Barthélemy	Membre supplémentaire de la MRC de D'Autray
M. Louis-Charles Thouin	Maire de Saint-Calixte	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h
M. Benoît Verstraete	Maire de Ville de L'Épiphanie	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M. ou M ^{me}	Président ou présidente, directeur général ou directrice générale, administrateur ou administratrice, etc.	Ex : nom de l'organisme représenté
M. Francis Bergeron	Président	Conseil régional de l'environnement de Lanaudière
M. Paul-Yvon De Billy	Président du C.A.	Agence de la santé et des services sociaux de Lanaudière
M. Joffrey Bouchard	Président	Lanaudière économique
M ^{me} Ghislaine Bourcier	Présidente	Culture Lanaudière
M. François Charbonneau	Président	Commission scolaire Des Samares
M ^{me} Annette Coutu Vice-présidente	Présidente	Conseil de développement bioalimentaire de Lanaudière
M. Benoît Couture	Président	Association forestière de Lanaudière
M. Carol Legault	Vice-président aux affaires régionales du CEGEP régional de Lanaudière	du CEGEP régional de Lanaudière (Science)
M. Michel Picard	Deuxième vice-président	Table régionale des organismes communautaires de Lanaudière (TROCL)
M ^{me} Évangéline Richard	Présidente	Tourisme Lanaudière

Conférence régionale des élus de Lanaudière

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
M. Yves St-Denis	Président	Commission scolaire des Affluents
M ^{me} Nathalie Tésó Wagner	Coprésidente	Table de concertation des groupes de femmes
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
M. Paul-Émile Ottawa	Chef	Conseil des Atikamekw de Manawan

Conférence régionale des élus des Laurentides

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	52
Nombre d'élue(s)	35
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	16
Nombre de représentant(e)s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	11 (21 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	0

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom – Date de nomination	Titre	Remarque
Roger Lapointe (2005) Membre du CE	Préfet	MRC Antoine-Labelle
Michel Adrien (2004)	Maire	Ville de Mont-Laurier
Déborah Bélanger (2004)	Mairesse	Ville de Rivière-Rouge
Ronald Tittlit (2004) Trésorier	Préfet	MRC Argenteuil
Georges Diné (2009)	Maire	Ville de Brownsburg-Chatham
Stéphane Braney (2011)	Conseiller	Ville de Lachute
Marc Lauzon (2005) Membre du CE	Préfet	MRC Deux-Montagnes
Richard Lalonde	Maire	Municipalité d'Oka
Patrice Paquette (2011)	Conseiller	Ville de Saint-Eustache
Donald Robinson (2011)	Conseiller	Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac
Sonia Paulus (2005)	Mairesse	Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac
VACANT		Ville de Deux-Montagnes
Normand Clermont (2011)	Conseiller	Municipalité de Pointe-Calumet
VACANT		MRC La Rivière-du-Nord
Bruno Laroche (2009)	Maire	Municipalité de Saint-Hippolyte
Yvon Brière (2004)	Maire	Municipalité de Sainte-Sophie
Germain Richer (2009)	Maire	Ville de Prévost
Jacques Labrosse (2009)	Maire	Municipalité de Saint-Colomban
Marc Gascon (2004) Président	Maire	Ville de Saint-Jérôme
Hubert Meilleur (2004) Membre du CE	Préfet	MRC Mirabel
Jean Bouchard (2008)	Conseiller	Ville de Mirabel
Charles Garnier (2004) Membre du CE	Préfet	MRC Les Pays-d'en-Haut
Réjean Charbonneau (2009)	Maire	Ville de Sainte-Adèle
Michel Lagacé (2005)	Maire	Ville de Saint-Sauveur
Ronald Provost (2004) Vice-président	Préfet	MRC Les Laurentides
Denis Chalifoux (2009)	Maire	Ville de Sainte-Agathe-des-Monts

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus des Laurentides

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
Pierre Pilon (2004)	Maire	Ville de Mont-Tremblant
Paul Larocque (2004)	Préfet	MRC Thérèse-De Blainville
Guy Charbonneau (2009)	Maire	Ville de Sainte-Anne-des-Plaines
Sylvie Surprenant (2005)	Mairesse	Ville de Sainte-Thérèse
François Cantin (2005) Vice-président	Maire	Ville de Blainville
Gilles Blanchette (2008)	Conseiller	Ville de Bois-des-Filion
Ramez Ayoub (2009)	Maire	Ville de Lorraine
Marlène Cordato (2009)	Mairesse	Ville de Boisbriand
Hélène Daneault (2005)	Mairesse	Ville de Rosemère
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom – Date de nomination 1/année	Titre	Remarque
VACANT		Comité créneau – Aliments et mets préparés
Carole Lavallée (2008) Membre du CE	Présidente	Conseil régional de développement social des Laurentides
Mélanie Gosselin (2010)	Directrice générale	Conseil de la culture des Laurentides
Jean-Marc Fauteux (2011)	Président	Laurentides Économique
Paule Fortier (2009)	Présidente	Table interordre des Laurentides
Daniel Desjardins (2004 à 2012) Secrétaire	Directeur général	Chambre de commerce de Sainte-Agathe
Michel Lalonde (2011)	Président	Conseil régional de l'environnement des Laurentides
Raymond Paquette (2008)	Président	Comité créneau – Utilisation et transformation de la forêt mixte : produits à valeur ajoutée
Louis Lauzon (2009)	Président	Loisirs Laurentides
Julie Lachapelle (2010)	Membre	Conseil régional des partenaires du marché du travail
Diane Leblond (2004)	Présidente	Comité créneau – Tourisme de villégiature quatre saisons
VACANT		Comité créneau – Transport terrestre avancé
Francine Asselin-Bélisle	Mairesse de Lac-Saguay	Occupation du territoire – MRC Antoine-Labelle
Jacques Parent	Maire du Canton de Harrington	Occupation du territoire – MRC Argenteuil
Claude Ducharme	Maire de Sainte-Anne-des-Lacs	Occupation du territoire – MRC Pays-d'en-Haut
Nicole Davidson	Mairesse de Val-David	Occupation du territoire – MRC Laurentides
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Serge Otsi Simon (2011)	Grand Chef	Conseil des Mohawks de Kanesatake

Conférence régionale des élus – agglomération de LONGUEUIL

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre d'élus municipaux	25
Nombre de femmes parmi les élus municipaux (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	10 (40%)
Nombre de jeune de moins de 35 ans siégeant au conseil d'administration	2 (8%)
Nombre de représentants socioéconomiques désignés → Commission consultative sur le développement de Longueuil (mécanisme de concertation)	16
Nombre de femmes parmi les représentants socioéconomiques (pourcentage par rapport au nombre actuel de membres désignés)	11 (69%)
Représentant autochtone	0
Nombre actuel de membres désignés	25
Première rencontre officielle	2 septembre 2004
Entente de gestion signée par la CRÉ et la ministre	7 octobre 2004 Avenants: <ul style="list-style-type: none">• 24 janvier 2006• 17 novembre 2006• 8 octobre 2008• décembre 2012 (signée par la CRÉ, signature du sous-ministre à venir)

6 députés provinciaux (5 femmes = 83 %)

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2012-2013
Les dates de nomination et d'échéance de mandat ne sont pas disponibles

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF		
Mme Monique Brisson	Conseillère Présidente	Ville de Longueuil
Mme Suzanne Lachance	Conseillère Secrétaire-trésorière	Ville de Longueuil
M. Éric Beaulieu	Conseiller 1 ^{er} vice-président	Ville de Longueuil
Mme Jacqueline Boubane	Conseillère 2 ^e vice-présidente	Ville de Boucherville
MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION		
Mme Caroline St-Hilaire	Mairesse	Ville de Longueuil
M. Benoît L'Écuyer	Conseiller	Ville de Longueuil
M. Francis Dumais	Conseiller	Ville de Saint-Lambert
M. Michel Lanctôt	Conseiller	Ville de Longueuil
M. Pierre O'Donoghue	Conseiller	Ville de Brossard
Mme Thérèse Hudon	Conseillère	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
M. Jacques Lemire	Conseiller	Ville de Longueuil

Conférence régionale des élus – agglomération de LONGUEUIL

Mme Mireille Carrière	Conseillère	Ville de Longueuil
M. Claude Gladu Jr.	Conseiller	Ville de Longueuil
M. Albert Beaudry	Conseiller	Ville de Longueuil
Mme Nathalie Boisclair	Conseillère	Ville de Longueuil
M. Roger Roy	Conseiller	Ville de Longueuil
Mme Manon D. Hénault	Conseillère	Ville de Longueuil
M. Jacques E. Poitras	Conseiller	Ville de Longueuil
M. Paul Leduc	Maire	Ville de Brossard
M. Alexandre Plante	Conseiller	Ville de Brossard
Mme Monique Gagné	Conseillère	Ville de Brossard
Mme Magalie Queval	Conseillère	Ville de Boucherville
M. Claude Benjamin	Maire	Ville de Saint-Bruno-de-Montarville
M. Philippe Brunet	Maire	Ville de Saint-Lambert
M. Jean Martel	Maire	Ville de Boucherville

DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (participation sans droit de vote)	
Mme Nicole Ménard	Députée de Laporte
Mme Martine Ouellet	Députée de Vachon
Mme Fatima Houda-Pépin	Députée de La Pinière
Mme Marie Malavoy	Députée de Taillon
Mme Nathalie Roy	Députée de Montarville
M. Bernard Drainville	Député de Marie-Victorin

Conférence régionale des élus – agglomération de LONGUEUIL

COMMISSION CONSULTATIVE

MEMBRES DE L'EXÉCUTIF	
Mme Monique Brisson	Présidente de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil et de la Commission consultative
M. Éric Beaulieu	Premier vice-président de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil
Mme Jacqueline Boubane	2 ^e vice-présidente de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil
Mme Suzanne Lachance	Secrétaire-trésorière du comité exécutif de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil
REPRÉSENTANTS SECTORIELS	
M. Gilles Côté	Développement économique
Mme Maryse Drouin	Développement social
Mme Annie Fontaine	Culture, communication et patrimoine
M. Vincent Moreau	Environnement
Mme Lise Maisonneuve	Éducation, formation et savoir
REPRÉSENTANTS DES GROUPES DE LA POPULATION	
Mme Mireille Beulac	Aînés
Mme Pierrette Marcotte	Femmes
M. Jean-François Caisse	Jeunes
Mme Martha Ortiz	Personnes immigrantes et issues des communautés culturelles
OBSERVATEURS	
M. Hubert de Nicolini	Secrétariat à la région métropolitaine
Mme Pascale Simard	Emploi Québec
Mme Thérèse Ste-Marie	Agglomération de Longueuil

Conférence régionale des élus MONTÉRÉGIE EST

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	53
Nombre d'élue(s)	36
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	17
Nombre de représentant(e)s autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	12 (23%)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (2%)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
Bélisle, Alexandre	Maire de Verchères	
Benjamin, Guy	Maire de Saint-Césaire	
Bernier, Claude	Maire de Saint-Hyacinthe	
Bonvouloir, Patrick	Représente la préfecture MRC Haut-Richelieu	
Boutin, Gérard	Maire d'Otterburn Park	
Charbonneau, Éric	Maire d'Acton Vale	
Damphousse, Martin	Maire de Varennes	
Dansereau, Suzanne	Mairesse Contrecoeur	
Dauplaise, Réjean	Maire de Sorel-Tracy	
Decelles, Gilles	Maire de Lac-Brome	
Dolbec, Gilles	Représente la préfecture du Haut-Richelieu	
Durand, Jacques	Représentant la préfecture de la Vallée-du-Richelieu	
Fauteux, Arthur	Maire de Cowansville	2 ^{ème} vice-président
Gagnon, Bernard	Maire de Saint-Basile-le-Grand	
Gamache, François	Maire de Saint-Amable	Secrétaire
Gilbert, Michel	Maire de Mont-Saint-Hilaire	Trésorier
Goulet, Richard	Maire de Granby	
Hüsler, Josef	Maire de Farnham	
Jutras, Claude	Représentant de la MRC Marguerite-d'Youville	
Ladouceur, Jacques	Maire, ville de Richelieu	
Laplante, Jean-Marie	Représentant de la MRC d'Acton	
Lavigne, Louise	Mairesse de Carignan	
Lavoie, Denis	Maire de Chambly	
Lavoie, Diane	Mairesse de Beloeil	
Loignon Raymond	Représentant de la Haute-Yamaska	
Ménard, Alain	Maire de Marieville	
Morin, Francine	Représentante de la MRC des Maskoutains	1 ^{ère} vice-présidente
Picotte, Michel	Représentant de la MRC de Rouville	Président (depuis décembre 2012)

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus MONTÉRÉGIE EST

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
Plante, Gilles	Maire de McMasterville	
Pontbriand, André	Maire du Canton de Shefford	
Quinlan, Pauline	Mairesse de Bromont	
Roy, Suzanne	Mairesse de Ste-Julie	
Russel, Pascal	Maire de Waterloo	
Salvas, Gilles	Représente la Préfecture MRC Pierre-de Saurel	
Santerre, Albert	Représente la préfecture MRC Brome-Missisquoi	
St-Onge, Pierre	Maire de St-Pie	
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
Aubin, Sébastien	Représentant le secteur de la Jeunesse	
Bouchard, Diane	Représentante du secteur du Tourisme	
Dubois, Susie	Représentante de la Réussite éducative	
Gadrat, Bruno	Représentant du secteur Environnement	
Girard, Serge	Représentant secteur du marché du travail	
Iturriaga, Ana Luisa	Représentante du secteur de l'immigration	
Lacroix, Sylvie	Représentante du secteur économie	
Laplante, Daniel J.	Représentant du secteur de la Solidarité et de l'inclusion sociale	
Leblanc, Claude	Représentant du secteur des Aînés	
Poirier, Marcel	Représentant du secteur de la culture	
Roberge, Hélène	Représentante du secteur de l'éducation	
St-Jacques, Christian	Représentant du secteur de l'agriculture	
Tszymanski, Tania	Représente l'économie sociale	
Poste vacant	Saines Habitudes de vie	
Poste vacant	Égalité	
Poste vacant	Ressources naturelles	
Poste vacant	Loisirs	
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	36
Nombre d'élue(s)	28
Nombre de représentant(e)s socio-économiques désigné(e)s	8
Nombre de représentant(e)s autochtones	0
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	9 (25 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (3 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
M. Yves Daoust Président	Préfet de la MRC Beauharnois-Salaberry	Maire de la Paroisse de Saint-Louis-de- Gonzague
M. Michel Lavoie 1^{er} vice-président	Préfet de la MRC Les Jardins-de-Napierville	Maire de la Ville de Saint-Rémi - municipalité de + de 5 000 h.
M. Robert Sauvé 2^e vice-président	Préfet de la MRC Vaudreuil-Soulanges	Maire de la Municipalité de Coteau-du-Lac - municipalité de + de 5 000 h.
M. Alain Castagner Secrétaire	Préfet de la MRC Le Haut-Saint-Laurent	Maire de la Paroisse de Saint-Anicet
M ^{me} Nathalie Simon Administratrice	Préfète de la MRC Roussillon	Mairesse de la ville de Châteauguay - municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Jocelyne Bates	Mairesse de la ville de Sainte-Catherine	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Réal Brazeau	Maire de la Municipalité de Rigaud	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Yvan Cardinal	Maire de la Ville de Pincourt	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Normand Dyotte	Maire de la Ville de Candiac	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Alain Fredette	Maire de la Municipalité de Napierville	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT

M. Stéphane Gendron	Maire de la Ville de Huntingdon	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. André Giroux	Maire de la municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington	Membre supplémentaire de la MRC des Jardins-de-Napierville
M. Claude Haineault	Maire de la Ville de Beauharnois	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Robert Grimaudo	Maire de la Ville de Saint-Lazare	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jean Lalonde	Maire de la Municipalité de Très-Saint-Rédempteur	Membre supplémentaire de la MRC de Vaudreuil-Soulanges
M. Jacques Lambert	Maire de la Ville de Mercier	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Jacques Lapierre	Maire de la Municipalité de Ormstown	Maire d'une municipalité figurant à l'annexe de la Loi
M. Denis Lapointe	Maire de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Gaétane Legault	Mairesse de la Municipalité de Saint-Zotique	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Yvon Mailhot	Maire de la Ville de Léry	Membre supplémentaire de la MRC de Roussillon
M ^{me} Lise Martin	Mairesse de la Municipalité de Saint-Philippe	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gilles Meloche	Maire de la Ville de Delson	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Marie-Claude Nichols	Mairesse de la Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Gilles Pépin	Maire de la Ville de Saint-Constant	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Guy Pilon	Maire de la Ville de Vaudreuil-Dorion	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Géraldine T. Quesnel	Mairesse de la Municipalité des Cèdres	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M ^{me} Lucie F. Roussel	Mairesse de la Ville de La Prairie	Mairesse d'une municipalité de + de 5 000 h.
M. Marc Roy	Maire de la Ville de L'Île-Perrot	Maire d'une municipalité de + de 5 000 h.

Conférence régionale des élus VALLÉE-DU-HAUT-SAINT-LAURENT

REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
M ^{me} Marie-Louise Kerneïs Trésorière	Présidente Commission Formation, Recherche et Sciences	Commission scolaire des Grandes-Seigneuries
M. Serge Gosselin	Président Commission Développement économique	Assurances S. Gosselin
M. Serge Bourdon	Président Commission régionale sur les Ressources naturelles et le Territoire (CRRNT)	Société de conservation et d'aménagement du bassin de la rivière Châteauguay (SCABRIC)
M. Michel Laurendeau	Président Commission Tourisme	Société du Vieux Canal de Beauharnois
M. Jasmin Felix	Président Forum Jeunesse	Forum Jeunesse Vallée-du-Haut-Saint-Laurent
M. Daniel Bissonnette Administrateur	Président Commission Culture, Communication et Patrimoine	Association culturelle Roussillon
M ^{me} Jacinthe Demers	Commission Développement social, Égalité et Cohésion	CSSS Haut-Saint-Laurent
M. Denis Van Winden	Président Commission Agroalimentaire	Veg Pro International
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Vacant	Représentant désigné par les 2 Conseils de bande	1 représentant à être désigné par la communauté Mohawk de Kahnawake et d'Akwesasne

Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec

DONNÉES GÉNÉRALES	
Nombre total de membres du conseil d'administration	23
Nombre d'élu(e) s	15
Nombre de représentant(e) s socio-économiques désigné(e) s	7
Nombre de représentant(e) s autochtones	1
Nombre de femmes et pourcentage par rapport au nombre de membres	3 (13 %)
Nombre de jeunes et pourcentage par rapport au nombre de membres	1 (4,3 %)

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
ÉLUS MUNICIPAUX		
Nom	Titre	Remarque
Francine Ruest Jutras Présidente Membre du CE	Mairesse de la Ville de Drummondville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Lionel Fréchette Vice-président aux affaires municipales Membre du CE	Préfet de la MRC d'Arthabaska	Maire de la Municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester
Alain Rayes	Maire de Victoriaville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Christian Lettre	Conseiller municipal Représentant additionnel de la Ville de Victoriaville	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Claude Desrochers	Maire de Warwick	Municipalité inscrite à l'annexe du projet de loi
Gaétane Désilets	Mairesse de la Ville de Bécancour	Municipalité de plus de 5 000 h.
Mario Lyonnais Membre du CE	Préfet de la MRC de Bécancour	Maire de Sainte-Françoise
Jean-Pierre Vallée	Préfet de la MRC de Drummond	Maire de Saint-Guillaume
Pierre Levasseur	Conseiller municipal Représentant additionnel de la Ville de Drummondville	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Roberto Léveillé	Conseiller municipal Représentant additionnel de la Ville de Drummondville	Municipalité de plus de 5 000 h. Décret 1061-2004
Sylvain Labrecque	Préfet de la MRC de l'Érable	Maire de la Municipalité de Lyster
Réal Ouellet	Maire de Plessisville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Gilles Fortier Membre du CE	Maire de Princeville	Municipalité de plus de 5 000 h.
Alain Drouin Membre du CE	Préfet de la MRC de Nicolet-Yamaska	Maire de Nicolet
Pierre Gaudet	Préfet suppléant de la MRC de Nicolet-Yamaska	Maire d'Aston-Jonction
Claude-Henri Léveillé Secrétaire-trésorier	Directeur général de la CRÉCQ	

¹ Indiquer, le cas échéant, sous le nom du membre du conseil d'administration la fonction exécutive qu'il ou qu'elle assume (président, vice-président, secrétaire-trésorier, etc.).

Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec

COMPOSITION DE LA CRÉ ¹		
REPRÉSENTANTS SOCIO-ÉCONOMIQUES		
Nom	Titre	Remarque
Jean-Louis Bélisle	Vice-président de Loisir Sport Centre-du-Québec et maire de Lemieux	Carrefour de développement culture, loisirs, communication
Gilles Brochu	Président du Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec (CRECQ)	Carrefour de développement de l'agroalimentaire-forêt et du développement durable
Jacques Daigle	Vice-président du comité exécutif de la Commission scolaire des Bois-Francis	Carrefour de développement éducation
Martin Dupont	Directeur général de la Société de développement économique de Drummondville (SDED) – CLD Drummond	Carrefour de développement industriel et touristique
Vincent Guay Vice-président à la société civile Membre du CE	Directeur général du Cégep de Victoriaville	Carrefour de développement recherche et innovation
Yves Lapierre	Coordonnateur Corporation de développement communautaire (CDC) de L'Érable	Carrefour de développement social et communautaire
Marie-Pier Vincent Membre du CE	Présidente du Forum jeunesse Centre-du-Québec	Carrefour de développement main-d'œuvre et démographie
REPRÉSENTANTS AUTOCHTONES		
Nom	Titre	Remarque
Réjean O'Bomsawin	Représentant de la Nation Waban-Aki	Conseil des Abénakis d'Odanak

Présence des femmes et des jeunes sur les conseils d’administration des
Conférences régionales des élus

Région	Nombre de femmes	Nombre de jeunes
Bas-Saint-Laurent	5/28 (18 %)	1 (3,5 %)
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4/22 (18,2 %)	1 (4,5 %)
Capitale-Nationale	7/28 (25 %)	N/D
Mauricie	3/19 (15,8 %)	0 (0 %)
Estrie	6/27 (22,2 %)	2 (7,4 %)
Montréal	41/116 (35,3%)	9 (7,8 %)
Outaouais	8/23 (34,8 %)	0 (0 %)
Abitibi-Témiscamingue	5/19 (26,3 %)	1 (5,3%)
Côte-Nord	6/22 (27,2 %)	0 (0 %)
Nord-du-Québec Baie-James	3/12 (25,0 %)	0 (0 %)
Nord-du-Québec Kativik ¹	7/17 (41 %)	2 (12 %)
Nord-du-Québec Cris ¹	3/36 (8 %)	0 (0 %)
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5/19 (26,3 %)	5 (26,3 %)
Chaudière-Appalaches	5/44 (11,4 %)	0 (0 %)
Laval	11/21 (52 %)	0 (0 %)
Lanaudière	8/39 (20,5 %)	0 (0 %)
Laurentides	11/52 (21 %)	0 (0 %)
Montréal – Longueuil	10/25 (44 %)	2 (8,0 %)
Montréal - Est	11/52 (21 %)	0 (0 %)
Montréal - Vallée du Haut-Saint-Laurent	9/36 (25 %)	1 (3 %)
Centre-du-Québec	3/23 (13,0 %)	1 (4,3 %)

¹ L’Administration régionale Kativik et l’Administration régionale crie agissent à titre de conférence régionale des élus pour leur communauté respective.

Liste des présidents de CRÉ qui sont rémunérés et montant de la rémunération

Région	Rémunération annuelle de la présidente ou du président
CRÉ du Bas-St-Laurent	25 000 \$
CRÉ du Saguenay-Lac-St-Jean	12 000 \$
CRÉ de la Capitale-Nationale	25 000 \$ ²
CRÉ de la Mauricie	20 000 \$
CRÉ de l'Estrie	10 000 \$
CRÉ de l'Outaouais	10 000 \$
CRÉ de l'Abitibi-Témiscamingue	15 000 \$
CRÉ de la Côte-Nord	30 000 \$
CRÉ De Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	10 000 \$
CRÉ de Chaudière-Appalaches	15 000 \$
CRÉ de Lanaudière	12 000 \$
CRÉ des Laurentides	5 000 \$
CRÉ de la Montérégie – Est	5 000 \$ ¹
CRÉ de la Montérégie – Longueuil	25 000 \$
CRÉ du Centre-du-Québec	10 000 \$

Note : Rémunération autorisée par la ministre selon les modalités de l'entente de gestion.

- (1) À cette rémunération annuelle s'ajoute un jeton de présence de 230 \$ par rencontre du conseil d'administration.
- (2) À cette rémunération annuelle s'ajoute un jeton de présence de 200 \$ par rencontre et le montant total ne pourra excéder 10 000 \$ par année.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #4
Section DR

Sommes engagées en 2012-2013 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventiler par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2013-2014.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montant d'aide totale accordée dans le FSTD	Montants engagés en 2012-2013
Volet I (Le montant d'aide totale inclus le montant d'aide accordé lors du 1er contrat de 300 000 \$)			
MRC La Matapédia	Ensemble du territoire de la MRC	1 280 000 \$	232 500 \$
MRC de Témiscouata	Ensemble du territoire de la MRC	1 060 000 \$	177 500 \$
MRC de la Mitis	Ensemble du territoire de la MRC	905 000 \$	277 500 \$
MRC Les Basques	Ensemble du territoire de la MRC	905 000 \$	277 500 \$
MRC de Matane	Ensemble du territoire de la MRC	970 000 \$	310 000 \$
MRC Kamouraska	Ensemble du territoire de la MRC	655 000 \$	152 500 \$
MRC Lac-Saint-Jean-Est	Ensemble du territoire de la MRC, sauf Alma mais incluant l'ancienne municipalité de Delisle maintenant fusionnée à Alma	675 000 \$	81 250 \$
MRC Domaine-du-Roy	Ensemble du territoire de la MRC	765 000 \$	103 750 \$
MRC Maria-Chapdelaine	Ensemble du territoire de la MRC	775 000 \$	106 250 \$
MRC Fjord-du-Saguenay	Ensemble du territoire de la MRC	695 000 \$	86 250 \$
MRC Portneuf	Saint-Raymond, Saint-Léonard-de-Portneuf, Rivière-à-Pierre	500 000 \$	75 000 \$
MRC Charlevoix-Est	Ensemble du territoire de la MRC	815 000 \$	182 500 \$
MRC Mékinac	Ensemble du territoire de la MRC	765 000 \$	103 750 \$
Ville La Tuque	Agglomération La Tuque	500 000 \$	50 000 \$
Ville de Shawinigan	Ville de Shawinigan	500 000 \$	75 000 \$
MRC du Haut-Saint-François	Ensemble du territoire de la MRC	935 000 \$	133 750 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #4
Section DR

Sommes engagées en 2012-2013 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventiler par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2013-2014.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montant d'aide totale accordée dans le FSTD	Montants engagés en 2012-2013
MRC Le Granit	Lac-Mégantic, Lac-Drolet, Lambton, Saint-Romain, Stornoway, Courcelles, Saint-Augustin-de-Woburn, Notre-Dame-des-Bois	790 000 \$	108 750 \$
MRC Coaticook	Barnston-Ouest, Coaticook, Compton, East Hereford, Sainte-Edwidge-de-Clifton, Saint-Herménégilde, Saint-Malo, Saint-Venant-de-Paquette, Waterville	835 000 \$	192 500 \$
MRC de Papineau	Ensemble du territoire de la MRC	890 000 \$	122 500 \$
MRC La Vallée-de-la-Gatineau	Ensemble du territoire de la MRC	840 000 \$	122 500 \$
MRC Pontiac	Ensemble du territoire de la MRC	885 000 \$	133 750 \$
MRC de l'Abitibi	Champneuf, La Morandière, Rochebaucourt, Launay	850 000 \$	125 000 \$
MRC de Témiscamingue	Belleterre, Laforce, Moffet, Angliers et Nédelec	905 000 \$	138 750 \$
MRC Abitibi-Ouest	Ensemble du territoire de la MRC	960 000 \$	152 500 \$
MRC La Vallée-de-l'Or	Malartic, Senneterre, Seneterre Paroisse et Belcourt	500 000 \$	50 000 \$
MRC de la Minganie	Aguanish, Baie-Johan-Beetz, L'Île-d'Anticosti, Longue-Pointe-de-Mingan, Natashquan, Rivière-Saint-Jean et Rivière-au-Tonnerre	760 000 \$	102 500 \$
MRC Haute-Côte-Nord	Ensemble du territoire de la MRC	785 000 \$	217 500 \$
MRC Golfe du Saint-Laurent	Ensemble du territoire de la MRC	815 000 \$	232 500 \$
MRC Manicouagan	Ragueneau, Pointe-aux-Outardes, Baie-Trinité, Godbout	710 000 \$	180 000 \$
Municipalité de Baie-James	Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon, Matagami et Baie-James	500 000 \$	50 000 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #4
Section DR

Sommes engagées en 2012-2013 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventiler par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2013-2014.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montant d'aide totale accordée dans le FSTD	Montants engagés en 2012-2013
MRC Haute Gaspésie	Ensemble du territoire de la MRC	960 000 \$	152 500 \$
MRC Côte-de-Gaspé	Ensemble du territoire de la MRC	840 000 \$	122 500 \$
MRC d'Avignon	Ensemble du territoire de la MRC	950 000 \$	150 000 \$
MRC Bonaventure	Ensemble du territoire de la MRC	1 050 000 \$	175 000 \$
MRC Rocher-Percé	Ensemble du territoire de la MRC	860 000 \$	127 500 \$
Agglo. Îles-de-la-Madeleine	Ensemble du territoire	500 000 \$	50 000 \$
MRC L'Islet	Saint-Adalbert, Saint-Pamphile, Sainte-Perpétue, Sainte-Félicité, Saint-Marcel, Saint-Omer, Tourville	1 035 000 \$	158 750 \$
MRC Montmagny	Sainte-Euphémie-sur-Rivière-du-Sud, Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues, Saint-Just-de-Bretenières, Lac-Frontière, Sainte-Lucie-de-Beauregard, Saint-Fabien-de-Panet, Saint-Paul-de-Montminy et Sainte-Apolline-de-Patton	925 000 \$	237 500 \$
MRC Les Etchemins	Ensemble du territoire de la MRC	925 000 \$	237 500 \$
MRC Les Appalaches	Beaulac-Garthby, Disraëli Ville, Disraëli Paroisse, Sainte-Praxède, Saint-Fortunat, Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown, Saint-Joseph-de-Coleraine, Saint-Julien	870 000 \$	210 000 \$
MRC Matawinie	Saint-Michel-des-Saints, Sainte-Émilie-de-l'Énergie, Saint-Zénon, Chertsey, Saint-Côme	500 000 \$	50 000 \$
MRC Les Laurentides	Lac Supérieur, Labelle, Saint-Faustin-Lac-Carré, La Minerve, Val-des-Lacs	500 000 \$	50 000 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #4
Section DR

Sommes engagées en 2012-2013 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventiler par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2013-2014.

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montant d'aide totale accordée dans le FSTD	Montants engagés en 2012-2013
MRC Antoine-Labelle	Ensemble du territoire de la MRC	785 000 \$	108 750 \$
MRC Le Haut-Saint-Laurent	Huntingdon	805 000 \$	101 250 \$
MRC Les Maskoutains	Saint-Valérien-de-Milton, Saint-Simon, Saint-Louis et Saint-Marcel-de-Richelieu	500 000 \$	75 000 \$
MRC d'Acton	Ensemble du territoire de la MRC	500 000 \$	75 000 \$
MRC Brome-Missisquoi	Ensemble du territoire de la MRC	500 000 \$	75 000 \$
MRC Beauharnois-Salaberry	Ensemble du territoire de la MRC	500 000 \$	75 000 \$
MRC Bécancour	Ensemble du territoire de la MRC	870 000 \$	210 000 \$
MRC L'Érable	Ensemble du territoire de la MRC	845 000 \$	197 500 \$
	Sous-total Volet I	38 945 000 \$	6 992 500 \$
Volet II			
Rimouski-Neigette	Ensemble du territoire de la MRC	840 000 \$	195 500 \$
Rivière-du-Loup	Ensemble du territoire de la MRC	665 000 \$	159 000 \$
Maskinongé	Ensemble du territoire de la MRC	765 000 \$	179 000 \$
D'Autray	Saint Gabriel, Mandeville, Saint-Cléophas, Saint-Didace, Saint-Norbert, Saint-Gabriel-de-Brandon	825 000 \$	211 000 \$
Les Pays d'en Haut	Ensemble du territoire de la MRC	815 000 \$	209 000 \$
Pierre-De Saurel	Ensemble du territoire de la MRC	900 000 \$	226 000 \$
Arthabaska	Ensemble du territoire de la MRC	860 000 \$	218 000 \$
	Sous-total Volet II	5 670 000 \$	1 397 500 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #4 Section DR	Sommes engagées en 2012-2013 pour la diversification des villes mono-industrielles. Fournir la liste des municipalités ayant reçu une aide en précisant le montant reçu. Ventiler par municipalité et par projet. Résultats obtenus pour chaque projet. Prévisions du montant total disponible pour 2013-2014.
--------------------------	--

Fonds de soutien aux territoires en difficultés (FSTD)

MRC bénéficiant d'un contrat	Territoire couvert	Montant d'aide totale accordée dans le FSTD	Montants engagés en 2012-2013
Volet III			
Les sommes attribuées dans le cadre du volet III sont incluses à même les volets I et II (aide totale de 2,4 M\$)			
Volet IV			
MRC Memphrémagog	Magog, Ayer's Cliff, Eastman, Potton, Stanstead	500 000 \$	100 000 \$
MRC Les Sources	Ensemble du territoire de la MRC	500 000 \$	100 000 \$
MRC du Val-Saint-François	Racine, Cantons de Valcourt et de Melbourne, Lawrenceville, Kingsbury, Richmond, Valcourt, Windsor, Saint-François-Xavier-de-Brompton	500 000 \$	100 000 \$
MRC Vaudreuil-Soulangue	Coteau-du-Lac, Coteaux, Pointe-Fortune, Rigaud, Rivière-Beaudette, Saint-Clet, Sainte-Justine-de-Newton, Sainte-Marthe, Saint-Polycarpe, Saint-Télesphore, Saint-Zotique, Très-Saint-Rédempteur	500 000 \$	100 000 \$
MRC Bellechasse	Ensemble du territoire de la MRC	500 000 \$	100 000 \$
	Sous-total Volet IV	2 500 000 \$	500 000 \$
Volet V			
Les sommes autorisées dans le cadre du volet V sont attribuées en fonction des projets présentés au MAMROT		5 550 000 \$	1 308 728 \$
	Sous-total Volet V	5 550 000 \$	1 308 728 \$
	Total FSTD	52 665 000 \$	10 198 728 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 5
Section DR

Budget de fonctionnement du MAMROT dans chacune des régions du Québec, pour l'exercice 2012-2013 et prévisions pour 2013-2014.

Régions	Budget 2012-2013
Bas-Saint-Laurent	44 269
Saguenay Lac-Saint-Jean	81 500
Capitale-Nationale	7 352
Mauricie	23 653
Estrie	25 941
Outaouais	31 172
Abitibi/Témiscamingue	113 207
Côte-Nord	197 993
Nord-du-Québec	44 274
Gaspésie-îles-de-la-Madeleine	187 287
Chaudière-Appalaches	41 611
Lanaudière	26 519
Laurentides	29 739
Montréal	29 631
Centre-du-Québec	33 443

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #6
Section DR

Sommes versées en 2012-2013 à chacune des conférences régionales des élus en vertu du Fonds de développement régional. Prévisions des sommes allouées au Fonds de développement régional pour 2013-2014.

CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS (CRÉ)	AVANCES DE FONDS EFFECTUÉS EN 2012-2013 (AU 30 NOVEMBRE 2012)
Bas-Saint-Laurent	2 000 000 \$
Saguenay Lac-Saint-Jean	2 000 000 \$
Capitale-Nationale	2 000 000 \$
Mauricie	1 000 000 \$
Estrie	2 000 000 \$
Montréal	3 000 000 \$
Outaouais	1 464 363 \$
Abitibi/Témiscamingue	2 000 000 \$
Côte-Nord	2 000 000 \$
Nord-du-Québec :	
Baie-James	723 324 \$
Crie	500 000 \$
Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	2 000 000 \$
Chaudière/Appalaches	2 000 000 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #6
Section DR

Sommes versées en 2012-2013 à chacune des conférences régionales des élus en vertu du Fonds de développement régional. Prévisions des sommes allouées au Fonds de développement régional pour 2013-2014.

CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS (CRÉ)	AVANCES DE FONDS EFFECTUÉS EN 2012-2013 (AU 30 NOVEMBRE 2012)
Laval	1 000 000 \$
Lanaudière	1 000 000 \$
Laurentides	1 000 000 \$
Montérégie : Longueuil	2 000 000 \$
Est	2 000 000 \$
Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	1 000 000 \$
Centre-du-Québec	2 000 000 \$

La prévision des sommes allouées au Fonds de développement régional en 2013-2014 est de 46 M\$ (incluant les sommes accordées au Secrétariat aux affaires autochtones pour le financement de l'Administration régionale Kativik à titre de CRÉ, ce montant est inclus à l'entente concernant le financement global de l'Administration régionale Kativik).

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 7
Section DR

Pour chaque conférence régionale des élus, indiquer le nombre d'ententes spécifiques qui ont fait l'objet d'une convention en 2012-2013. Pour chaque entente spécifique, indiquer l'objet, la durée, les ressources financières affectées et les engagements de chacune des parties.

Conférence régionale des élus	Nombre d'ententes spécifiques signées par toutes les parties en 2012- 2013 (en date du 30 novembre 2012)	Précisions
01 - Bas-Saint-Laurent	1	Voir annexe 1 (p.1 à 3)
02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	Voir annexe 1 (p.3 à 7)
03 - Capitale-Nationale	0	
04 - Mauricie	2	Voir annexe 1 (p.7 à 14)
05 - Estrie	0	
06 – Montréal	1	Voir annexe 1 (p.14 à 18)
07 - Outaouais	0	
08 - Abitibi-Témiscamingue	0	
09 - Côte-Nord	0	
10 - Administration régionale Kativik	1	Voir annexe 1 (p.19 à 21)
10 - Baie-James	0	
10 - Administration régionale crie	0	
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	0	
12 - Chaudière-Appalaches	1	Voir annexe 1 (p.22 à 27)
13 - Laval	1	Voir annexe 1 (p.27 à 31)
14 - Lanaudière	0	
15 - Laurentides	0	
16 - Montérégie-Est	0	
16 - Longueuil	1	Voir annexe 1 (p.31 à 32)
16 - Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	0	
17 - Centre-du-Québec	1	Voir annexe 1 (p. 32 à 34)

ANNEXE 1

ENTENTES SIGNÉES 2012-2013 AU 30 NOVEMBRE 2012

01- BAS-SAINT-LAURENT

1) Entente de partenariat régional en tourisme (2012-2015)

OBJET DE L'ENTENTE

L'entente a pour objet d'associer les partenaires à la réalisation des priorités régionales de développement de l'offre touristique afin de maximiser l'apport de cette industrie à l'économie dans le respect des mesures, programmes et normes applicables aux partenaires. Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des partenaires et les modalités entourant le soutien à des projets permettant de développer l'offre touristique sur le territoire de la région touristique de l'ATR.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les projets doivent être structurants et contribuer à renouveler l'offre touristique de la région. Ils doivent favoriser l'atteinte de la majorité des objectifs suivants :

- renforcer la notoriété et le pouvoir attractif de la destination;
- participer à la bonification de l'offre touristique par l'amélioration ou l'ajout de produits aptes à stimuler l'augmentation du nombre de touristes dans la région;
- atténuer les écarts de la saisonnalité;
- augmenter le niveau de qualité de l'offre touristique, la complémentarité et la pérennité des produits, des services et des infrastructures;
- viser à l'« exportabilité » de l'offre touristique;
- susciter l'augmentation de la durée de séjour et ainsi du nombre des nuitées;
- favoriser le maintien ou la création d'emplois;
- encourager et promouvoir des pratiques de gestion privilégiant un tourisme durable et responsable;
- promouvoir les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'intervention respectif.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements du MTO

Aux fins de la présente entente, le MTO s'engage à :

- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, sous réserve de la disponibilité des crédits;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de l'ATR

Aux fins de la présente entente, l'ATR s'engage à :

- présider le comité de gestion;

- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, et ce, à partir des revenus de la taxe sur l'hébergement;
- approuver le cadre de gestion de l'Entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- diffuser le guide du promoteur, les dates de tombée ou toute autre information pertinente au regard de l'EPRT;
- recevoir les demandes d'aide financière et valider leur admissibilité;
- produire, pour chaque projet reçu, une fiche d'analyse de projet laquelle doit comprendre minimalement les éléments précisés à l'annexe D;
- transmettre à tous les membres du comité de gestion les fiches d'analyse de projet ainsi qu'un tableau de suivi des projets (annexe E) au plus tard 10 jours avant la tenue d'une rencontre;
- assumer la responsabilité de l'administration, du secrétariat et du soutien professionnel du comité de gestion;
- informer les promoteurs des projets reçus ou du refus de leur projet;
- élaborer et soumettre aux partenaires la convention d'aide financière devant être conclue avec chacun des promoteurs;
- transmettre aux partenaires une copie signée des conventions d'aide financière des projets soutenus, incluant le montage financier des projets;
- respecter le cadre de visibilité libellé à l'annexe C;
- effectuer des demandes de versement aux partenaires tel que précisé à l'article 6.2;
- procéder au versement et au suivi des déboursés des projets retenus dans le cadre de la présente entente;
- assurer la réception de pièces justificatives ou d'attestations d'un comptable reconnu par un ordre (CA, CMA, CGA) confirmant les coûts et le financement de chaque projet retenu;
- produire un bilan annuel tel que prévu à l'annexe F et le transmettre aux partenaires au plus tard 90 jours suivant la fin de l'année financière.
- Administrer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente conformément aux conditions, mesures et normes applicables aux partenaires;
- déposer dans un compte spécifique les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente;
- produire un rapport final sur l'utilisation de la participation financière;
- rembourser aux partenaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente.

Engagements du MAMROT

Aux fins de la présente entente, le MAMROT s'engage à :

- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de la CRÉBSL

Aux fins de la présente entente, la CRÉBSL s'engage à :

- participer financièrement à l'entente, conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, à partir du FDR et dans le respect des normes applicables à ce Fonds, tel que décrit à l'annexe H;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion;
- décider des projets devant bénéficier de sommes provenant du FDR après avoir consulté le comité de gestion.

DURÉE DE L'ENTENTE

L'entente entre en vigueur à la date de sa signature par les partenaires et prend fin le 31 mars 2015. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des partenaires seront complétées à l'égard des projets retenus.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Bailleurs de fonds	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MTO	175 000 \$	175 000 \$	175 000 \$	525 000 \$
ATR	175 000 \$	175 000 \$	175 000 \$	525 000 \$
CRÉBSL	40 000 \$	40 000 \$	40 000 \$	120 000 \$
TOTAL	390 000 \$	390 000 \$	390 00 \$	1 170 000 \$

02- SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

1) Entente spécifique sur la consolidation et le développement de l'exploration minérale dans la région du Saguenay-lac-saint-jean 2012-2015

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet la mise en commun de ressources financières ou autres, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux PARTIES concernées, aux fins, d'une part, de favoriser la continuation du développement et la consolidation de la structure de recherche de type consortium qu'est le CONSOREM, structure alliant les gouvernements, l'entreprise privée et des universités, et, d'autre part, d'accroître la recherche appliquée sur les géotechnologies de l'exploration minérale au Québec et de soutenir des activités de développement minéral au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Elle détermine le rôle et les responsabilités des PARTIES.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

La présente entente a comme objectif de contribuer au succès de l'exploration minérale au Québec et au Saguenay-Lac-Saint-Jean par un développement minéral durable :

En regard de la performance de l'exploration minérale au Québec

- 1.1. Contribuer à la performance des membres industriels de CONSOREM;
- 1.2. Contribuer à la performance de l'ensemble de l'industrie;
- 1.3. Favoriser une interaction et une concertation entre différents intervenants du secteur minéral du Québec;

En regard du développement minéral du Saguenay-Lac-Saint-Jean

- 1.4. Favoriser les activités d'exploration minérale et attirer des entreprises à œuvrer dans la région;
- 1.5. Favoriser une interaction et une concertation régionales entre les intervenants du secteur minéral de la région;

En regard de la formation d'une main-d'œuvre qualifiée en exploration minérale

- 1.6. Offrir de la formation sur mesure à la main-d'œuvre active de l'industrie;
- 1.7. Contribuer à la formation d'étudiants de cycles universitaires en sciences de la Terre

En regard de la pérennité du CONSOREM

- 1.8. Assurer le membership industriel du CONSOREM;
- 1.9. Évaluer l'efficacité et les impacts du CONSOREM;
- 1.10. Assurer le financement du CONSOREM.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

2. ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIES

Dans le respect de leurs politiques et mandats respectifs, les PARTIES s'engagent à :

- Mettre en place le comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente prévu à la clause 9;

- Désigner une représentante ou un représentant pour siéger au comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente;
- Prendre part aux activités du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;
- Soutenir les actions visant l'atteinte des objectifs de l'entente par l'expertise professionnelle et les outils dont elles disposent.

3. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

3.1. Les engagements du MRNF

Aux fins de la présente entente, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune s'engage à :

- 3.1.1. Soutenir financièrement le CONSOREM, pour un montant total de 450 000 \$, à raison d'un montant annuel indiqué au tableau des contributions financières figurant à la clause 6 et selon les modalités de versement prévues à cette clause;
- 3.1.2. Désigner une représentante ou un représentant au conseil d'administration et au comité scientifique du CONSOREM.

3.2. Les engagements du MAMROT

Aux fins de la présente entente, le MAMROT s'engage à :

- 3.2.1. Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- 3.2.2. Être dépositaire de l'entente spécifique.

3.3. Les engagements du MDEIE

Aux fins de la présente entente, le MDEIE s'engage à :

- 3.3.1. Soutenir financièrement la réalisation de projets identifiés par le CONSOREM selon l'offre de services du Ministère, dans la mesure qu'ils soient complémentaires aux autres projets financés par le MDEIE et qu'ils s'inscrivent dans les objectifs de ce dernier.

3.4. Les engagements de la CRÉ

Aux fins de la présente entente, la CRÉ s'engage à :

- 3.4.1. Soutenir financièrement le CONSOREM, dans le cadre du Fonds de développement régional (FDR) en réservant un montant total de 225 000 \$ pour la durée de l'entente, à raison d'un montant annuel indiqué au tableau des contributions financières conformément aux normes et règles de gestion applicables au FDR, au respect de la politique de gestion contractuelle et des règles d'adjudication des contrats en vigueur à la CRÉ, et selon les modalités de versement prévues à la clause 6;
- 3.4.2. Présider le comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente et prendre les décisions concernant l'affectation des sommes d'argent provenant du FDR.

3.5. Les engagements du Consortium de recherche en exploration minérale

En regard de la réalisation des objectifs de la présente entente prévus à la clause 3, le CONSOREM s'engage à :

- 3.5.1. Réaliser des projets de recherche avant-gardistes, innovateurs et répondant aux besoins des entreprises en générant des outils pour l'exploration;

- 3.5.2. Diffuser les outils et les résultats des projets de recherche aux membres du CONSOREM;
- 3.5.3. Assurer le transfert et l'implantation des outils et des résultats des projets de recherche chez les membres industriels du CONSOREM;
- 3.5.4. Augmenter sa capacité de recherche afin de rejoindre les intérêts de l'ensemble des membres industriels du CONSOREM;
- 3.5.5. Procéder à la diffusion publique des outils et des résultats des projets de recherche, notamment par l'organisation d'une session de conférences dans le cadre du congrès annuel du MRNF sur la géologie;
- 3.5.6. Organiser des activités de transfert de connaissance et de formation, notamment par l'organisation d'un atelier dans le cadre du congrès annuel du MRNF sur la géologie;
- 3.5.7. Favoriser l'adhésion de nouveaux membres industriels au CONSOREM;
- 3.5.8. Concerter les intervenants régionaux et définir les priorités régionales en regard du développement minéral au Saguenay–Lac-Saint-Jean;
- 3.5.9. Établir les priorités de recherche et une programmation d'activités annuelles;
- 3.5.10. Procéder à une évaluation des résultats de projets de recherche et de l'impact du CONSOREM;

Aux fins de la présente entente, le CONSOREM s'engage à :

- 3.5.11. Déposer au comité de gestion, de suivi et d'évaluation le document intitulé *CONSOREM – Plan d'action 2012-2015* dans les 90 jours suivant la signature de la présente entente;
- 3.5.12. Réaliser les activités prévues dans le document intitulé *CONSOREM – Plan d'action 2012-2015* qui, conformément à la clause 9, devra être adopté par le comité de gestion, de suivi et d'évaluation de l'entente dans les 90 jours suivant la signature de l'entente;
- 3.5.13. S'adjoindre, pour le financement et la réalisation des livrables définis dans le document *CONSOREM – Plan d'action 2012-2015*, d'autres partenaires financiers provenant d'organismes du milieu (MRC, CLD, etc.) et des ministères intéressés par l'entente;
- 3.5.14. Réaliser les activités pour permettre la concrétisation de la participation financière de 1 808 500 \$ des autres partenaires financiers de CONSOREM, comme défini au tableau des contributions complémentaires présenté à la clause 6;
- 3.5.15. Déposer annuellement au comité de gestion, de suivi et d'évaluation un rapport d'activités;
- 3.5.16. Tenir une comptabilité distincte des contributions financières faites en application de la présente entente et déposer un rapport financier annuel au comité de gestion, de suivi et d'évaluation;
- 3.5.17. Déposer, dans les 90 jours de l'expiration de la présente entente, au comité de gestion, de suivi et d'évaluation un bilan global quant à l'atteinte des objectifs prévus à la clause 3 et à la réalisation des activités prévues au document *CONSOREM – Plan d'actions 2012-2015*;
- 3.5.18. Déposer, dans les 90 jours de l'expiration de la présente entente, au comité de gestion, de suivi et d'évaluation un rapport financier global;
- 3.5.19. Déposer au comité de gestion, de suivi et d'évaluation, d'ici le 1^{er} janvier 2013, un plan d'action spécifique en regard des objectifs spécifiques définis aux clauses 3.4 et 3.5;

- 3.5.20. Organiser des rencontres et des échanges entre les membres et les chercheurs du CONSOREM sur les projets de recherche en cours ou à développer, ainsi que sur l'implantation des outils et des résultats de ces projets;
- 3.5.21. Présenter aux membres du CONSOREM les géotechnologies développées et faire la démonstration de leur applicabilité;
- 3.5.22. Former et animer un comité scientifique qui établira la programmation scientifique du CONSOREM et dont la composition sera déterminée annuellement par le conseil d'administration;
- 3.5.23. Réserver, pour la durée de l'entente, un siège aux représentantes ou aux représentants désignés du MRNF et de l'UQAC sur le conseil d'administration et sur le comité scientifique;
- 3.5.24. Assurer le maintien d'une équipe de recherche performante;
- 3.5.25. Réaliser des activités favorisant l'augmentation du nombre de ses membres;
- 3.5.26. Participer aux travaux du comité de gestion, de suivi et d'évaluation et en assumer le support clérical;
- 3.5.27. Participer activement au congrès annuel du MRNF sur la géologie pendant toute la durée de l'entente en organisant une session de conférences inscrite au programme officiel et un atelier thématique en lien avec ses projets de recherche.

3.6. Les engagements de l'Université du Québec à Chicoutimi

Aux fins de la présente entente, l'UQAC s'engage à :

- 3.6.1. Soutenir financièrement le CONSOREM, pour un montant évalué à 50 000 \$ par année, en biens et services, selon les indications prévues au tableau des contributions financières et les modalités de versement prévues à la clause 6;
- 3.6.2. Désigner une représentante ou un représentant au « conseil d'administration » et au « comité scientifique » du CONSOREM;
- 3.6.3. Maintenir la politique de frais indirects utilisés dans l'entente 2007-2012, à savoir 15 % sur les contributions industrielles.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente prend effet à la date de signature par les PARTIES. Elle aura une durée de trois ans. Elle portera sur les années financières gouvernementales 2012-2013 à 2014-2015.

À l'expiration de la présente entente, le CONSOREM doit rembourser au MRNF, à la CRÉ et à l'UQAC tout montant non utilisé associé à la présente entente.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Modalités de versement des contributions financières

- 6.1 Pour la première année de l'entente, le MRNF et la CRÉ s'engagent à verser au CONSOREM leur contribution annuelle respective, comme indiqué dans le tableau des contributions financières qui suit, en un seul versement et dans les 30 jours suivant la signature de l'entente;
- 6.2 Pour les années subséquentes, le MRNF et la CRÉ s'engagent à verser au CONSOREM leur contribution annuelle respective, comme indiqué dans le tableau des contributions financières qui suit, en un seul versement et dans les 30 jours suivant la réception d'une recommandation positive du comité de gestion, de suivi et d'évaluation.

Pour émettre une recommandation positive, le comité de gestion, de suivi et d'évaluation devra tenir compte, après analyse, de l'accomplissement des engagements de CONSOREM et de l'atteinte des objectifs prévus à la clause 3 et à la clause 5.5.14.

1) Contributions des partenaires signataires de l'entente

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	TOTAL
MRNF	150 000 \$	150 000 \$	150 000 \$	450 000 \$
CRÉ	75 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	225 000 \$
UQAC ¹	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	150 000 \$
Total	275 000 \$	275 000 \$	275 000 \$	825 000 \$

2) Contributions complémentaires

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	TOTAL
Partenaires industriels ²	301 000 \$	327 500 \$	355 000 \$	983 500 \$
DEC	225 000 \$ ³	225 000 \$ ³	225 000 \$	675 000 \$
Autres	50 000 \$ ⁴	50 000 \$ ⁴	50 000 \$ ⁴	150 000 \$ ⁴
Total	576 000 \$	602 500 \$	630 000 \$	1 808 500 \$
Grand total	851 000 \$	877 500 \$	905 000 \$	2 633 500 \$

¹ Montant de la contribution en biens et services de l'Université évaluée à 50 000 \$/an, pour la durée de l'entente.

² La contribution des partenaires industriels provient de la cotisation des membres du CONSOREM avec augmentation annuelle à être approuvée en assemblée générale des membres.

³ Contribution 2012-2014 confirmée par l'entremise d'une entente entre le CONSOREM et DEC.

⁴ Contribution à adjoindre au financement et à la réalisation des livrables d'autres partenaires provenant d'organismes du milieu (MRC, CLD, etc.) et des ministères (MDEIE ou Emploi-Québec) intéressés par l'ente

04-MAURICIE

1) Entente spécifique sur le développement du tourisme culturel d'expérience dans la région de la Mauricie 2011-2014

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des **PARTIES** à l'égard de la réalisation de projets ou d'initiatives visant à promouvoir le développement culturel, touristique et économique de la région de la Mauricie par le biais du tourisme culturel d'expérience. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par la présente entente sont de :

- **Réseauter, concerter et outiller des intervenants en tourisme culturel d'expérience**
 - Mettre sur pied un service de conseils et d'accompagnement;
 - Mettre en place un « Club produits ».
- **Consolider et développer l'offre de produits de tourisme culturel d'expérience**
 - Soutenir l'émergence de « produits porteurs » et de « produits d'expérimentation ».
- **Promouvoir et commercialiser le tourisme culturel d'expérience**
 - Mettre en œuvre un plan de commercialisation collectif des produits développés;
 - Soutenir les actions de commercialisation des promoteurs de tourisme culturel d'expérience;

- Soutenir la commercialisation collective des produits muséaux en tourisme culturel d'expérience;
- Soutenir les actions de commercialisation d'Expérience métiers d'art.
- **Mettre en œuvre et gérer les actions**
 - Suivre et évaluer en continu les réalisations;
 - Mettre en œuvre et assurer le suivi de la présente entente, du plan d'action et du budget de la stratégie.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagement du MCCCCF

Le **MCCCCF** s'engage à :

Conformément à la lettre d'annonce du 12 janvier 2012 dans laquelle la Ministre s'est engagée à accorder, à la **CRÉ**, une subvention de 105 000 \$ pour la mise en œuvre de la présente entente, la Ministre versera à la **CRÉ** la somme de 105 000 \$ répartie sur trois années financières gouvernementales, de la façon suivante :

- a) une somme de 5 000 \$ à même les crédits de l'année financière 2011-2012;
- b) une somme de 50 000 \$ à même les crédits de l'année financière 2012-2013;
- c) une somme de 50 000 \$ à même les crédits de l'année financière 2013-2014.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de la présente entente;

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports d'activités, des documents faisant état de l'atteinte des résultats et des rapports financiers de chacune des années financières.

Engagement de l'ATR

L'**ATR** s'engage à :

Dans le cadre de ses activités de soutien financier et sous réserve de la disponibilité de crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 22 500 \$, soit 7 500 \$ par année, de 2011-2012 à 2013-2014, somme qui sera versée à **CULTURE MAURICIE**;

Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 27 500 \$ provenant du Fonds de partenariat en tourisme pour l'année 2012-2013, somme qui sera versée à **CULTURE MAURICIE**;

Pour la première année, les sommes accordées par l'**ATR** seront versées à **CULTURE MAURICIE** dans les meilleurs délais suivant la signature de la présente entente;

Pour les deux années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports d'activités, des documents faisant état de l'atteinte des résultats et des rapports financiers de chacune des années financières;

À l'intérieur de son réseau d'intervention, faire la promotion du tourisme culturel d'expérience et inciter les partenaires touristiques à collaborer dans la réalisation de la présente entente.

Engagement des CLD

Les **CLD** s'engagent à :

Sous réserve de la disponibilité de crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en réservant chacun une somme minimale de 10 000 \$ en 2012-2013 afin de supporter les projets ou initiatives de tourisme culturel d'expérience sur leur territoire;

Mettre en œuvre sur leur territoire le plan d'action, incluant l'annexe sur les critères et modalités d'attribution des aides financières, approuvés par le comité de gestion;

Faire la promotion du tourisme culturel d'expérience sur leur territoire et inciter les organismes à collaborer dans la réalisation de la présente entente et, le cas échéant, à déposer des demandes d'aide financière.

Engagement de la CRÉ

La **CRÉ** s'engage à :

Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en réservant une somme totale de 150 000 \$, provenant du Fonds de développement régional « FDR - Volet Ententes spécifiques », conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds;

En outre de la somme de 150 000 \$ provenant du Fonds de développement régional, qui sera versée, par la **CRÉ**, à **CULTURE MAURICIE**, la **CRÉ** versera également, à **CULTURE MAURICIE**, la contribution de 105 000 \$ reçue du **MCCCF**. Ces sommes seront versées de la façon suivante :

- Une somme de 70 000 \$ sera versée à la signature de la présente entente;
- Une somme de 45 000 \$ sera versée après qu'elle ait approuvé, après avoir consulté le comité de gestion, le plan d'action 2011-2014, le rapport annuel couvrant la période du 1^{er} octobre 2011 au 31 mars 2012 ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 mars 2012;
- Une somme de 15 000 \$ sera versée après qu'elle ait approuvé, après avoir consulté le comité de gestion, le rapport d'étape des activités qu'elle a autorisé préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 décembre 2012;
- Une somme de 95 000 \$ sera versée après qu'elle ait approuvé, après avoir consulté le comité de gestion, le rapport annuel des activités qu'elle a autorisé préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 mars 2013;
- Une somme de 20 000 \$ sera versée après qu'elle ait approuvé, après avoir consulté le comité de gestion, le rapport d'étape des activités qu'elle a autorisé préalablement ainsi qu'un état des revenus et dépenses au 31 décembre 2013;
- Une somme de 10 000 \$ sera versée après qu'elle ait approuvé, après avoir consulté le comité de gestion, le rapport annuel des activités qu'elle a autorisé préalablement et les états des revenus et dépenses pour l'exercice 2013-2014, le rapport final des activités qu'elle a autorisé préalablement, ainsi que les résultats d'ensemble obtenus par la mise en œuvre de la présente entente et les perspectives de développement qui en découlent.

Organiser, conjointement avec **CULTURE MAURICIE**, les rencontres du comité de gestion de la présente entente; organiser les rencontres du comité de suivi de la présente entente.

Prendre connaissance des recommandations du comité de gestion et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR.

Engagement du MAMROT

Le **MAMROT** s'engage à :

Favoriser la collaboration et la concertation des **PARTIES** pour la mise en œuvre de la présente entente;

Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de la présente entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;

Être dépositaire de la présente entente.

Engagement de CULTURE MAURICIE

CULTURE MAURICIE s'engage à :

Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en administrant les sommes provenant du **MCCCF** et de l'**ATR**, selon les décisions du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables. Dans le cas des sommes provenant du Fonds de développement régional, elles devront être approuvées préalablement par la **CRÉ** conformément aux règles applicables à ce fonds;

Déposer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente dans un compte spécifique;

Effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;

Assumer la coordination du comité de gestion et organiser, conjointement avec la **CRÉ**, les rencontres;

Tenir à jour une compatibilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de la présente entente et remettre les rapports au comité de gestion;

Préparer et déposer au comité de gestion le plan d'action triennal et ses révisions, de même qu'un cadre d'évaluation de l'atteinte des résultats de la présente entente;

Déposer chaque année au comité de gestion, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;

À partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de gestion, produire au terme de l'application de la présente entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des résultats de la présente entente;

S'assurer que les organismes subventionnés utilisent et affectent les sommes reçues, exclusivement aux fins de la réalisation de projets ou d'initiatives prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;

Percevoir des organismes subventionnés toute somme utilisée à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2014 ou à la date où son objet et les obligations qui y sont prévues auront été réalisées. Elle prend effet, rétroactivement le 1^{er} octobre 2011.

À l'expiration de la présente entente, **CULTURE MAURICIE** doit rembourser au **MCCCF**, à la **CRÉ** et à l'**ATR** toute somme non utilisée de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Les **PARTIES** conviennent du plan de financement suivant :

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	Total
MCCCF*	5 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	105 000 \$
CRÉ		75 000 \$	75 000 \$	150 000 \$
ATR	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	22 500 \$
ATR-FPT		27 500 \$		27 500 \$
CLD**		60 000 \$		60 000 \$
Total	12 500 \$	220 000 \$	132 500 \$	365 000 \$

* Conformément à la lettre d'annonce du 12 janvier 2012 dans laquelle la ministre s'est engagée à accorder à la **CRÉ**, une subvention de 105 000 \$ pour la mise en œuvre de la présente entente.

** Selon les spécifications de la clause 5.3.1.

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'associer les partenaires à la réalisation des priorités régionales de développement de l'offre touristique afin de maximiser l'apport de cette industrie à l'économie dans le respect des mesures, programmes et normes applicables aux partenaires. Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des partenaires et les modalités entourant le soutien à des projets permettant de développer l'offre touristique sur le territoire de la région touristique de l'ATR.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les partenaires conviennent de travailler en étroite collaboration, dans le respect de leurs mandats respectifs, en vue de renouveler l'offre touristique en région en fonction des priorités touristiques régionales de l'ATR.

Les projets doivent être structurants et contribuer à renouveler l'offre touristique de la région. Ils doivent favoriser l'atteinte de la majorité des objectifs suivants :

- renforcer la notoriété et le pouvoir attractif de la destination;
- participer à la bonification de l'offre touristique par l'amélioration ou l'ajout de produits aptes à stimuler l'augmentation du nombre de touristes dans la région;
- atténuer les écarts de la saisonnalité;
- augmenter le niveau de qualité de l'offre touristique, la complémentarité et la pérennité des produits, des services et des infrastructures;
- viser à l'« exportabilité » de l'offre touristique;
- susciter l'augmentation de la durée de séjour et ainsi du nombre des nuitées;
- favoriser le maintien ou la création d'emplois;
- encourager et promouvoir des pratiques de gestion privilégiant un tourisme durable et responsable;
- promouvoir les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'intervention respectif.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements généraux

Aux fins de la présente entente, les partenaires s'engagent conjointement à :

- mettre en place un comité de gestion, présidé par un représentant de l'ATR et composé de représentants de tous les partenaires de la présente entente;
- confier à l'ATR la responsabilité d'effectuer ou de faire effectuer les analyses des projets en fonction des catégories de projets décrits à l'annexe A et dans le respect des normes applicables au Fonds de développement régional (FDR) décrites à l'annexe H, et transmettre ses conclusions au comité de gestion;
- conclure des conventions d'aide financière avec les promoteurs, procéder aux versements de l'aide financière et effectuer une reddition de comptes;
- payer, à cette fin, la couverture des frais de gestion, dans une proportion d'un maximum de 7,5 %, à même leur contribution respective;
- respecter le code d'éthique des membres du comité de gestion tel que libellé à l'annexe G.

Engagements du MTO

Aux fins de la présente entente, le MTO s'engage à :

- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, sous réserve de la disponibilité des crédits;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de l'ATR

Aux fins de la présente entente, l'ATR s'engage à :

- présider le comité de gestion;
- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, et ce, à partir des revenus de la taxe sur l'hébergement;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- diffuser le guide du promoteur, les dates de tombée ou toute autre information pertinente au regard de l'EPRT;
- transmettre à tous les membres du comité de gestion les fiches d'analyse de projet ainsi qu'un tableau de suivi des projets (annexe E) au plus tard 10 jours avant la tenue d'une rencontre;
- assumer la responsabilité de l'administration, du secrétariat et du soutien professionnel du comité de gestion;
- informer les promoteurs des projets de l'acceptation ou du refus de leur projet;
- élaborer et soumettre aux partenaires la convention d'aide financière devant être conclue avec chacun des promoteurs;
- transmettre aux partenaires une copie signée des conventions d'aide financière des projets soutenus, incluant le montage financier des projets;
- respecter le cadre de visibilité libellé à l'annexe C;
- effectuer des demandes de versement aux partenaires tel que précisé à l'article 6.2.;
- procéder au versement et au suivi des déboursés des projets retenus dans le cadre de la présente entente;
- assurer la réception de pièces justificatives ou d'attestations d'un comptable reconnu par un ordre (CA, CMA, CGA) confirmant les coûts et le financement de chaque projet retenu;
- produire un bilan annuel tel que prévu à l'annexe F et le transmettre aux partenaires au plus tard 90 jours suivant la fin de l'année financière;
- administrer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente conformément aux conditions, mesures et normes applicables aux partenaires;
- déposer dans un compte spécifique les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente;
- produire un rapport final sur l'utilisation de la participation financière;
- rembourser aux partenaires tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

Engagements du MAMROT

Aux fins de la présente entente, le MAMROT s'engage à :

- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de la CRÉ de la Mauricie

Aux fins de la présente entente, la CRÉ de la Mauricie s'engage à :

- participer financièrement à l'entente, conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, à partir du FDR et dans le respect des normes applicables à ce fonds, tel que décrit à l'annexe H;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion;
- décider des projets devant bénéficier de sommes provenant du FDR après avoir consulté le comité de gestion.

Engagements du CLD Mékinac, du CLD Haut-Saint-Maurice, du CLD des Chenaux, du CLD de la MRC de Maskinongé, de l'Office de tourisme, foires et congrès de Shawinigan et de IDÉ Trois-Rivières.

Aux fins de la présente entente, les CLD et l'Office de tourisme, foires et congrès de Shawinigan s'engagent à :

- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- recevoir les demandes d'aide financière et valider leur admissibilité;
- produire, pour chaque projet reçu, une fiche d'analyse de projet, laquelle doit comprendre minimalement les éléments précisés à l'annexe D;
- désigner 2 représentants, soit un provenant du milieu rural et un provenant du milieu urbain, et ce, pour toute la durée de l'Entente, pour participer aux travaux du comité de gestion.

DURÉE DE L'ENTENTE

Dates de début et de fin

L'entente entre en vigueur à la date de sa signature par les partenaires et prend fin le 31 mars 2015. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des partenaires seront complétées à l'égard des projets retenus.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Plan de financement

La participation financière des partenaires à l'entente est la suivante :

Bailleurs de fonds	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MTO	170 000 \$	170 000 \$	160 000 \$	500 000 \$
ATR	170 000 \$	170 000 \$	160 000 \$	500 000 \$
CRÉ de la Mauricie	45 000 \$	47 500 \$	47 500 \$	140 000 \$
CLD Mékinac	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$
CLD Haut-Saint-Maurice	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	22 500 \$
CLD des Chenaux	5 000 \$	5 000 \$	5 000 \$	15 000 \$
CLD de la MRC de Maskinongé	7 500 \$	7 500 \$	7 500 \$	22 500 \$
Ville de Shawinigan	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
IDÉ Trois-Rivières	10 000 \$	10 000 \$	10 000 \$	30 000 \$
Grand total	430 000 \$	432 500 \$	412 500 \$	1 275 000 \$

La contribution totale du MTO prévue dans l'entente doit toujours être égale à celle de l'ATR.

La participation financière du MTO pour un projet donné doit toujours être égale à celle de l'ATR.

Modalités de versement des contributions

Le versement des contributions s'effectue selon les modalités suivantes :

Pour le MTO

Sur présentation par l'ATR de demandes de remboursement des sommes engagées dans les conventions d'aide financière conclues avec les promoteurs, le MTO effectuera dans les 30 jours les versements dus à l'ATR. Le MTO ne traitera cependant pas plus de 4 demandes de remboursement par exercice financier.

Les frais de gestion établis à un taux maximal de 5 % sont facturables au même moment et à l'intérieur de la limite d'engagement total du MTO.

Pour la CRÉ de la Mauricie

La CRÉ de la Mauricie s'engage à verser deux fois par année, soit en octobre et en février, sa contribution à l'ATR après avoir décidé des projets devant bénéficier des

fonds provenant du FDR. Pour ce faire, elle peut demander l'avis du comité de gestion de la présente entente.

Les frais de gestion établis à un taux maximal de 5 % sont versés au même moment et à l'intérieur de la limite d'engagement total de la CRÉ de la Mauricie.

Les montants du FDR engagés par la CRÉ de la Mauricie sont payables uniquement lorsqu'elle aura approuvé les projets devant en bénéficier.

Pour le CLD Mékinac, le CLD Haut-Saint-Maurice, le CLD des Chenaux, le CLD de la MRC de Maskinongé, l'Office de tourisme, foires et congrès de Shawinigan et IDÉ Trois-Rivières

Chacun des CLD et l'Office de tourisme, foires et congrès de Shawinigan s'engagent à verser deux fois par année, soit en octobre et en février, sa contribution à l'ATR, à la suite d'une recommandation positive du comité de gestion, selon le plan de financement établi.

Les frais de gestion établis à un taux maximal de 5 % sont facturables au même moment et à l'intérieur de la limite d'engagement total de chacun des CLD et de la Ville de Shawinigan.

Écarts

Les partenaires conviennent de rectifier dans les meilleurs délais, via le comité de gestion, tout écart entre le montant engagé et le montant réellement payé aux fins de l'entente, et veilleront à ce qu'au 1^{er} octobre 2015, tout déséquilibre ait été rectifié, étant entendu que la contribution du MTO ne sera jamais supérieure à celle prévue à l'article 6.1.

06-MONTRÉAL

1) Entente spécifique portant sur la persévérance scolaire et la valorisation de l'éducation dans la région de Montréal, 2010-2013

2. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet la mise en commun de ressources financières destinées à la réalisation d'actions concertées visant le développement de projets et activités, dans la région de Montréal, en persévérance scolaire et valorisation de l'éducation dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux **PARTIES** concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des **PARTIES**.

3. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les **PARTIES** conviennent, dans le respect de leur mandat respectif et dans l'optique de contribuer à long terme au plein développement social, économique et culturel de la région de Montréal et de ses habitants, de travailler en étroite collaboration à l'atteinte de deux grands objectifs :

- favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative des jeunes Montréalaises et Montréalais;
- promouvoir le développement d'une culture régionale de valorisation de l'éducation.

3.1 OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

LES **PARTIES** CONVIENNENT DE POURSUIVRE, PAR LEUR ACTION, LES VISÉES SUIVANTES :

- 3.1.1 réduire l'incidence du phénomène de décrochage scolaire qui touche, dans la région de Montréal, plus d'un garçon sur trois et une fille sur quatre;
- 3.1.2 augmenter de manière durable le nombre de jeunes Montréalaises et Montréalais qui obtiennent un premier diplôme ou une première qualification;
- 3.1.3 positionner publiquement l'éducation comme un enjeu majeur du développement de la région de Montréal et de sa population;
- 3.1.4 renforcer la concertation, le partenariat et la solidarité intra et interordres dans une visée de continuum de formation et de réussite éducative globale;

- 3.1.5 renforcer la cohérence et la complémentarité de toutes les interventions menées en faveur de la réussite et la de la persévérance scolaires dans une perspective de gestion par résultats;
- 3.1.6 renforcer la concertation, le partenariat et la solidarité entre les partenaires signataires de la présente entente afin de favoriser l'émergence d'initiatives intersectorielles favorisant la persévérance scolaire des jeunes Montréalais;
- 3.1.7 mettre en valeur la diversité, la qualité et l'innovation dont la région de Montréal fait preuve en matière d'éducation et de soutien à l'apprentissage;
- 3.1.8 dégager les tendances et enjeux éducationnels auxquels la région de Montréal aura à faire face dans l'avenir;
- 3.1.9 renforcer le sentiment de responsabilité collective à l'égard de la réussite éducative de tous et toutes, et ce, à l'ensemble des niveaux et filières de formation.

6. ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX DES PARTIES

- 6.1 Les **PARTIES** s'engagent à mettre en place un comité de gestion de l'entente et à y désigner un représentant, à respecter le rôle et à collaborer aux travaux du comité. La composition et le rôle de ce comité sont détaillés à l'article 10.
- 6.2 Les **PARTIES** conviennent de désigner la **CRÉ** comme coordonnateur du comité de gestion et lui confier le suivi administratif et financier des sommes qui lui seront versées à ce titre dans le cadre de la présente entente.
- 6.3 Chacune des **PARTIES** s'engage à contribuer à la mobilisation régionale en lien avec les objectifs de la présente entente.

7. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

7.1 Engagements du MELS

- 7.1.1 S'assurer, dans une perspective d'optimisation des ressources et en concertation avec les autres partenaires signataires de l'entente, de la complémentarité et de la cohérence des actions qui seront financées dans le cadre de la présente entente avec les projets qui seront financés dans le cadre de l'entente de 1 500 000 \$, sur trois ans, signée entre le **MELS** et le **RRM** et portant sur le financement de projets communautaires ciblant les jeunes à risque au secondaire dans les quartiers les plus défavorisés de Montréal.
- 7.1.2 Poursuivre la mise en œuvre des voies de réussite décrites dans la stratégie d'action ministérielle « *L'école j'y tiens* » et qui visent à atteindre l'objectif de 80 % de taux de diplomation ou de qualification chez les élèves de moins de 20 ans.
- 7.1.3 Désigner un représentant au comité de gestion de l'entente.

7.2 Engagements du MAMROT

- 7.2.1 Assurer la collaboration des partenaires gouvernementaux dans la réalisation de l'entente.
- 7.2.2 Informer la Conférence administrative régionale (CAR) de Montréal des travaux en lien avec la mise en œuvre de l'entente.
- 7.2.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.3 Engagements du MICC

- 7.3.1 Déployer le programme Valorisation jeunesse.
- 7.3.2 Collaborer avec le **MELS** pour tenir à jour un portrait de la persévérance scolaire chez la population immigrante à Montréal.
- 7.3.3 Acquérir une meilleure connaissance de la particularité de la situation et des difficultés rencontrées par les personnes immigrantes dans la persévérance scolaire à Montréal.
- 7.3.4 Affecter, pour la réalisation de l'article 4.2, un montant annuel de 40 000 \$, pour la deuxième et la troisième année de l'entente, soit 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.3.5 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.4 Engagements du **MFA**

- 7.4.1 Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en mettant à la disposition de la **CRÉ** une somme de 48 000 \$ afin de soutenir la réalisation de projets concertés en prévention du décrochage auprès des enfants 0-5 ans dans les secteurs ciblés du plan d'action de **RRM**. Les projets soutenus devront s'adresser aux familles d'enfants 0-5 ans et les activités devront s'inscrire dans la mission du **MFA**. Les projets devront avoir comme objectif de mieux préparer les enfants à l'entrée à l'école. La Direction régionale de Montréal devra être associée aux choix des projets financés.
- 7.4.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.5 Engagements d'**Emploi-Québec**

- 7.5.1 Verser, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires, de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques et normes de gestion, par l'intermédiaire du Conseil régional des partenaires du marché du travail de Montréal (CRPMT), afin de soutenir financièrement la mise en œuvre de projets pour un montant total de 100 000 \$ pour l'année 2011-2012, et ce, tel qu'indiqué au tableau des contributions financières et selon les modalités définies à l'article 9. Toutefois, un montant non déterminé pourra être déposé pour l'année 2012-2013 sous réserve de la disponibilité de crédits.
- 7.5.2 Ce support financier est conditionnel à la réalisation d'activités dans le cadre des mesures d'**Emploi-Québec** financées par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT), telles et selon les normes de gestion de ce fonds.
- 7.5.3 Participer aux activités de développement par l'entremise de son expertise en matière d'information sur le marché du travail à la mise en place d'une *Cité des métiers* inspirée du modèle français.
- 7.5.4 Faire état du suivi de l'entente auprès du CRPMT.
- 7.5.5 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.6 Engagements de la **CRÉ**

- 7.6.1 Affecter, à même le Fonds de développement régional (FDR), un montant de 70 000 \$ pour la première année de l'entente, soit 2010-2011 : 60 000 \$ versés au **RRM** pour la réalisation de son plan d'action et 10 000 \$ consacrés à la réalisation d'études dans le cadre du projet de *Cité des métiers*.
- 7.6.2 Affecter, sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.6.3 Assurer la coordination du comité de gestion, en assumant les tâches décrites à l'article 6.2, ainsi que la mise en œuvre de l'entente.
- 7.6.4 Agir comme fiduciaire de l'entente et voir, par conséquent, à la saine gestion administrative et budgétaire des fonds dévolus par les partenaires financiers de la présente entente ainsi qu'aux projets inhérents.

La **CRÉ**, avec la collaboration du **FJÎM**, gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse pour la région de Montréal, s'engage à :

- 7.6.5 affecter, à même le Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), un montant de 300 000 \$ pour le financement de projets s'adressant aux jeunes de 12 à 30 ans selon le principe du Par et Pour les jeunes avec une attention particulière au niveau du raccrochage scolaire, de la reconnaissance de l'engagement des jeunes et de la conciliation études, travail, vie;
- 7.6.6 assurer la participation d'un représentant du **FJÎM** au comité de gestion de l'entente.

7.7 Engagements de la **CSDM**

- 7.7.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.
- 7.7.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.8 Engagements de la **CSEM**

7.8.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

7.8.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.9 Engagements de la **CSLBP**

7.9.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

7.9.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.10 Engagements de la **CSMB**

7.10.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

7.10.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.11 Engagements de la **CSPI**

7.11.1 Verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant de 100 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 100 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013.

7.11.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.12 Engagements de l'**ASSSM**

7.12.1 Verser au **RRM** une contribution financière de 10 000 \$ pour la première année où l'entente est en vigueur, soit 2010-2011, et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 10 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013, afin de soutenir la création d'un mécanisme de documentation et d'évaluation régional capable de rendre compte de l'évolution de la réalité des enjeux proprement montréalais en matière de persévérance scolaire.

7.12.2 Contribuer, sous réserve des disponibilités financières, à la mise en œuvre de la présente entente en mettant à la disposition de la **CRÉ** une somme de 50 000 \$ pour l'année 2010-2011, une somme de 100 000 \$ pour l'année 2011-2012 et une somme de 100 000 \$ pour l'année 2012-2013, afin de soutenir la mise en place d'une *Cité des métiers* inspirée du modèle français et vouée à la promotion et à l'exploration des métiers et professions ainsi qu'à l'accompagnement des clientèles vers les formations professionnelles et techniques y étant reliées.

7.12.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.13 Engagements de la **VILLE**

7.13.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, verser au **RRM**, afin de réaliser ses objectifs de mobiliser les partenaires régionaux et de développer des actions permettant d'accroître la persévérance, la réussite et le raccrochage scolaire des jeunes de la région de Montréal, un montant annuel de 15 000 \$ pour les périodes 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 15 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été versé.

7.13.1 Sous réserve de la disponibilité des crédits, verser au **RRM** pour la réalisation du projet « *Espace Ados* », un montant annuel de 50 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 50 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été versé.

7.13.2 Sous réserve de la disponibilité des crédits, investir, en collaboration et en complémentarité des actions menées par le **RRM**, dans la maintenance et la médiation d'un portail web jeunesse des bibliothèques publiques de la **VILLE** qui permettra, entre autres, la promotion de la lecture et de diverses activités culturelles, de soutenir les jeunes dans leurs devoirs ainsi que d'outiller les parents et intervenants à l'éveil à la lecture et sous réserve de la disponibilité des crédits, un montant annuel de 162 000 \$ pour les années 2011-2012 et 2012-2013. Un montant de 162 000 \$ pour la période 2010-2011 a déjà été investi.

7.13.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.14 Engagements de **R²**

7.14.1 Contribuer, en respect de l'entente de partenariat entre le gouvernement du Québec et la Fondation Lucie et André Chagnon, à la mise en œuvre d'un plan stratégique régional/local concerté par le **RRM** en mettant à sa disposition une enveloppe annuelle cible de 1 500 000 \$ jusqu'à concurrence d'une contribution maximale, au terme de la présente entente, de 4 500 000 \$. L'enveloppe cible sera attribuée partiellement ou totalement à la suite de l'acceptation par le conseil d'administration de **R²** de demandes annuelles de soutien et sous réserve du respect des critères d'attribution énoncés dans la plateforme de financement de **R²**.

7.14.2 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

7.15 Engagements de **RRM**

7.15.1 Assurer la réalisation et l'atteinte des objectifs de l'entente.

7.15.2 Administrer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes, et normes applicables.

7.15.3 Désigner un représentant sur le comité de gestion de l'entente.

9. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

	2010-2011	2011-2012	2012-2013	TOTAUX
MELS*	500 000 \$	500 000 \$	500 000 \$	1 500 000 \$
MICC	0 \$	40 000 \$	40 000 \$	80 000 \$
MFA	48 000 \$	0 \$	0 \$	48 000 \$
Emploi-Québec	0 \$	100 000 \$	À confirmer \$	100 000 \$
CRÉ				
- FDR	70 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	270 000 \$
- FRIJ	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSDM	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSEM	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSLBP	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSMB	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
CSPI	100 000 \$	100 000 \$	100 000 \$	300 000 \$
ASSSM	60 000 \$	110 000 \$	110 000 \$	280 000 \$
VILLE	227 000 \$	227 000 \$	227 000 \$	681 000 \$
R²	1 500 000 \$	1 500 000 \$	1 500 000 \$	4 500 000 \$
TOTAUX	3 005 000 \$	3 177 000 \$	3 077 000 \$	9 259 000 \$

* LA SOMME DE 1 500 000 \$ CORRESPOND À LA SOMME DÉJÀ ENGAGÉE PAR LE **MELS** DANS LE CADRE D'UNE ENTENTE CONCLUE ANTÉRIEUREMENT AVEC **RRM**.

12. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les **PARTIES** et prend fin le 31 mars 2013. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des **PARTIES** seront complétées à l'égard des actions retenues et n'est pas sujette à reconduction tacite.

1) Entente spécifique de mise en œuvre de l'approche de gestion intégrée et régionalisée du ministère des Ressources naturelles et de la Faune dans la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des PARTIES à l'égard de la réalisation des activités, des projets et des initiatives visant à favoriser le développement économique de la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik, en matière de faune, territoire, forêt, énergie et mines, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables. Elle détermine le rôle et les responsabilités des PARTIES.

Plus spécifiquement, l'entente vise à financer l'ARK pour les travaux d'élaboration du PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Le MRNF s'engage à :

Verser à l'ARK, un montant maximal de cinq cent mille dollars (500 000,00 \$) selon les modalités suivantes :

- 40 % du montant maximal dans les trente (30) jours suivant la signature de l'entente;
- 30 % du montant maximal à la suite de l'approbation, par le MRNF, du plan d'action 2011-2013 de l'ARK;
- 20 % du montant maximal à la suite du dépôt par l'ARK du rapport d'activité intérimaire visé à l'article 3.2.9 de l'entente, au plus tard le 1^{er} avril 2012;
- 10 % du montant maximal à la suite du dépôt par l'ARK du rapport d'activité final visé à l'article 3.2.9 de l'entente, au plus tard le 30 juin 2013.

Déposer à l'ARK les documents de soutien nécessaires au déroulement des travaux, dont notamment le cadre de référence du PRDIRT;

Désigner le directeur général du Nord-du-Québec du MRNF à titre d'interlocuteur auprès de l'ARK pour la soutenir dans la réalisation de son mandat;

Offrir l'accompagnement nécessaire pour faciliter la réalisation du PRDIRT;

Convenir avec l'ARK des éléments d'un plan d'action 2011-2013 qui précisera notamment des activités à réaliser au cours de cette période, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers, et qui prévoira une répartition de l'aide financière allouée entre les activités à réaliser;

Diffuser toute l'information requise sur le PROGRAMME auprès des organismes intéressés et de la population;

Rendre compte publiquement de la gestion et des résultats globaux du PROGRAMME dans son rapport annuel de gestion;

Procéder, lorsque requis, à la consultation des communautés autochtones dans le respect des modalités touchant la consultation et la participation à la gestion du territoire et des ressources définies dans les conventions nordiques sur leur territoire d'application;

Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente;

Mettre en place une approche de coopération en réseau relativement au partage de l'information géographique nécessaire à l'élaboration du PRDIRT. Cette approche fera l'objet d'un contrat particulier qui décrira les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique;

Déposer, dans les quatre-vingt-dix (90) jours du dépôt par l'ARK du PRDIRT, un avis ministériel sur celui-ci et entreprendre les négociations afin de convenir, le cas échéant, d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT;

Si les PARTIES y consentent, entreprendre des discussions sur la pertinence de mettre en place une Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire pour la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik.

L'ARK s'engage à :

Convenir, avec le directeur général du Nord-du-Québec du MRNF, d'un plan d'action 2011-2013 qui précisera notamment des activités à réaliser au cours de cette période, les prévisions budgétaires, les biens livrables et les échéanciers, et qui prévoira une répartition de l'aide financière allouée entre les activités à réaliser;

Assurer, à même l'aide financière allouée en vertu de la présente entente, le financement lui permettant d'élaborer, dans les conditions prévues aux dispositions du cadre de référence produit par le MRNF, l'élaboration du PRDIRT, d'ici le 31 mars 2013;

Respecter les modalités d'accès, d'utilisation et de gestion de l'information géographique fournit par le MRNF qui seront prévues dans le contrat particulier mentionné à l'article 3.1.10;

Déposer pour avis, au MRNF, au plus tard le 31 mars 2013, copie du PRDIRT et entreprendre les discussions devant mener, le cas échéant, à la conclusion d'une entente de mise en œuvre du PRDIRT;

S'assurer d'une saine gestion des ressources octroyées et tenir une comptabilité distincte relative à l'ensemble des dépenses imputables à la gestion et à la mise en œuvre du PROGRAMME;

S'assurer, dans la préparation du PRDIRT, du respect du cadre de référence produit par le MRNF;

Consulter les Cris et les Naskapis quant à la planification du développement intégré des ressources naturelles et du territoire dans les zones de droit d'usage prioritaire et commun définies dans les conventions nordiques et faire état, dans son plan d'action 2011-2013, des mesures et des actions prévues à cet effet;

Utiliser des structures déjà en place pour associer à ses travaux les principaux agents régionaux, autochtones et non-autochtones, représentant les intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou autres concernés et leur accorder une aide financière suffisante, puisée à même son budget, lorsque requise;

Rendre compte au directeur général du Nord-du-Québec du MRNF selon les modalités convenues avec celui-ci, des résultats de ses travaux d'élaboration du PRDIRT. Cette reddition de comptes comprendra notamment le dépôt d'un rapport d'activité intérimaire, au plus tard le 1^{er} avril 2012, portant sur la concrétisation du plan d'action 2011-2013, incluant la description des activités réalisées et l'utilisation des fonds alloués à l'exécution de ces dernières, et d'un rapport d'activités final, au plus tard le 30 juin 2013;

Présider et participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation de l'entente;

Si les PARTIES y consentent, entreprendre des discussions quant à la pertinence de mettre en place une Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire pour la région du Nord-du-Québec, secteur Kativik.

Le MAMROT s'engage à :

Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développements local et régional;

Contribuer à la réalisation de l'objet de l'entente dans le respect de ses mandats et politiques;

Participer aux travaux du comité de suivi et d'évaluation;

Assurer la promotion de l'entente et sa diffusion auprès des ministères et organismes, notamment au sein de la Conférence administrative régionale du Nord-du-Québec.

DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et prend fin le 31 mars 2013.

À l'expiration de la présente entente, l'ARK devra rembourser au MRNF tout montant non engagé de l'aide financière octroyée.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Le MRNF s'engage à verser à l'ARK, un montant maximal de cinq cent mille dollars (500 000,00 \$) selon les modalités suivantes :

- 40 % du montant maximal dans les trente (30) jours suivant la signature de l'entente;
- 30 % du montant maximal à la suite de l'approbation, par le MRNF, du plan d'action 2011-2013 de l'ARK;
- 20 % du montant maximal à la suite du dépôt par l'ARK du rapport d'activité intérimaire visé à l'article 3.2.9 de l'entente, au plus tard le 1^{er} avril 2012;
- 10 % du montant maximal à la suite du dépôt par l'ARK du rapport d'activité final visé à l'article 3.2.9 de l'entente, au plus tard le 30 juin 2013.

1) Entente spécifique portant sur le développement et le rayonnement de la pratique artistique professionnelle dans la région de la Chaudière-Appalaches (2011-2012)

OBJET DE L'ENTENTE

L'Entente vise à identifier les engagements, rôles et responsabilités de chacune des **PARTIES**, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables pour assurer l'atteinte des objectifs généraux, de même que des objectifs spécifiques liés à chacun des quatre volets suivants :

- Volet 1 : Soutien aux artistes et écrivains professionnels de la Chaudière-Appalaches;
- Volet 2 : Soutien aux organismes pour des initiatives favorisant l'émergence, le réseautage et le rayonnement artistiques professionnels de la Chaudière-Appalaches;
- Volet 3 : Soutien à la consolidation et au développement d'organismes artistiques professionnels de la Ville de Lévis;
- Volet 4 : Soutien à la promotion et à la diffusion de l'Entente.

Les **PARTIES** conviennent, notamment, de mettre en commun des ressources techniques et financières afin de constituer le Programme de soutien pour les arts et les lettres 2012-2015 pour soutenir la pratique artistique et sa diffusion dans la région de la Chaudière-Appalaches. Ils conviennent également d'assurer la promotion et la diffusion de l'Entente auprès des clientèles concernées.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

1.1. Objectifs généraux :

- 1.1.1. Accroître la visibilité des artistes et écrivains professionnels, notamment ceux de la jeune relève dans la région de la Chaudière-Appalaches;
- 1.1.2. Accroître et diversifier les sources de revenus pour les artistes et les écrivains professionnels de la Chaudière-Appalaches;
- 1.1.3. Contribuer à la rétention des artistes et écrivains professionnels, notamment ceux de la jeune relève afin de briser leur isolement et de favoriser leur reconnaissance au sein de la collectivité;
- 1.1.4. Contribuer à l'émergence de la relève artistique professionnelle;
- 1.1.5. Encourager et soutenir le développement et le rayonnement des organismes artistiques professionnels.

1.2. Objectifs spécifiques :

Volet 1 – Soutien aux artistes et écrivains professionnels de la Chaudière-Appalaches:

Les projets soumis impliquent formellement des initiatives de partenariat en lien avec la communauté de la Chaudière-Appalaches ou des intervenants de la région. Ils doivent répondre à au moins un des objectifs spécifiques suivants:

- 1.2.1. Encourager l'émergence de projets artistiques et littéraires collectifs visant à valoriser le rapprochement des communautés artistiques du territoire;
- 1.2.2. Soutenir la réalisation de projets de résidence d'artistes et d'écrivains professionnels dans la région de la Chaudière-Appalaches;
- 1.2.3. Encourager la réalisation ou la diffusion de premières œuvres de création d'artistes et d'écrivains professionnels;
- 1.2.4. Faire connaître et promouvoir les œuvres des artistes et des écrivains professionnels auprès de différents publics.

Volet 2 – Soutien aux organismes pour des initiatives favorisant l’émergence, le réseautage et le rayonnement artistiques professionnels de la Chaudière-Appalaches

- 1.2.5. Encourager des initiatives artistiques et littéraires favorisant le réseautage des artistes et écrivains professionnels et des organismes artistiques professionnels dans la région;
- 1.2.6. Soutenir la réalisation de projets favorisant l’émergence de la jeune relève artistique professionnelle;
- 1.2.7. Favoriser le développement de partenariats entre créateurs et organismes artistiques professionnels de la Chaudière-Appalaches et d’ailleurs;
- 1.2.8. Favoriser le rayonnement et la circulation des productions artistiques professionnelles dans la région de la Chaudière-Appalaches et à l’extérieur.

Volet 3 – Soutien à la consolidation et au développement d’organismes artistiques professionnels de la Ville de Lévis :

- 1.2.9. Soutenir des projets visant à consolider le mandat artistique et à améliorer la capacité d’action des organismes auprès de la collectivité sur le territoire de la **VILLE**;
- 1.2.10. Soutenir des projets de développement organisationnel des organismes ayant une action artistique structurante sur le territoire de la **VILLE**.

Volet 4 – Soutien à la promotion et à la diffusion de l’Entente :

- 1.2.11. Assurer la promotion et la diffusion de l’Entente auprès des clientèles visées dans la région de la Chaudière-Appalaches;
- 1.2.12. Assurer un rôle conseil auprès des artistes et des écrivains professionnels, particulièrement ceux de la jeune relève dans la réalisation d’activités de professionnalisation.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

1. Engagements de la CRÉ :

Aux fins de l’Entente, la **CRÉ** s’engage à :

- 1.1 Contribuer, sous réserve des crédits disponibles au Fonds de développement régional, pour une somme de 150 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Total
2012-2013	10 000 \$	30 000 \$	7 500 \$	2 500 \$	50 000 \$
2013-2014	10 000 \$	30 000 \$	7 500 \$	2 500 \$	50 000 \$
2014-2015	10 000 \$	30 000 \$	7 500 \$	2 500 \$	50 000 \$
Total	30 000 \$	90 000 \$	22 500 \$	7 500 \$	150 000 \$

- 1.2 Coordonner le comité de suivi de l’Entente;
- 1.3 Recevoir du comité de suivi de l’Entente la reddition de comptes pour chaque volet et en faire une synthèse.

De plus, la **CRÉ**, selon les différents volets, s’engage à :

VOLETS 1 ET 2

- Recevoir les contributions financières du FJRCA et de la **VILLE**;
- Recevoir les demandes d’aides financières, procéder à un accusé de réception et les transmettre au CALQ selon les processus décrits à la clause 5.1;
- Mettre à la disposition du comité de sélection les espaces ainsi que les ressources matérielles et techniques nécessaires à la tenue de leurs rencontres;

- Autoriser la sélection des projets recommandés par le comité de sélection et entérinés par le comité de suivi de l'Entente, tout en s'assurant du respect des normes du FDR jointes en annexe 1;
- Verser directement aux bénéficiaires des projets retenus, sur avis de paiement du CALQ, la part de la subvention correspondant aux contributions des PARTIES autres que celle du CALQ, et ce, conformément aux modalités d'attribution des subventions décrites à la clause 5.3 et aux normes du FDR;
- Tenir une comptabilité distincte et spécifique sous le nom de Programme de soutien pour les arts et les lettres de la Chaudière-Appalaches 2012-2015 et inscrire dans ce compte les contributions de la CRÉ, du FJRCA et de la VILLE ainsi que les dépenses qui y sont imputables;
- Fournir au **CALQ**, au terme de chaque inscription, les documents nécessaires pour réaliser la reddition de comptes annuelle sur les sommes gérées.

VOLET 3

- Verser à la **VILLE**, sa part de la subvention aux bénéficiaires, selon le plan de versement prévu au tableau 1 de l'annexe 2, sur recommandation de paiement de la **VILLE**.

VOLET 4

- Verser au **CONSEIL DE LA CULTURE**, selon le calendrier de versements établi par le comité de suivi de l'Entente, les contributions annuelles prévues pour la mise en œuvre du volet 4.

2. Engagements du CALQ

Aux fins de l'Entente, le **CALQ** s'engage à :

- 2.1 Contribuer, sous réserve des crédits disponibles, pour une somme de 157 500 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Total
2012-2013	25 000 \$	12 500 \$	12 500 \$	2 500 \$	52 500 \$
2013-2014	25 000 \$	12 500 \$	12 500 \$	2 500 \$	52 500 \$
2014-2015	25 000 \$	12 500 \$	12 500 \$	2 500 \$	52 500 \$
Total	75 000 \$	37 500 \$	37 500 \$	7 500 \$	157 500 \$

De plus, le **CALQ**, selon les différents volets, s'engage à :

VOLETS 1 ET 2

- Coordonner et assurer la gestion de ces volets, à ce titre, procéder au traitement des demandes soumises au Programme de soutien pour les arts et les lettres de la Chaudière-Appalaches 2012-2015 et assurer la mise en œuvre du processus d'évaluation et d'attribution qui s'y rattache;
- Organiser la tenue des comités de sélection et défrayer les coûts en vertu de sa politique de remboursement d'honoraires des membres de comités de sélection, telle que présentée à l'annexe 3;
- Faire entériner les recommandations du comité de sélection par le comité de suivi de l'Entente dans les meilleurs délais permettant de respecter le délai indiqué dans les programmes;
- Autoriser la sélection des projets recommandés par le comité de sélection;
- Demander l'autorisation de la CRÉ pour transmettre un avis de paiement à cette dernière pour le versement aux bénéficiaires de la part des contributions des PARTIES, autres que le CALQ;

- Verser directement aux bénéficiaires des projets retenus la part de la subvention correspondant à ses contributions, et ce, conformément aux modalités d'attribution des subventions prévues à la clause 5.3;
- Produire les lettres d'annonce qui seront signées par le CALQ en son nom et aux noms des parties impliquées financièrement, et ce, en assurant la visibilité des **PARTIES**;
- Effectuer le suivi des projets sélectionnés dans le cadre du Programme de soutien pour les arts et les lettres de la Chaudière-Appalaches 2012-2015;
- Tenir une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables et fournir au comité de suivi une reddition de comptes annuelle sur les sommes gérées.

VOLET 3

- Sur avis de paiement de la VILLE, verser directement aux organismes identifiés à l'annexe 2 la part de la subvention correspondant à ses contributions;
- Tenir une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses imputables et fournir à la VILLE les documents nécessaires pour réaliser la reddition de comptes annuelle sur les sommes gérées.

VOLET 4

- Verser au **CONSEIL DE LA CULTURE** selon le calendrier de versements établi par le comité de suivi de l'Entente, les contributions annuelles prévues pour la mise en œuvre du volet.

3. Engagements du FJRCA

Aux fins de l'Entente, le **FJRCA** s'engage à :

- 3.1 Contribuer, sous réserve des crédits disponibles, pour une somme de 150 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Total
2012-2013	20 000 \$	20 000 \$	0 \$	10 000 \$	50 000 \$
2013-2014	20 000 \$	20 000 \$	0 \$	10 000 \$	50 000 \$
2014-2015	20 000 \$	20 000 \$	0 \$	10 000 \$	50 000 \$
Total	60 000 \$	60 000 \$	0 \$	30 000 \$	150 000 \$

De plus, le **FJRCA**, selon les différents volets, s'engage à :

VOLETS 1 et 2

- Verser à la **CRÉ**, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les contributions annuelles prévues pour la mise en œuvre.

VOLET 4

- Verser au **CONSEIL DE LA CULTURE**, selon le calendrier établi par le comité de suivi de l'Entente, les contributions annuelles prévues pour la mise en œuvre du volet.

4. Engagements de la VILLE

Aux fins de l'Entente, la **VILLE** s'engage à :

- 4.1 Contribuer, sous réserve des crédits disponibles, pour une somme de 135 000 \$ sur trois ans, répartie comme suit :

Exercice financier	Volet 1	Volet 2	Volet 3	Volet 4	Total
2012-2013	10 000 \$	5 000 \$	30 000 \$	0 \$	45 000 \$
2013-2014	10 000 \$	5 000 \$	30 000 \$	0 \$	45 000 \$
2014-2015	10 000 \$	5 000 \$	30 000 \$	0 \$	45 000 \$
Total	30 000 \$	15 000 \$	90 000 \$	0 \$	135 000 \$

De plus, la **VILLE**, selon les différents volets, s'engage à :

VOLETS 1 et 2

- Verser à la **CRÉ**, aux dates d'inscription établies par le comité de suivi de l'Entente, les contributions annuelles prévues pour la mise en œuvre.

VOLET 3

- Recevoir les contributions financières de la **CRÉ**;
- Coordonner le volet 3, à ce titre, recevoir les projets des organismes identifiés à l'annexe 2 et valider la nature des dossiers en fonction des objectifs tel que stipulé aux clauses 2.2.9 et 2.2.10;
- Transmettre un avis de paiement au **CALQ**, pour le versement de sa contribution aux organismes identifiés, tel que présenté à l'annexe 2;
- Produire les lettres d'annonce qui seront signées par la **VILLE** en son nom et aux noms des parties impliquées financièrement, et ce, en assurant la visibilité des **PARTIES**;
- Effectuer le suivi des projets des organismes identifiés, tel que présenté à l'annexe 2;
- Fournir annuellement au comité de suivi une reddition de comptes sur les sommes gérées.

5. Engagements du CONSEIL DE LA CULTURE

Aux fins de l'Entente, le **CONSEIL DE LA CULTURE** s'engage à :

VOLET 4

- Coordonner et réaliser les objectifs du volet et à cette fin, affecter les ressources financières décrites aux clauses 4.1.1, 4.2.1 et 4.3.1, des ressources humaines et des services techniques, et faire rapport au comité de suivi des activités réalisées au terme de chaque exercice financier;
- Déposer au comité de suivi un plan d'action assurant l'atteinte des objectifs du volet;
- Fournir annuellement au comité de suivi, une reddition de comptes.

6. Engagements du MCCCCF

Aux fins de l'Entente, le **MCCCCF** s'engage à :

- 6.1 Assurer le suivi de l'Entente.

7. Engagements du MAMROT

Aux fins de l'Entente, le **MAMROT** s'engage à :

- 7.1 Assurer la diffusion de l'Entente au sein de la Conférence administrative régionale de la Chaudière-Appalaches;

- 7.2 Assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielles requises pour la mise en œuvre de l'Entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional.

DURÉE DE L'ENTENTE

L'Entente entre en vigueur à la date de la dernière signature et prend fin le 31 mars 2015. Elle couvre les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015, sous réserve des crédits disponibles.

Au terme de l'Entente, les engagements non utilisés seront retournés aux **PARTIES** en fonction de leur contribution.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Engagements financiers totaux des **PARTIES** :

	AN 1 2012-2013	AN 2 2013-2014	AN 3 2014-2015	%	Total
CRÉ	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	25,8 %	150 000 \$
CALQ	52 500 \$	52 500 \$	52 500 \$	27,0 %	157 500 \$
FJRCA	50 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	25,8 %	150 000 \$
VILLE	45 000 \$	45 000 \$	45 000 \$	21,4 %	135 000 \$
Total	197 500 \$	197 500 \$	197 500 \$	100,0 %	592 500 \$

13- LAVAL

1) ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LA RÉGION DE LAVAL 2011-2015

1. OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet de définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives visant à promouvoir la mise en œuvre régionale du plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes sur le territoire de Laval. Les **PARTIES** conviennent que leur participation demeure assujettie au respect des mesures, programmes et normes de gestion qui leur sont applicables.

2. OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les objectifs poursuivis par cette entente sont de :

- promouvoir des modèles et des comportements égalitaires;
- favoriser l'égalité économique entre les femmes et les hommes;
- favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires;
- promouvoir des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes;
- agir pour le respect de l'intégrité des femmes et leur sécurité dans tous les milieux de vie;
- favoriser une plus grande participation des femmes aux instances décisionnelles;
- favoriser le déploiement régional de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS).

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le respect de leurs mandats et politiques respectives, les **PARTIES** s'engagent à :

- participer à la réalisation des objectifs de l'entente;
- prendre part aux activités du comité de gestion et à collaborer, au besoin, à toute autre activité découlant de l'entente;

- déléguer un représentant au comité de gestion de l'entente et à tout autre comité ad hoc le cas échéant.

4. ENGAGEMENTS SPÉCIFIQUES DES PARTIES

1. *Engagements du MCCCCF*

4.1 Le MCCCCF s'engage à :

Dans le cadre du programme de soutien financier à des initiatives de partenariat *Égalité entre les femmes et les hommes* et sous réserve de la disponibilité des crédits, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 129 000 \$ répartie sur quatre années financières gouvernementales, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 26 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 29 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 37 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 37 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MCCCCF** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

2. *Engagements de la CRÉ*

4.2 La CRÉ s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 99 000 \$ pour une période de 4 ans provenant du Fonds de développement régional (FDR), conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds.
- prendre connaissance des recommandations du comité de gestion et décider, en conformité avec ses règles de gestion, quels sont les projets qui pourront bénéficier de l'aide financière provenant du FDR;
- administrer les sommes qui lui sont versées par les autres parties en vertu de la présente entente selon les recommandations du comité de gestion et dans le respect des mesures, programmes et normes applicables;
- effectuer les déboursés directement auprès des organismes bénéficiaires selon le plan de financement établi;
- assumer la coordination du comité de gestion;
- tenir à jour une comptabilité distincte et spécifique relative à l'ensemble des dépenses de l'entente et remettre les rapports au comité de gestion;
- déposer chaque année aux membres du comité de gestion, un bilan des activités réalisées de même qu'un rapport d'utilisation des sommes qui lui ont été versées permettant de vérifier que ces sommes ont été affectées aux fins auxquelles elles étaient destinées;
- à partir du cadre d'évaluation approuvé par le comité de gestion, produire, au terme de l'application de l'entente, un bilan quantitatif et qualitatif portant sur l'atteinte des objectifs de l'entente;
- s'assurer que les organismes bénéficiaires utilisent et affectent les montants reçus, exclusivement aux fins de la réalisation des actions prévues à la présente entente et obtenir de ces organismes un rapport financier sur l'utilisation des subventions;
- percevoir des organismes bénéficiaires tous montants utilisés à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

La **CRÉ**, avec la collaboration du **FORUM**, gestionnaire du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 30 000 \$ pour une période de 4 ans provenant du Fonds régional d'investissement jeunesse (FRIJ), conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément aux règles et aux normes applicables à ce fonds.
- assurer la participation d'un représentant du **FORUM** au comité de gestion de l'Entente.

Engagement de la VILLE

4.3 La **VILLE** s'engage à :

- verser à la **CRÉ** un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente;

Engagements d'EMPLOI QUÉBEC

4.4 **EMPLOI QUÉBEC** s'engage à :

Sous réserve de l'adoption par l'Assemblée nationale du Québec des crédits nécessaires et de leur disponibilité ainsi que dans le respect de ses mesures, programmes, politiques, normes de gestion et modalités d'application :

Contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en y affectant une somme de 60 000\$ répartie sur trois années financières gouvernementales et ce, de la façon suivante :

- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 20 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Verser sa contribution conditionnellement à la réalisation d'activités ou de projets susceptibles de contribuer aux objectifs et au plan de travail annuel, et ce, dans le cadre des mesures d'« EMPLOI-QUÉBEC » financées par le Fonds de développement du marché du travail (FDMT) et selon les normes de gestion de ce fonds.

Engagements du MFA

4.5 Le **MFA** s'engage à :

Contribuer à la mise en œuvre de l'entente en y affectant un montant total de 28 000 \$ pour une période de 4 ans conditionnellement à la disponibilité des crédits et conformément à l'orientation visant une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires, somme qui sera versée à la **CRÉ** de la façon suivante :

- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2011-2012;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 7 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

Pour la première année, les sommes accordées par le **MFA** seront versées à la **CRÉ** dans les meilleurs délais suivant la signature de l'entente.

Pour les trois années subséquentes, les sommes seront versées suite au dépôt et à l'adoption des rapports bilan requis de chacune des années financières.

Engagements du MELS

4.6 Le MELS s'engage à :

4.6.1 Sous réserve des crédits disponibles et de l'approbation, par le Conseil du trésor, des règles budgétaires annuelles pour le financement des commissions scolaires et des cégeps, contribuer à la mise en œuvre de la présente entente en réservant une somme maximale de 30 000 \$, pour la durée de la présente entente, pour le financement de projets présentés par les commissions scolaires et les cégeps. Cette somme sera répartie de la façon suivante :

- un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2012-2013;
- un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2013-2014;
- un montant de 10 000 \$ au cours de l'année financière 2014-2015.

4.6.2 Verser sa contribution aux établissements scolaires conditionnellement à la réalisation d'activités ou de projets susceptibles de contribuer aux objectifs visés et ce, dans le cadre des mesures financées par le MELS.

Engagement du CLD

4.7 Le CLD s'engage à :

- verser à la CRÉ un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente.

Engagement de l'AGENCE

4.8 L'AGENCE s'engage à :

- verser à la CRÉ un montant de 28 000 \$ réparti à raison de 7 000 \$ par année de l'Entente;

Engagements du MAMROT

4.9 Le MAMROT s'engage à :

- favoriser la collaboration et la concertation des parties pour la mise en œuvre de l'entente;
- assurer, au besoin, la coordination et l'harmonisation interministérielle requise pour la mise en œuvre de l'entente dans une perspective de respect des orientations gouvernementales en matière de développement local et régional;
- être dépositaire de l'entente spécifique.

Engagement de la TCLCF

4.10 La TCLCF s'engage à :

- contribuer à la mise en œuvre de l'Entente en offrant son expertise en matière de condition féminine à Laval;

6. TABLEAU SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS

Les parties conviennent du plan de financement suivant :

	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MCCCF	\$ 26 000	\$ 29 000	\$ 37 000	\$ 37 000	\$ 129 000
CRÉ					
- FDR	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 24 750	\$ 99 000
- FRIJ	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 7 500	\$ 30 000
CLD	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
AGENCE	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
MFA	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
MELS		\$ 10 000	\$ 10 000	\$ 10 000	\$ 30 000
EMPLOI QUÉBEC		\$ 20 000	\$ 20 000	\$ 20 000	\$ 60 000
VILLE	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 7 000	\$ 28 000
Total	\$ 86 250	\$ 119 250	\$ 127 250	\$ 127 250	\$ 460 000

8. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente entente entre en vigueur au moment de sa signature par les PARTIES et prend fin le 31 mars 2015 ou, à l'exception des sommes d'argent provenant du FDMT, à la date où son objet et les obligations qui y sont prévus auront été réalisés.

À l'expiration de la présente entente la **CRÉ** doit rembourser tout montant non utilisé de l'aide financière octroyée.

16 – AGGLOMÉRATION DE LONGUEUIL

1) ENTENTE MODIFIANT L'ENTENTE SPÉCIFIQUE EN IMMIGRATION DU 10 OCTOBRE 2008 POUR LE TERRITOIRE DE LA CRÉ DE LONGUEUIL

1. OBJET DE LA PRÉSENTE ENTENTE

La présente entente a pour objet de prolonger l'entente spécifique intervenue entre les **SIGNATAIRES** le 10 octobre 2008, d'y apporter les modifications requises afin de tenir compte de la période de réalisation des activités, des modalités de versement prévues à la clause 13 pour permettre à la **CRÉ** de poursuivre la mise en œuvre de son plan d'action et de respecter ses engagements.

2. MODIFICATIONS À L'ENTENTE SPÉCIFIQUE DU 10 OCTOBRE 2008

- 2.1 La clause 3.2.9 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« déposer aux signataires, en fin d'année financière, un rapport annuel pour chacune des trois premières années de la présente entente, portant sur la réalisation des activités prévues au plan de travail annuel et sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de la présente entente; »
- 2.2 La clause 4.1 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« mettre à la disposition de la **CRÉ** une enveloppe maximale de quatre cent cinquante mille dollars (450 000 \$) sur quatre ans selon les modalités prévues à la clause 13 de la présente entente; »
- 2.3 La clause 4.2.5 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« un versement de 75 000 \$ dans les trente jours suivant l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la deuxième année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 3.2.9 et 3.2.3 de la présente entente; »
- 2.4 Insérer, entre les clauses 4.2.5 et 4.2.6 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008, le titre suivant :
Pour la quatrième année de la présente entente :
- 2.5 La clause 4.2.6 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« un premier versement de 80 % de la contribution annuelle prévue à la quatrième année sera effectué dans les trente jours suivant l'acceptation par le **MICC** du rapport annuel de la troisième année et de la mise à jour du plan de travail prévus aux clauses 3.2.9 et 3.2.3 de la présente entente; »

- 2.6 La clause 4.2.7 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :
« un deuxième versement de 20 % de la contribution annuelle prévue à la quatrième année sera effectué au plus tard le 30 juin 2012 conditionnellement à l'acceptation par le **MICC** du rapport final prévu à la clause 3.2.10 de la présente entente; »
- 2.7 La clause 9.1 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est modifiée par le remplacement au premier alinéa des mots « répartis à parts égales sur trois ans » par les mots « répartis sur quatre ans »;
- 2.8 La clause 13 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est remplacée par la suivante :

Partenaires	Année 1 2008-2009	Année 2 2009-2010	Année 3 2010-2011	Année 4 2011-2012	Total
MICC	150 000 \$	150 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	450 000 \$
CRÉ					
- FDR	150 000 \$	150 000 \$	75 000 \$	75 000 \$	450 000 \$
- FRIJ	33 333 \$	33 333 \$	16 667 \$	16 667 \$	100 000 \$
EMPLOI-QUÉBEC	± 25 000 \$	± 25 000 \$	± 25 000 \$	0 \$	75 000 \$
Total	358 333 \$	358 333 \$	191 667 \$	166 667 \$	1 075 000 \$

- 2.9 La clause 15 de l'entente spécifique du 10 octobre 2008 est modifiée par le remplacement dans la deuxième ligne, des mots et des chiffres « le 31 mars 2011 » par les mots et les chiffres « le 31 mars 2012 ».

3. ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente entente entre en vigueur à la date d'apposition de la dernière signature mais prend effet le 30 mars 2011.

17 - CENTRE DU -QUÉBEC

3) Entente de partenariat régional en tourisme au Centre-du-Québec 2012-2015

OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'associer les partenaires à la réalisation des priorités régionales de développement de l'offre touristique afin de maximiser l'apport de cette industrie à l'économie dans le respect des mesures, programmes et normes applicables aux partenaires. Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des partenaires et les modalités entourant le soutien à des projets permettant de développer l'offre touristique sur le territoire de la région touristique de l'ATR.

OBJECTIFS DE L'ENTENTE

Les partenaires conviennent de travailler en étroite collaboration, dans le respect de leurs mandats respectifs, en vue de renouveler l'offre touristique en région en fonction des priorités touristiques régionales de l'ATR.

Les projets doivent être structurants et contribuer à renouveler l'offre touristique de la région. Ils doivent favoriser l'atteinte de la majorité des objectifs suivants :

- renforcer la notoriété et le pouvoir attractif de la destination;

- participer à la bonification de l'offre touristique par l'amélioration ou l'ajout de produits aptes à stimuler l'augmentation du nombre de touristes dans la région;
- atténuer les écarts de la saisonnalité;
- augmenter le niveau de qualité de l'offre touristique, la complémentarité et la pérennité des produits, des services et des infrastructures;
- viser à l'« exportabilité » de l'offre touristique;
- susciter l'augmentation de la durée de séjour et ainsi du nombre des nuitées;
- favoriser le maintien ou la création d'emplois;
- encourager et promouvoir des pratiques de gestion privilégiant un tourisme durable et responsable;
- promouvoir les initiatives visant l'atteinte de normes de qualité dans leur secteur d'intervention respectif.

ENGAGEMENTS DES PARTIES

Engagements généraux

Aux fins de la présente entente, les partenaires s'engagent conjointement à :

- mettre en place un comité de gestion, présidé par un représentant de l'ATR et composé de représentants de tous les partenaires de la présente entente;
- confier à l'ATR la responsabilité d'effectuer ou de faire effectuer les analyses des projets en fonction des catégories de projets décrits à l'annexe A et dans le respect des normes applicables au Fonds de développement régional (FDR) décrites à l'annexe H, et transmettre ses conclusions au comité de gestion;
- conclure des conventions d'aide financière avec les promoteurs, procéder aux versements de l'aide financière et effectuer une reddition de comptes;
- payer, à cette fin, la couverture des frais de gestion, dans une proportion d'un maximum de 7,5 %, à même leur contribution respective;
- respecter le code d'éthique des membres du comité de gestion tel que libellé à l'annexe G.

Engagements du MTO

Aux fins de la présente entente, le MTO s'engage à :

- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, sous réserve de la disponibilité des crédits;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de l'ATR

Aux fins de la présente entente, l'ATR s'engage à :

- présider le comité de gestion;
- participer financièrement à l'entente conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, et ce, à partir des revenus de la taxe sur l'hébergement;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- diffuser le guide du promoteur, les dates de tombée ou toute autre information pertinente au regard de l'EPRT;
- recevoir les demandes d'aide financière et valider leur admissibilité;
- produire, pour chaque projet reçu, une fiche d'analyse de projet, laquelle doit comprendre minimalement les éléments précisés à l'annexe D;
- transmettre à tous les membres du comité de gestion les fiches d'analyse de projet ainsi qu'un tableau de suivi des projets (annexe E) au plus tard 10 jours avant la tenue d'une rencontre;
- assumer la responsabilité de l'administration, du secrétariat et du soutien professionnel du comité de gestion;
- informer les promoteurs des projets de l'acceptation ou du refus de leur projet;
- élaborer et soumettre aux partenaires la convention d'aide financière devant être conclue avec chacun des promoteurs;
- transmettre aux partenaires une copie signée des conventions d'aide financière des projets soutenus, incluant le montage financier des projets;
- respecter le cadre de visibilité libellé à l'annexe C;
- effectuer des demandes de versement aux partenaires tel que précisé à l'article 6.2.;

- procéder au versement et au suivi des déboursés des projets retenus dans le cadre de la présente entente;
- assurer la réception de pièces justificatives ou d'attestations d'un comptable reconnu par un ordre (CA, CMA, CGA) confirmant les coûts et le financement de chaque projet retenu;
- produire un bilan annuel tel que prévu à l'annexe F et le transmettre aux partenaires au plus tard 90 jours suivant la fin de l'année financière;
- administrer les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente conformément aux conditions, mesures et normes applicables aux partenaires;
- déposer dans un compte spécifique les sommes qui lui sont versées en vertu de la présente entente;
- produire un rapport final sur l'utilisation de la participation financière;
- rembourser aux parties tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente entente.

Engagements du MAMROT

Aux fins de la présente entente, le MAMROT s'engage à :

- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

Engagements de la CRÉCQ

Aux fins de la présente entente, la CRÉCQ s'engage à :

- participer financièrement à l'entente, conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1, à partir du FDR et dans le respect des normes applicables à ce fonds, tel que décrit à l'annexe H;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion;
- décider des projets devant bénéficier de sommes provenant du FDR après avoir consulté le comité de gestion.

Engagements de l'ARDECQ

Aux fins de la présente entente, l'ARDECQ s'engage à :

- participer financièrement à l'entente, conformément au plan de financement décrit à l'article 6.1;
- approuver le cadre de gestion de l'entente, tel que prévu à l'article 7.1;
- soutenir l'ATR dans l'analyse des projets déposés et produire des avis sectoriels au besoin;
- participer aux travaux du comité de gestion.

DURÉE DE L'ENTENTE

L'entente entre en vigueur à la date de sa signature par les partenaires et prend fin le 31 mars 2015. Elle restera néanmoins en vigueur jusqu'à la date où les obligations des parties seront complétées à l'égard des projets retenus.

RESSOURCES FINANCIÈRES AFFECTÉES

Baillleurs de fonds	2012-2013	2013-2014	2014-2015	Total
MTO	205 000 \$	205 000 \$	205 000 \$	615 000 \$
ATR	205 000 \$	205 000 \$	205 000 \$	615 000 \$
CRÉCQ	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$	90 000 \$
ARDECQ	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$	25 000 \$
Grand total	465 000 \$	465 000 \$	465 000 \$	1 395 000 \$

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #8
Section DR

Concernant les centres locaux de développement, indiquer les sommes versées aux MRC par le ministère pour les CLD en 2012-2013. Ventiler les montants par MRC. Prévisions pour 2013-2014.

L'information demandée se retrouve au programme 7 « Promotion et développement de la métropole » du portefeuille « Conseil exécutif ».

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande # 9
Section DR

Indiquer toutes mesures gouvernementales visant à remplacer les mesures spéciales concernant la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, notamment le Plan de relance de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Budget accordé à chaque mesure. Résultats obtenus.

Plan de développement de la Gaspésie

Le discours de la première ministre du 31 octobre dernier mentionnait que la région de la Gaspésie recevra une attention particulière. À cet effet, elle mentionnait que le comité ministériel de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine qu'elle préside (décret de création adopté le 3 octobre 2012) élabore un plan de développement de la région. Des travaux d'élaboration de ce plan de développement sont présentement en cours.

Fonds d'aide au développement des territoires de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (FADT) et Fonds d'intervention stratégique régional (FISR)

Le discours sur le budget 2010-2011 prolongeait le soutien à la stratégie de développement de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et ajoutait des crédits de 6 M\$ par année de 2010-2011 à 2012-2013 au ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF). Le 4 décembre 2012, la responsabilité ainsi que le solde des crédits du FADT et du FISR, soit 3,3 M\$, ont été transférés au MAMROT.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #10
Section DR

État de situation, copie d'études, de scénarios, d'analyses produites par le ministère en 2012-2013 concernant une éventuelle politique des redevances sur les ressources naturelles.

Il n'y a pas eu d'études, d'analyses ou de scénarios réalisés par le Ministère concernant un éventuel partage avec les municipalités des redevances sur les ressources naturelles perçues par le gouvernement.

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #11
Section DR

Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer les dates et les lieux des rencontres en 2012-2013, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.

Date	Lieux des rencontres	Personnes
14 juin 2012 (compte rendu à l'annexe 1)	Rencontre du Comité des partenaires portant sur la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité tenue à Québec à l'hôtel du Parlement	<p><u>Le Comité des partenaires de la ruralité</u> M. Laurent Lessard, ministre, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire M. Michel Adrien, vice-président, Association des CLD du Québec M^{me} Claire Bolduc, présidente, Solidarité rurale du Québec M. Robert Coulombe, président ex-officio, Union des municipalités du Québec M. Bernard Généreux, président, Fédération québécoise des municipalités</p> <p><u>Le Comité technique des partenaires de la ruralité</u> M. Sébastien Lépine, secrétaire général, Solidarité rurale du Québec M. Sébastien Cloutier, conseiller, secteur de la recherche et des politiques, Fédération québécoise des municipalités M^{me} Suzie Loubier, directrice générale, Association des CLD du Québec M^{me} Sylvie Pigeon, conseillère aux politiques, Union des municipalités du Québec</p> <p><u>Les représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</u> M. Nicolas Tremblay, attaché politique M. Sylvain Boucher, sous-ministre</p> <p><u>De la direction du développement régional, rural et de l'économie sociale</u> M. Yannick Routhier, directeur M^{me} Danielle Leduc, chef d'équipe M^{me} Danielle Nadeau, analyste-conseil</p> <p><u>De la Société d'habitation du Québec</u> M. William John Mackay, président-directeur général</p>

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

Demande #11
 Section DR

Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer les dates et les lieux des rencontres en 2012-2013, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.

Date	Lieux des rencontres	Personnes
1er novembre 2012 (Ordre du jour à l'annexe 2, Compte rendu non adopté)	Rencontre du Comité des partenaires portant sur la mise en œuvre de la Politique nationale de la ruralité tenue à Québec dans les bureaux du MAMROT	<p><u>Le Comité des partenaires de la ruralité</u> M. Gaétan Lelièvre, ministre délégué aux Régions M. Michel Adrien, vice-président, Association des CLD du Québec M^{me} Claire Bolduc, présidente, Solidarité rurale du Québec M^{me} Déborah Bélanger, membre du Comité exécutif et représentante du Caucus des municipalités locales, Union des municipalités du Québec M. Bernard Généreux, président, Fédération québécoise des municipalités</p> <p><u>Le Comité technique des partenaires de la ruralité</u> M. Sébastien Lépine, secrétaire général, Solidarité rurale du Québec M. Nicolas Fleury, directeur, Politiques, recherche et développement, Fédération québécoise des municipalités M^{me} Maryse Drolet, conseillère, Fédération québécoise des municipalités M^{me} Suzie Loubier, directrice générale, Association des CLD du Québec M. Jean-Philippe Boucher, conseiller aux politiques, Union des municipalités du Québec</p> <p><u>Les représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire</u> M^{me} Andrée Roy, attachée politique M^{me} Linda Morin, sous-ministre adjointe aux Territoires</p> <p><u>De la direction du développement régional, rural et de l'économie sociale</u> M^{me} Danielle Nadeau, analyste-conseil</p>

Étude des crédits 2013-2014
Demande de renseignements particuliers

ANNEXE 1

Demande # 11
Section DR

Dans le cadre du Comité des partenaires de la ruralité, indiquer les dates et les lieux des rencontres en 2012-2013, les personnes présentes et fournir une copie des procès-verbaux.

Comité des partenaires de la ruralité

Compte rendu de la rencontre

tenue à l'hôtel du Parlement le 14 juin 2012 de 13 h à 17 h

ONT PARTICIPÉ À LA RENCONTRE :

Le Comité des partenaires de la ruralité

M. Laurent Lessard, ministre, ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
M. Michel Adrien, vice-président, Association des CLD du Québec
M^{me} Claire Bolduc, présidente, Solidarité rurale du Québec
M. Robert Coulombe, président ex-officio, Union des municipalités du Québec
M. Bernard Généreux, président, Fédération québécoise des municipalités

Le Comité technique des partenaires de la ruralité

M. Sébastien Lépine, secrétaire général, Solidarité rurale du Québec
M. Sébastien Cloutier, conseiller, secteur de la recherche et des politiques, Fédération québécoise des municipalités
M^{me} Suzie Loubier, directrice générale, Association des CLD du Québec
M^{me} Sylvie Pigeon, conseillère aux politiques, Union des municipalités du Québec

Les représentants du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

M. Nicolas Tremblay, attaché politique
M. Sylvain Boucher, sous-ministre

De la direction du développement régional, rural et de l'économie sociale

M. Yannick Routhier, directeur
M^{me} Danielle Leduc, chef d'équipe
M^{me} Danielle Nadeau, analyste-conseil

De la Société d'habitation du Québec

M. William John Mackay, président-directeur général

RÉUNION DU
COMITÉ DES PARTENAIRES DE LA RURALITÉ

Le jeudi 1er novembre 2012

De 15 h 00 à 17 h 00

Lieu : Cabinet du ministre

ORDRE DU JOUR

- 1. Mot de bienvenue**
- 2. Adoption de l'ordre du jour et des comptes rendus du 14 juin 2012**
- 3. Échange sur la vision de la ruralité et ses enjeux**
 - Tour de table des partenaires
- 4. Journée de la ruralité 2012**
 - Déroulement et derniers ajustements
- 5. Retour sur les Grands prix de la ruralité 2012**
 - Petit bilan
 - Proposition pour l'édition 2013
- 6. Calendrier et sujets des prochaines rencontres**
 - sujets : * suivi des recommandations des groupes de travail
- 7. Autres sujets**
 - Deux nouveaux groupes de travail : composition et état des travaux